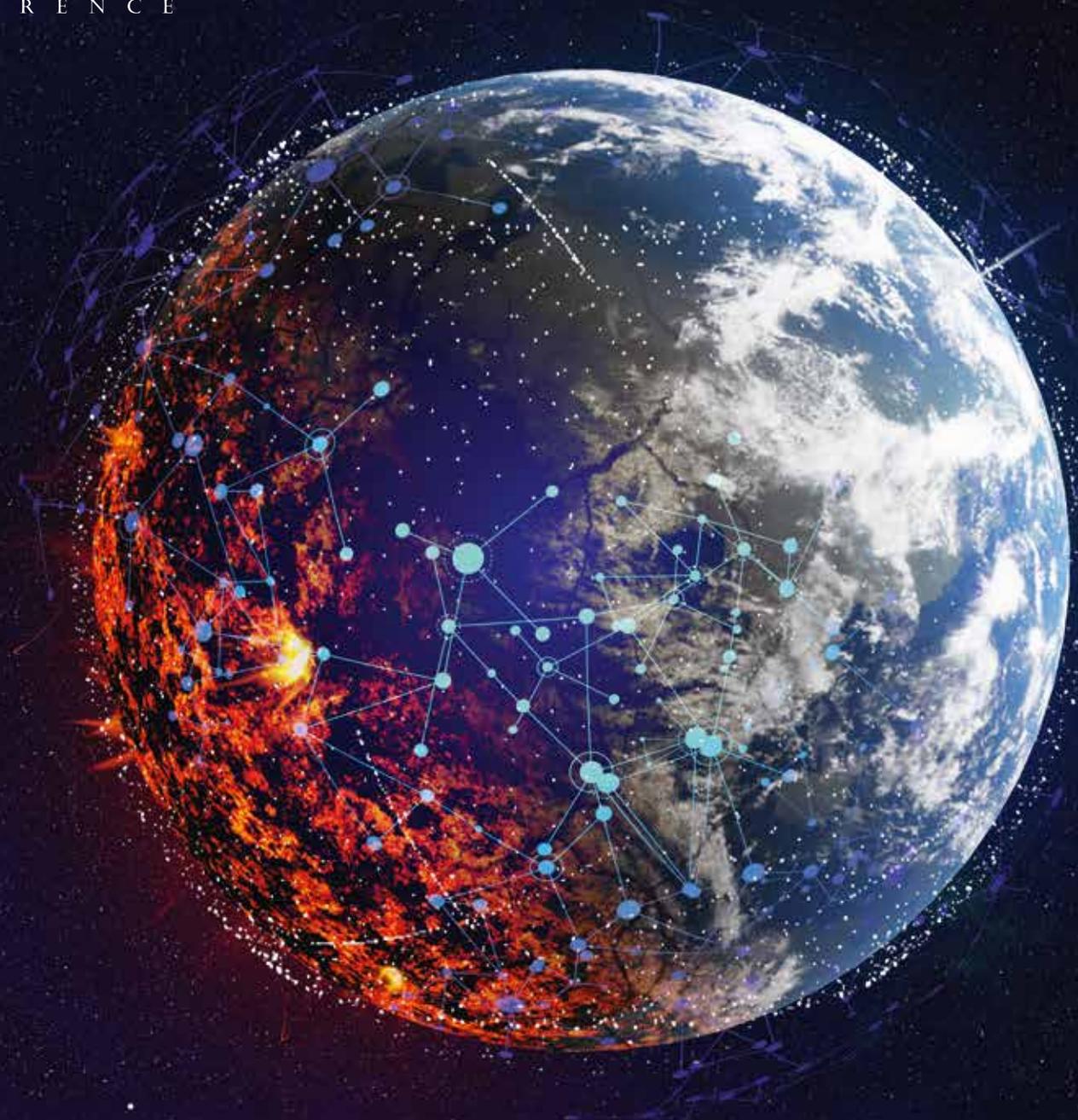


WORLD  
POLICY  
CONFERENCE



**15**<sup>e</sup> Édition,  
9-11 déc. 2022  
Abou Dabi, EAU

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)



# WORLD POLICY CONFERENCE

QUINZIÈME ÉDITION  
9-11 DÉCEMBRE 2022  
A B O U     D A B I  
É M I R A T S   A R A B E S   U N I S



WORLD  
POLICY  
CONFERENCE

## SOMMAIRE

PRÉFACE	PAGE 3
PROGRAMME	PAGE 4
OUVERTURE	PAGE 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	PAGE 12
ATELIERS PARALLÈLES	PAGE 92
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	PAGE 108
NETWORKING	PAGE 114
CHIFFRES CLÉS	PAGE 126
INVITÉS	PAGE 127
DISCOURS D'OUVERTURE	PAGE 138
PRESSE & WPC TV	PAGE 145
PARTENAIRES ET ORGANISATION	PAGE 150

## Préface



Le présent ouvrage, réalisé sous la direction de Song-Nim Kwon, est le rapport de la 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference (WPC) à Abou Dabi, du 9 au 11 décembre 2022. Rappelons que la mission de la WPC est de contribuer à promouvoir un système international « raisonnablement ouvert », donc à l'écart, d'un côté, de l'utopie de la mondialisation libérale encore prévalente au début de ce siècle ; et, de l'autre, du spectre d'un retour de la division du monde en blocs qui, actuellement, menace. Depuis notre première édition en octobre 2008, à Évian, notre ambition est de privilégier le point de vue des puissances moyennes, qui ne veulent pas que leurs voix et leurs intérêts soient étouffés par les grandes puissances, que ce soit directement ou à travers le jeu de la multipolarité. En termes de gouvernance mondiale, la question est de savoir si, au-delà du cadre très général défini par la Charte des Nations Unies, la société inter-étatique est capable de s'entendre sur des règles du jeu dont seul le respect puisse garantir la stabilité structurelle du système international dans son ensemble, alors même que celui-ci est hétérogène sur le plan idéologique. En particulier, ce que l'on appelle aujourd'hui le « Sud global » n'entend pas se laisser imposer les points de vue de la seule communauté occidentale, même sur les questions de sécurité internationale. D'où, par exemple, la force du concept de « multi-alignement » promu par le gouvernement indien. Cette question des règles du jeu est pourtant essentielle, et même potentiellement vitale, car au sens le plus profond

la mondialisation est irréversible, de sorte que la question des « communs de l'humanité » n'est plus une abstraction. Elle s'impose à tout esprit soucieux de l'avenir de notre planète.

Depuis notre première réunion en 2008, de nombreux chocs ont mis à l'épreuve la mondialisation : crises financières, « Printemps arabes », durcissement de la compétition sino-américaine, Brexit et conflit sur l'Ukraine en Europe, pandémie de Covid-19, ... Après le 24 février 2022, le conflit sur l'Ukraine – dont les racines remontent à la dissolution de l'Union soviétique et bien antérieurement – a changé de dimension. Il s'est transformé en guerre, pour le moment localisé en Europe, mais aux conséquences d'ores et déjà globales. Plus que jamais, l'idéal d'une bonne gouvernance mondiale paraît difficile à atteindre. Mais plus que jamais aussi, les personnes qui réfléchissent sur l'avenir du système international doivent s'attacher à combiner au mieux le réalisme de court terme et le pragmatisme qu'il impose avec l'idéalisme de long terme sans lequel aucun projet durable n'est possible.

La grande qualité intellectuelle, opérationnelle et morale des débats de la 15<sup>e</sup> édition de la WPC est encourageante à cet égard, et je remercie celles et ceux qui ont contribué à son succès, en commençant par les Émirats arabes unis qui nous ont accueilli pour la deuxième fois. Nous sommes convaincus de la pertinence de notre démarche, à laquelle nous souhaitons associer un nombre croissant de personnalités de bonne volonté dans l'ensemble du monde.

**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président  
de l'Ifri et de la WPC  
3 mars 2023



## Vendredi 9 décembre

08:30 *Message de bienvenue*

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

08:30 – 10:00

*Session plénière 1 : La géoéconomie et le développement dans un monde fragmenté*

Président :

**Masood Ahmed**, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Intervenants :

**Aminata Touré**, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal

**Jean-Marie Paugam**, directeur général adjoint de l'OMC

**Kim Heungchong**, président du Korea Institute for International Economic Policy

**Bertrand Badré**, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

**Jeffrey Frieden**, professeur en études gouvernementales à l'Université d'Harvard

**Vincent Koen**, directeur adjoint des Études Pays à l'OCDE

10:00 – 11:30

*Session plénière 2 : L'ordre économique international se décompose-t-il ?*

Président :

**Jean-Claude Trichet**, vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Intervenants :

**Taeho Bark**, président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

**Yann Coatanlem**, directeur général de DataCore Innovations LLC, fondateur et président du Club Praxis, membre du conseil de GlassView et de la Paris School of Economics

**Gabriel Felbermayr**, directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

**Motoshige Itoh**, professeur émérite à l'Université de Tokyo, membre du Conseil sur la politique économique et fiscale au Japon

**John Lipsky**, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du FMI

**Qiao Yide**, vice-président et Secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

**Nicolas Véron**, Senior Fellow à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics

11:30 – 13:00

*Ouverture officielle*

**Reem Ibrahim Al Hashimy**, ministre d'État pour la Coopération internationale des Émirats arabes unis

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

**S.S. Bartholomée Ier**, archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

**Haïm Korsia**, Grand Rabin de France

13:00 – 14:15

*Déjeuner*

14:30 – 15:30

*Session plénière 3 : L'avenir géopolitique et le monde des affaires : construire la résilience et s'adapter à une nouvelle réalité mondiale*

Président :

**Nikolaus Lang**, Global Leader for the Global Advantage practice, directeur général et associé principal du Boston Consulting Group

Intervenants :

**Abdullah Al Mazrui**, président de la chambre de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis

**Maurice Gourdault-Montagne**, ambassadeur de France, ancien Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères

**Helle Kristoffersen**, directrice générale Strategy & Sustainability et membre du comité exécutif de TotalEnergies

**Sam Okwulehie**, PDG de LATC

15:30 – 16:30

*Session plénière 4 : Leaders innovants : crise climatique et économie circulaire*

Président :

**Lucia Sinapi-Thomas**, directrice exécutive de CG

Intervenants :

**Andrew Brown**, analyste junior des politiques de l'environnement à l'OCDE

**Yim Hyosung**, vice-président du Corporate Strategy Center de Hyosung Corporation

**Bruno Langlois**, directeur du business développement et des partenariats chez Carbios

**Livia Ribeiro de Souza**, co-fondatrice et Chief Technology Officer de Mimicrete Ltd.

**Florent Andrillon**, Global Head du service Sustainability chez Capgemini Invent

16:30 – 17:30

*Session plénière 5 : Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest : géopolitique et géoéconomie*

Président :

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants :

**Romuald Wadagni**, ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances du Bénin

**Alain Tchibozo**, économiste en chef de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

**Général Francis A. Béhanzin**, président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

**Nshuti Manasseh**, ministre d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale chargé de la Communauté d'Afrique de l'Est du Rwanda

17:30 – 19:00

*Session plénière 6 : Le reste du monde face à la rivalité sino-américaine*

Président :

**Douglas Paal**, Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain

Intervenants :

**John Andrews**, conseiller de rédaction à *The Economist* et *Project Syndicate*

**Jean-Pierre Cabestan**, directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong

**Renaud Girard**, grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*

**Yuichi Hosoya**, professeur de politique internationale à l'Université Keio de Tokyo

**Lee Hye Min**, conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20 pour la Corée

**Samir Saran**, président de l'Observer Research Foundation de New Delhi

**Wang Jisi**, président de l'Institut des études stratégiques et internationales de la Peking University à Pékin, professeur titulaire de la chaire Boya à la Peking University

19:30

*Dîner-débat*

**Kevin Rudd**, président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

Président :

**Ali Aslan**, présentateur TV et journaliste international

### Samedi 10 décembre

08:00 – 09:30

*Session plénière 7 : L'avenir de l'UE et la sécurité européenne après la guerre d'Ukraine*

Président :

**Ali Aslan**, présentateur TV et journaliste international

Intervenants :

**Peter Beyer**, membre du Bundestag allemand, ancien coordinateur de la coopération transatlantique

**Bogdan Klich**, sénateur au Parlement polonais, président de la commission des Affaires étrangères et européennes au Sénat polonais

**Hubert Védrine**, fondateur de Hubert Védrine Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères de France

**Zaki Laidi**, conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

**Tsahiagiin Elbegdorj**, ancien président de la Mongolie

09:30 – 10:30

*Session plénière 8 : La pertinence de l'« Indo-Pacifique » comme concept géopolitique*

Président :

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants :

**Hiroyuki Akita**, chroniqueur de *Nikkei*, Japon

**Mayankote Kelath Narayanan**, président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd, ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde (Manmohan Singh)

**Douglas Paal**, Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain

**Yim Sung-joon**, Senior Advisor chez Lee International IP & Law Group, ancien ministre adjoint des Affaires étrangères, ancien conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Kim Dae-jung

10:30 – 12:15

*Session plénière 9 : La gouvernance spatiale : les implications de l'accès mondial aux technologies spatiales*

Président :

**Patrick Nicolet**, fondateur et partenaire principal de Linebreak SA, ancien directeur des technologies de Capgemini

Intervenants :

**Amer Al Ghafri**, directeur principal du département d'ingénierie spatiale au Centre spatial Mohamed ben Rached à Dubai

**Kazuto Suzuki**, professeur de politique scientifique et technologique à l'École supérieure de politique publique de l'Université de Tokyo

**Daniel Andler**, professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe

**Meir Sheerit**, ancien membre de la Knesset, ancien ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique, ancien ministre de l'Intérieur d'Israël

**Patrick Trinkler**, fondateur et directeur général de CYSEC

**Geoffrey Bouquot**, directeur R&D et directeur de la Stratégie et des Relations extérieures chez Valeo, ancien conseiller technique pour les affaires industrielles au cabinet du ministre de la Défense français

**François Barrault**, fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

12:15 – 13:15

*Déjeuner*

13:30 – 14:00

*Session plénière 10*

Conversation avec :

**Dmytro Kuleba**, ministre des Affaires étrangères d'Ukraine

Président :

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

14:00 – 15:00

*Session plénière 11 : Europe de l'Est, Caucase du Sud et Asie centrale face à la guerre d'Ukraine*

Président :

**Tatiana Kastouéva-Jean**, chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifri

Intervenants :

**Roman Vassilenko**, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

**Olga Rosca**, directrice de cabinet du vice Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Moldavie

**Lasha Darsalia**, premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie

15:00 – 15:30

*Session plénière 12*

Conversation avec :

**Khaldoon Khalifa Al Mubarak**, président de l'Autorité des affaires exécutives, directeur général du groupe Mubadala

Interviewer :

**Mina Al-Oraibi**, éditrice en chef à *The National*

15:30 – 16:00

*Session plénière 13*

Conversation avec :

**Anwar Gargash**, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis

Président :

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

16:00 – 17:00

*Session plénière 14 : Les matières premières critiques – Comment garantir les ressources indispensables à nos industries ?*

Président :

**Friedbert Pflüger**, directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH

Intervenants :

**Philippe Chalmin**, fondateur du Cercle Cyclope, professeur à Paris-Dauphine, consultant auprès d'organismes internationaux (OCDE, CEE, CNUCED)

**Jonathan Cordero**, responsable du développement d'entreprise chez Eurasian Resources Group

**Ingvil Smines Tybring-Gjedde**, directrice non exécutive chez Norge Mining, ancienne Secrétaire d'État pour le ministère du Pétrole et de l'Énergie de Norvège

**Peter Handley**, Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la Direction générale du marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME de la Commission européenne

17:00 – 19:30

*Ateliers parallèles*

**Atelier 1 : La finance et l'économie**

Président :

**Jean-Claude Trichet**, vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Intervenants :

**Serge Ekué**, président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

**Raed Charafeddine**, banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

**Jeffry Frieden**, professeur en études gouvernementales à l'Université d'Harvard

**Akinari Horii**, conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint à la Banque du Japon

**Kyung-wook Hur**, président du Korean Bretton Woods Club, président du conseil du Korea Center for International Finance, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, ancien économiste au FMI

**Pierre Jacquet**, président du Global Development Network (GDN), professeur à l'École nationale des ponts et chaussées

**André Lévy-Lang**, président fondateur de l'Institut Louis Bachelier

**John Lipsky**, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du FMI

**Jean-Claude Meyer**, Vice-Chairman international de Rothschild & Cie

**Atelier 2 : L'énergie et l'environnement**

Président :

**Valérie Ducrot**, directrice exécutive du Global Gas Centre

Intervenants :

**Olivier Appert**, président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

**Narendra Taneja**, président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi, président fondateur du World Energy Policy Summit

**Florent Andrillon**, Global Head du service Sustainability chez Capgemini Invent

**Igor Yurgens**, directeur scientifique du Centre de développement durable du MGIMO

**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

**Atelier 3 : L'Afrique**

Président :

**Robert Dossou**, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Intervenants :

**Elisabeth Guigou**, présidente fondatrice d'Europartaires, ancienne présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

**Aminata Touré**, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal

**Juliette Tuakli**, directrice générale et directrice médicale du groupe medical CHILDAccra, présidente sortante de United Way Worldwide, ambassadrice de Mercy Ships Africa

**Lionel Zinsou**, cofondateur et coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président de PAI Partners

**Haruka Sakamoto**, Project Researcher au Department of Global Health Policy de l'Université de Tokyo, Senior Fellow du National Graduate Institute for Policy Studies

**Farida Al Hosani**, porte-parole officielle du secteur de la santé des Émirats arabes unis

**Jacques Biot**, administrateur de sociétés et consultant senior dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle, ancien président exécutif de l'École Polytechnique de Paris

20:00

*Dîner de gala*

**Laurent Fabius**, président du Conseil constitutionnel français, président de la COP 21, ancien Premier ministre de France

Président :

**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

### Dimanche 11 décembre

08:00 – 09:00

*Rapports des ateliers parallèles*

**Pierre Jacquet**, président du Global Development Network (GDN), professeur à l'École nationale des ponts et chaussées

**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

**Robert Dossou**, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

09:00 – 10:00

*Session plénière 15 : Covid-19 et menace de nouvelles pandémies : perspectives*

Président :

**Michel Kazatchkine**, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Intervenants :

**Antoine Flahault**, directeur de l'Institut de Santé globale à l'Université de Genève, directeur adjoint de la Swiss School of Public Health, ancien directeur et fondateur de l'EHESP Haute école de Santé publique

**Juliette Tuakli**, directrice générale et directrice médicale du groupe médical CHILDAccra, présidente sortante de United Way Worldwide, ambassadrice de Mercy Ships Africa, directrice médicale

**Maha Barakat**, PDG du Frontline Heroes Office et conseillère principale chez Mubadala

**Qiao Yide**, vice-président et Secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

**Christian Bréchet**, président du Global Virus Network, doyen associe principal pour la recherche dans les

affaires mondiales et vice-président associé pour les partenariats internationaux et l'innovation de l'USF Health Morsani College of Medicine, ancien président de l'Institut Pasteur

10:00 – 11:00

*Session plénière 16 : La gouvernance mondiale et la santé publique*

Président :

**Michel Kazatchkine**, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Intervenants :

**Anders Nordström**, ambassadeur pour la Santé mondiale auprès du ministère des Affaires étrangères de Suède

**Lionel Zinsou**, cofondateur et coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président de PAI Partners

**Haruka Sakamoto**, Project Researcher au Department of Global Health Policy de l'Université de Tokyo, Senior Fellow du National Graduate Institute for Policy Studies

**Farida Al Hosani**, porte-parole officielle du secteur de la santé des Émirats arabes unis

**Jacques Biot**, administrateur de sociétés et consultant senior dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle, ancien président exécutif de l'École Polytechnique de Paris

11:00 – 12:15

*Session plénière 17 : La sécurité alimentaire dans un monde fragmenté*

Président :

**Jean-Michel Severino**, Président du conseil de surveillance d'Investisseurs & Partenaires, ancien PDG de l'Agence française de développement, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Extrême-Orient

Intervenants :



15th EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
December 9-11, 2022 • Abu Dhabi



15th EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
December 9<sup>th</sup> - 11<sup>th</sup>, 2022 • Abu Dhabi



# Reem Ibrahim Al Hashimy

Ministre d'État pour la Coopération internationale des Émirats arabes unis



“ Les Émirats arabes unis sont convaincus que la seule voie viable est celle d'un dialogue constructif. Or, il ne s'agit pas de se rencontrer pour parler. Il s'agit de discuter de propositions innovatrices, inventives et courageuses. Nous devons explorer de nouvelles pistes, et veiller à ne pas devenir une caisse de résonance stérile. Les Émirats arabes unis croient fermement que la puissance de nos propositions naîtra de la diversité de nos opinions et de notre ferme intention de faire changer les choses. Chacun peut et doit contribuer à la solution. Ces efforts naissent parfois d'une fondation robuste, d'une histoire riche et partagée ou d'un héritage culturel. Parfois, il faut tendre la main et s'avancer dans une relation avec la confiance comme seul point d'appui. Quoi qu'il en soit, la coopération internationale repose aussi sur l'idée que chacun a quelque chose d'unique à offrir et que la sagesse collective peut nous indiquer le chemin à suivre quand le monde devient incertain. Les solutions aux dangers actuels et à venir naissent dans nos esprits et prendront corps à travers la rigueur de nos débats et de nos partenariats entre États, comme à tous les niveaux de gouvernement et de la société. C'est ainsi que nous pourrions accueillir le futur, confiants dans notre capacité collective à affronter les défis et à saisir les opportunités.

\*Version intégrale page 140

# Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



“ L'année 2022 restera aussi marquée dans le monde par l'accroissement sensible des phénomènes météorologiques extrêmes, à l'image des inondations catastrophiques au Pakistan. Désormais, nul ne peut plus nier l'ampleur du changement climatique en cours avec ses conséquences ultérieures inévitables dans tous les domaines, par exemple dans l'ordre sanitaire et du fait de l'accroissement potentiellement massif des migrations. De ce point de vue aussi, la guerre d'Ukraine a des effets négatifs, ne serait-ce qu'en entravant la mise en œuvre des mesures nécessaires pour freiner le réchauffement de la planète. On en vient ainsi à des thèmes globaux comme la santé publique et le climat. La question essentielle est la suivante, dont la formulation est très simple : en dépit du durcissement de plus en plus irréversible de la rivalité sino-américaine, les deux superpuissances du XXIe siècle parviendront-elles à coopérer pour une meilleure gouvernance des biens communs de l'humanité, gouvernance cruciale pour l'avenir de la Terre ? L'importance de cette question ne peut plus échapper à personne. La réponse n'est hélas pas évidente. Chacun constate que l'hypothèse d'une confrontation armée entre les deux superpuissances autour de Taïwan gagne en plausibilité à l'intérieur de la sphère des analystes et commentateurs les plus respectés dans le domaine des relations internationales.

\*Version intégrale page 140

## S.S. Bartholomée I<sup>er</sup>

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique



Le fanatisme ethno-religieux inculqué dans la jeunesse russe éloigne les perspectives de paix et de réconciliation. Le monde orthodoxe est divisé et cette fragmentation est projetée dans des pays pauvres, dont les populations espéraient trouver un soulagement dans la foi. Elle nuit surtout à l'Église russe puisque tôt ou tard les populations vont se rendre compte des dérives d'une Église soumise à des objectifs qui n'ont rien à faire avec sa mission originelle. Les spécialistes des relations internationales ont parfois tendance à ignorer ou à marginaliser le rôle et la signification du facteur religieux, authentique ou manipulé. Nous sommes pourtant entrés dans une période pendant laquelle ce facteur devient de plus en plus important. Les théologiens et autres spécialistes des questions ayant à faire avec le fonctionnement des Églises doivent sans doute s'ouvrir aux autres perspectives et développer le dialogue avec les autres disciplines scientifiques. Il est aussi important que les spécialistes des sciences sociales, des sciences politiques et des relations internationales dépassent une certaine hésitation à approfondir les questions religieuses. La compréhension d'un monde nouveau qui se constitue sous nos yeux ne peut pas faire abstraction du fait religieux.

\*Version intégrale page 141

## Haïm Korsia

Grand Rabbin de France



C'est peut-être cette idée que l'on retrouve dans un passage de la Bible qui est étonnant, qui est celui de la tour de Babel. Dans le chapitre 11 de la Genèse, le premier livre de la Bible, débute l'histoire de la tour de Babel. « Il y eut sur la Terre une seule langue, une seule parole ». L'histoire de la tour de Babel n'est pas le mélange des langues, qui n'arrivera que plus tard. C'est au début une façon de manier la pensée unique, imposée par des puissances qui imposent leur tempo, leurs mots. Je crois que l'origine de la fondation de la World Policy Conference est une façon différente de penser le monde, sans se laisser rien imposer par quiconque, par la langue universelle que d'aucuns voudraient imposer. À cette époque, donc, le monde parle la même langue, les mêmes mots, qui produisent donc de l'uniformité et non pas de l'unité. Dieu va donc les séparer, les éloigner, mélanger leurs langues pour qu'ils apprennent à produire de l'unité, c'est-à-dire à dominer les différences et à trouver les moyens de produire quelque chose ensemble. Changer la façon de penser du monde, c'est forcément changer quelque chose aussi dans notre monde. En tant que Français, j'aime la révolution, mais l'expérience du monde m'a appris que parfois, l'évolution est plus efficace que la révolution, la transformation lente, l'adaptation aux nouvelles situations, une certaine plasticité par rapport aux exigences, aux besoins, aux attentes du monde, ce que les religions font à merveille si elles sont aidées par des femmes et des hommes comme vous, qui pensent aussi les religions dans le monde, dans l'équilibre du monde, dans l'économie générale du monde. Nous partageons aussi cet avenir.

\*Version intégrale page 143



WORLD  
POLICY  
CONFERENCE

www.worldpolicyconference.com  
#worldpolicyconf

The stage backdrop features a large digital display with a grid of blue squares and various numerical values. The text on the backdrop reads: "15th EDITION GLOBAL GOVERNANCE December 9-11, 2022 - Abu Dhabi".

12.87	87.20
97.50	77.16
60.00	38.86
8.51	4.59
49.35	





## La géoéconomie et le développement dans un monde fragmenté



PRÉSIDENT:  
**Masood Ahmed**  
Président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI



**Aminata Touré**  
Députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal



**Jean-Marie Paugam**  
Directeur général adjoint de l'OMC

Le développement international et la politique – la politique internationale, la géopolitique – ont toujours été connectés, donc cela n'a rien de nouveau. La question que nous allons explorer dans ce panel est de savoir comment cette relation évolue et ce que cela signifie pour notre vision du développement et de la coopération du développement. J'aimerais exposer trois façons dont cette relation évolue. Premièrement, dans le passé, nous envisageons le développement international principalement comme un moyen d'améliorer les conditions de vie et de gérer la pauvreté au sein de certains pays. C'était une approche des problèmes fondée sur les pays individuels. Aujourd'hui, nous envisageons le développement international bien plus comme un ensemble de problèmes mondiaux, qui inclut le changement climatique, les pandémies et la biodiversité. Même si ces questions recourent les pays individuels, notre façon d'y réfléchir est devenue plus large et différente. Deuxièmement, puisque nous envisageons ces questions de façon plus large, nous ne pouvons plus, quand nous réfléchissons à la coopération du développement, avoir simplement l'agence de développement ou le ministère du développement dans un pays riche gérer le soutien au développement. À présent, toutes les agences, tous les ministères – que ce soit dans le secteur financier, ou les ministères de la santé ou les ministères du commerce – tout le monde doit coopérer afin de pouvoir gérer ces questions mondiales, bien plus que ce ne fut le cas dans le passé. Enfin, troisièmement, même si le besoin de coopération est plus grand afin de résoudre ces défis communs, la possibilité, l'étendue de la coopération sont de plus en plus contraintes à cause de l'organisation fragmentée de la politique mondiale à l'heure actuelle, ainsi que des rivalités entre grandes puissances.

Nous vivons dans un monde profondément fragmenté. Même dans les pays riches, les gens se sentent laissés pour compte, et l'inégalité est un problème majeur qui doit être traité. Il est clair pour moi que nos concepts de développement international doivent être réévalués pour refléter la réalité d'une société fragmentée. C'est particulièrement vrai en Afrique, où l'avenir de la nutrition sera décidé. Avec 60 % des terres disponibles, la population la plus jeune du monde et des ressources abondantes, l'Afrique a le potentiel de devenir un leader dans ce domaine. Cependant, l'Afrique doit également faire face à des défis importants, notamment en matière de sécurité et de leadership discutables dans de nombreux pays. Il est donc essentiel que nous travaillions ensemble pour construire la confiance et redéfinir nos relations, en reconnaissant l'histoire du colonialisme et en mettant l'accent sur les droits des jeunes et des femmes. Au cœur de ces problèmes se trouve la nécessité d'une véritable coopération internationale, où les pays travaillent ensemble pour atteindre des objectifs communs. Cette coopération doit être fondée sur une compréhension profonde des êtres humains et des droits humains, en mettant l'accent sur les besoins des personnes plutôt que sur les besoins de l'État ou de l'économie. Les Nations Unies ont un rôle important à jouer dans ce processus. Elle a besoin de plus de pouvoir et d'un leadership qui reflète la diversité du monde, y compris les pays africains. Il est temps d'ouvrir le leadership et de veiller à ce que toutes les voix soient entendues, en particulier celles des pays en développement. De même, le secteur privé doit également réévaluer ses pratiques et se concentrer sur la paix et les consommateurs en bonne santé. Cela est particulièrement important car le secteur privé est le moteur de la croissance économique et du développement. Au cœur de tous ces problèmes se trouve la nécessité de reconnaître notre humanité partagée. Nous sommes tous des êtres humains, vivant sur une planète partagée. Ce n'est qu'en travaillant ensemble, avec une vision unifiée et en mettant l'accent sur les êtres humains et les droits humains, que nous pouvons atteindre nos objectifs communs et construire un monde meilleur pour tous.

La mondialisation ne montre pas de signes de déclin dans les chiffres, du moins en ce qui concerne le commerce. Bien que certaines tendances, comme le ralentissement de l'ouverture des échanges, puissent être observées, elles peuvent être expliquées par des phénomènes statistiques tels que les variations des prix des marchandises et la composition du PIB. Cependant, de nouvelles forces sont en train de façonner la mondialisation et de la rendre plus complexe. Trois de ces forces sont la politique industrielle, les politiques de découplage et la décarbonisation. Ces forces sont en train de générer des coûts de transactions plus élevés pour les entreprises et les gouvernements. La politique industrielle est en augmentation, avec une intervention croissante des États pour créer des avantages concurrentiels. Les politiques de découplage vont des sanctions et des guerres commerciales aux concepts plus doux comme l'autonomie stratégique ouverte dans l'UE. La décarbonisation est un autre défi majeur, avec différents pays adoptant des stratégies différentes pour atteindre les objectifs net zéro. Les institutions internationales sont confrontées à des défis tels que la divergence des valeurs et des systèmes gouvernementaux, la gestion des biens communs et l'héritage de ces biens, et les différences de capacité à gérer les nouvelles tendances de décarbonisation et de numérisation. Malgré ces défis, les principes fondamentaux qui régissent le système d'échanges mondiaux – transparence, bonne foi et non-discrimination – ont toujours une forte valeur. Les institutions internationales peuvent coopérer sur cette base et remporter des succès, même si certaines impasses sur des questions essentielles sont à prévoir. En fin de compte, la mondialisation continuera d'évoluer, avec des coûts de transactions plus élevés pour les entreprises et les gouvernements. Les institutions internationales devront avancer par à-coups, en remportant des victoires dans des situations d'urgence et en gérant les problèmes au coup par coup.



# La géoéconomie et le développement dans un monde fragmenté



**Kim Heungchong**

Président du Korea Institute for International Economic Policy



**Bertrand Badré**

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale



**Jeffrey Frieden**

Professeur en études gouvernementales à l'Université d'Harvard



**Vincent Koen**

Directeur adjoint des Études Pays à l'OCDE

La fragmentation et la « blockisation » des économies mondiales sont à présent des réalités. Tous ces éléments gênent la stabilité de la transmission des biens publics mondiaux que les économies émergentes utilisaient jusqu'à présent pour leur croissance. La numérisation de l'APD va être une révolution et augmenter l'efficacité dans la distribution des biens publics mondiaux tout en répondant à la crise climatique par les technologies vertes. La clé, c'est la gestion des technologies. Tous les changements majeurs, ainsi que la pandémie, la guerre et la polarisation seront les cibles de l'APD dans les temps à venir. Enfin, renforcer les stratégies de l'APD et changer sa structure seront des éléments déterminant pour l'efficacité de la distribution de biens publics mondiaux.

La convergence des crises traditionnelles - économiques, sociales et énergétiques - combinée à une transformation fondamentale dans plusieurs domaines a créé une situation globale complexe. Cette transformation est géopolitique, avec la décarbonisation et la biodiversité au premier plan des discussions, et les changements technologiques, tels que l'intelligence artificielle, évoluent rapidement. La tension entre le Nord et le Sud, comme on peut le voir dans la distribution des vaccins et le débat sur le gaz en Afrique, ajoute à la complexité, tout comme la division démographique entre l'Occident vieillissant et le Sud en croissance. Le monde est en outre compliqué par les tensions persistantes entre la Chine et les États-Unis, qui ont des implications significatives pour l'économie mondiale. Pendant ce temps, de nouvelles normes, telles que les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), sont en cours de développement en Europe, ce qui pourrait encore creuser l'écart entre les régions. Il y a aussi un sentiment croissant d'apathie envers les problèmes mondiaux, de nombreuses personnes ne se concentrant que sur leurs intérêts locaux. Pour relever ces défis, de nouvelles approches sont nécessaires. Bien que les dirigeants mondiaux aient discuté de Bretton Woods et du Conseil de sécurité des Nations Unies, il est nécessaire d'explorer des mécanismes alternatifs pour le financement du développement. Par exemple, utiliser les centaines de milliards de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour financer des biens publics mondiaux pourrait stimuler le développement. De plus, des mécanismes de financement innovants, tels que les taxes sur le carbone ou les industries extractives, pourraient générer de nouvelles sources de revenus pour le développement. La mobilisation du secteur privé reste un défi critique. Avec des conditions financières changeantes et des priorités changeantes des investisseurs, il est de plus en plus difficile d'attirer des investissements privés vers les marchés émergents et en développement. Des solutions existent déjà, mais elles doivent être mises en œuvre de manière plus efficace.

Les points saillants abordés ici sont la situation géo-économique et politique actuelle et les contraintes qu'elle impose aux pays en développement. Nous sommes au milieu d'un changement fondamental dans les contraintes et les opportunités auxquelles sont confrontés ces pays, et cela va être une période très difficile à venir. Au cours des deux dernières décennies, nous avons été habitués à de l'argent bon marché en quantité abondante, à des taux d'intérêt très bas, des taux d'intérêt réels négatifs et un commerce relativement ouvert, qui sont en train de changer. Le monde fait face à présent à une période soutenue de taux d'intérêt élevés, de ralentissement de la croissance mondiale et de limites accrues sur le commerce provenant de l'OCDE. Cela comprend des limites accrues liées à la politique climatique, aux mécanismes d'ajustement frontalier et à la liaison de plus en plus étroite du commerce aux droits humains, aux droits du travail, à la démocratie et à la politique climatique. Toutes ces contraintes sont imposées par le monde développé et rendront beaucoup plus difficile l'accès des pays en développement aux marchés de l'OCDE. Il existe des alternatives, telles que la Chine avec son initiative "Belt and Road" et ses projets de développement, mais l'argent vient souvent avec des conditions. La capacité de la Chine à se présenter comme un véritable remplacement ou alternative à l'OCDE est strictement limitée par le niveau de développement de la Chine et la taille de son économie. L'axe russe, parfois présenté comme une alternative, disparaît de plus en plus à l'horizon alors que le gouvernement russe galoppe sur la voie de faire de la Russie un État paria. Dans l'ensemble, il s'agit d'une période très difficile pour les perspectives de développement, et nous pouvons être raisonnablement pessimistes quant à la possibilité de progresser rapidement dans la direction du changement. La volonté et la capacité de concevoir et de mettre en œuvre ces changements dépendent des réalités politiques et géopolitiques internes, en particulier au sein de l'OCDE. Nous devons être réalistes quant à ce qui est raisonnablement possible compte tenu des circonstances politiques internes difficiles dans bon nombre des pays développés. Le réalisme serait un meilleur état d'esprit pour réfléchir à l'avenir.

Le PIB par habitant de la Chine, à la parité du pouvoir d'achat, s'est envolé, passant des 3 % de moyenne du G7 à la fin des années soixante-dix à 36 % à la fin des années 2010. Dans le processus, la Chine a remplacé les États-Unis au poste de la plus grande économie mondiale en termes de PPA. Mais ce rattrapage s'est arrêté depuis deux ans, lorsque la pandémie a testé les limites du modèle de développement chinois. Le refus des vaccins occidentaux et l'hésitation générale face à la vaccination ont mené à une impasse sanitaire qui a eu un énorme coût économique. Récemment cependant, nous avons assisté à un virage à 180° de la Chine qui a fortement allégé les contrôles. La fermeture quasi-totale de la Chine pendant les trois années de la pandémie s'est ajoutée à d'autres facteurs œuvrant en direction de la démondialisation : la stratégie Made in China 2025, qui vise à réduire la dépendance de la Chine envers les technologies étrangères ; la guerre commerciale menée par Trump, avec des augmentations des taxes œil-pour-œil à partir de 2018 ; le Chips and Science Act et l'inflation Reduction Act américains ; le Chip Act européen. Sur fond de tensions géopolitiques, tout cela se traduit par moins d'investissements directs et d'échanges de savoirs étrangers. Dans l'intervalle, le déploiement des « nouvelles routes de la soie » a montré l'influence de la Chine, mais a également laissé certains pays récipiendaires avec d'énormes dettes. La Chine est de loin le plus grand émetteur de carbone en chiffres absolus. Le pays a depuis longtemps admis ce problème et promet la neutralité carbone d'ici 2060. La Chine a joué un rôle mondial majeur dans la baisse des coûts des technologies renouvelables comme les panneaux solaires, mais pour l'instant elle continue également de dépendre massivement du charbon. L'économie chinoise doit abandonner sa dépendance au secteur de l'immobilier, qui soutient des secteurs à haute émission comme le charbon ou l'acier, pour trouver un modèle à bas carbone. Opérer un rééquilibrage vers une croissance menée par la consommation - un objectif ancien mais difficile à atteindre - permettrait un déplacement de l'activité économique vers les services et réduirait l'intensité de la croissance.



## L'ordre économique international se décompose-t-il ?



PRÉSIDENT:

**Jean-Claude Trichet**

Vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France



**Taeho Bark**

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le système de Bretton Woods, il y a eu de nombreux chocs pour l'économie mondiale, de l'effondrement de l'Union soviétique à la montée spectaculaire de l'Asie et de la Chine. Chacun de ces événements a appelé à un nouvel ordre économique mondial, et le rythme de transformation s'accélére à une vitesse incroyable. Le conflit en Ukraine est un exemple de la corrélation entre géostratégie et économie. Il est clair qu'un nouvel ordre économique international est nécessaire, mais la question demeure : quel genre d'ordre ? Tous les intervenants, du président des États-Unis aux dirigeants de la Chine et du monde entier, conviennent qu'un nouvel ordre économique international est nécessaire. Cependant, les détails d'un tel ordre restent difficiles à cerner. Doit-il être multipolaire ou unipolaire ? La réponse est qu'il devrait être multipolaire, mais quel genre de multipolarité ? Certains suggèrent une division entre l'Occident et le reste du monde, les démocraties et les régimes autoritaires ou le Nord et le Sud global. Il n'y a pas de consensus clair sur le type de multipolarité souhaitable ou réalisable. La question des règles mondiales partagées est un autre enjeu urgent. Devrait-il y avoir des règles partagées pour les biens publics mondiaux, en tenant compte du fait que nous vivons tous sur la même planète ? La réponse devrait être un oui retentissant, mais il reste à voir si les pays et les cultures s'accorderont sur ces règles. En bref, la nécessité d'un nouvel ordre économique international est claire, mais les détails sont complexes et multifacettes. La transformation continue de l'économie mondiale appelle une approche réfléchie et nuancée pour élaborer un nouvel ordre qui reflète les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Il appartient aux dirigeants et décideurs du monde entier de s'engager dans ces discussions critiques et de travailler à une vision partagée pour l'avenir.

Il y a des inquiétudes concernant la restructuration récente des circuits de distribution mondiale. Tout d'abord, nous pourrions assister à un retour des politiques industrielles nationales dans la plupart des pays, y compris aux États-Unis et probablement dans l'Union européenne, ce qui déclencherait une concurrence des subventions industrielles dans les pays majeurs. Nous craignons alors de perdre l'opportunité de réformer les règles sur les subventions industrielles à l'OMC. Deuxièmement, certaines mesures politiques fondées sur des questions de sécurité nationale, d'économie verte ou de nationalisme à motivation politique, telles que celles de l'Inflation Reduction Act des États-Unis, sont peut-être en violation des règles de l'OMC sur le principe NPF et le traitement national. Concernant ces aspects dans la législation américaine, certains experts du commerce, y compris des Américains, s'interrogent sur les véritables motivations des États-Unis : soutenir le maintien et la réforme du système d'échange multilatéral fondé sur les règles, ou simplement promouvoir des politiques anti-Chine et pro-américaines. La troisième source d'inquiétude concerne le découplage entre la Chine et les États-Unis. Cependant, il n'est sans doute pas réaliste ou même faisable de rompre d'un coup tous les échanges entre la Chine et les États-Unis. Nous devrions envisager de limiter le découplage Chine-États-Unis à quelques secteurs technologiques sensibles, directement liés à la sécurité intérieure. Même dans le cas des semi-conducteurs, le découplage devrait se focaliser sur quelques puces technologiques avancées. Quatrièmement, il est probable que dans le deuxième pilier du Cadre économique indo-pacifique, il y ait des provisions visant à améliorer la résilience des chaînes de distribution et qui pourraient exclure la Chine des circuits de distribution de certains produits et matériaux. Si c'est le cas, nous pouvons facilement nous attendre à ce que la Chine riposte d'une façon ou d'une autre. En conclusion, je voudrais suggérer que la WPC est le meilleur endroit pour discuter de l'avenir de la gouvernance mondiale du commerce.

## L'ordre économique international se décompose-t-il ?



**Yann Coatanlem**

Directeur général de DataCore Innovations LLC, fondateur et président du Club Praxis, membre du conseil de GlassView et de la Paris School of Economics



**Gabriel Felbermayr**

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)



**Motoshige Itoh**

Professeure émérite à l'Université de Tokyo, membre du Conseil sur la politique économique et fiscale au Japon



Les institutions de Bretton Woods et le Consensus de Washington ont joué un rôle précieux dans le passé et ont peut-être été plus adaptables qu'on ne le reconnaît souvent. Cependant, compte tenu de la nature mondiale de nombreuses crises actuelles et de l'interdépendance croissante des sociétés, l'ordre économique international doit être ajusté dans certaines zones-clé. Deux mesures spécifiques qui contribueraient au bien commun sont proposées. La première concerne la stabilité macroéconomique et financière, et implique la relance de l'esprit du G20 de Pittsburgh. La création d'un modèle mondial de contagion financière pourrait anticiper les effets dominos des crises financières à travers plusieurs pays et régions. Bien que des travaux aient été réalisés au niveau national, ce type d'analyse doit être effectué à l'échelle mondiale. De plus, une mesure de risque extrême de l'ensemble de l'économie mondiale devrait être élaborée pour évaluer les risques de marché, de crédit, climatiques, de cybersécurité et opérationnels. Une fois cette mesure mise en place, tous les acteurs financiers, y compris le système bancaire parallèle, les États souverains et la FinTech, peuvent être soumis à des tests de résistance pour attribuer les risques là où ils appartiennent. Un cadre de risque commun peut aider à identifier des intérêts communs, qui peuvent être la clé de la bienveillance internationale. La deuxième proposition est axée sur l'égalité des chances pour les entreprises, les pays et les individus. Le chiffre stupéfiant est que 1 % des entreprises contrôlent 98 % de tous les brevets utiles, et cette recherche excessive de rente équivaut à des impôts privés sur la société. Pour créer un système plus équitable, nous pouvons suggérer de lutter contre les externalités telles que le changement climatique en créant une structure de club avec des sanctions pour les pays hors du club, et en compensant les pays pauvres grâce à un fonds proposé par la COP27. Enfin, l'optimisation du capital humain tout au long de la vie des individus est essentielle pour créer une société plus équitable, et les gouvernements sont encouragés à planifier à plus long terme et à surveiller les politiques publiques pour assurer l'équité dans le système de protection sociale.

L'histoire nous apprend que notre monde est en constante transformation, plus rapidement que jamais, et cela s'accélère encore en temps de crise. Cela n'a rien de nouveau. Les luttes de pouvoir ont également toujours existé. La période d'hypermondialisation de 1998 à 2008 fut une anomalie historique. Malgré le mode de crise constant et les discours alarmistes, si nous regardons les résultats, il faut bien admettre que l'économie mondiale a été très résiliente ces derniers temps. Les volumes d'échanges par exemple ont rebondi très fortement après le Covid-19 et sont à présent nettement supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie. Cette résilience est intéressante dans la mesure où de nombreuses institutions financières sont en mauvais état, y compris l'Organisation mondiale du commerce. Cela nous dit que les institutions formelles et les cadres légaux ne sont pas les seuls déterminants de la coopération transfrontalière. Les réseaux ont une importance considérable, que ce soit dans les affaires ou entre les acteurs étatiques. Prenez le domaine des politiques de la concurrence : il n'y a pas d'organisation mondiale formelle, mais la coopération fonctionne plutôt bien. Nous pourrions également citer la coopération sur les taxes. Ou la régulation bancaire. Cela fonctionne dès qu'il y a un consensus épistémique entre des pays qui pourraient, dans d'autres domaines, avoir des préférences diamétralement opposées. Il est essentiel d'identifier ces alignements. Il est également essentiel d'avoir une vision claire pour le futur. La coopération mondiale va devenir de plus en plus importante pour garantir la vie et la subsistance de chacun, même s'il y aura toujours des hétérogénéités significatives qui vont peut-être même augmenter. Finalement, lorsque l'on parle des institutions, des réformes ou de la coopération, il ne faut pas se limiter aux conditions présentes et ne pas se concentrer outre-mesure sur des relations individuelles comme la relation sino-américaine. Le futur de l'humanité sera décidé dans des points du globe qui ne reçoivent actuellement que peu d'attention de la part de l'Occident, de l'Afrique à l'Inde.

Les risques géopolitiques, en particulier entre les États-Unis et la Chine, sont sur le point d'avoir un impact profond sur la structure du commerce et des investissements mondiaux, notamment dans l'industrie des semi-conducteurs. Alors que la plupart des industries maintiennent encore une économie internationale plate, les dynamiques géopolitiques obligent à corriger cette tendance. Les États-Unis cherchent à exclure la Chine de leur chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs et se préparent à subventionner des bases de production sur leur territoire. Le Japon et la Corée du Sud sont également sollicités pour participer à la chaîne d'approvisionnement centrée sur les États-Unis, ce qui incite les entreprises japonaises à s'abstenir d'investir en Chine. De son côté, la Chine construit sa propre chaîne d'approvisionnement qui ne dépend pas des États-Unis. Si cette division continue de s'étendre à d'autres secteurs, elle pourrait avoir un impact significatif sur le système commercial mondial. Pour assurer que l'économie internationale continue à évoluer favorablement à l'avenir, il est nécessaire de porter attention à deux fronts. Le premier consiste à construire des relations économiques basées sur le renforcement de partenariats stratégiques avec des pays et des régions spécifiques. Le deuxième consiste à maintenir et renforcer la réalité d'une économie internationale plate. Cela inclut le respect des règles de l'OMC et l'importance des efforts de la COP pour faire face au changement climatique. Dans les domaines des technologies avancées, des partenariats se développeront au sein de pays et de régions spécifiques. Au-delà du simple commerce, une intégration plus profonde à travers des investissements croisés, des mesures de soutien gouvernementales, une coopération technique et des échanges de personnel sera essentielle. Cela sera également lié aux accords de libre-échange et aux accords de partenariat économique. L'élargissement de ces relations à un plus large éventail de pays, notamment l'Europe, l'Océanie et l'Inde, est important. Les mouvements de coopération industrielle, qui se produisent au milieu des tendances géopolitiques, devraient impliquer un plus large éventail de pays pour devenir un élément de construction de la mondialisation.



## L'ordre économique international se décompose-t-il ?



**John Lipsky**

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du FMI



**Qiao Yide**

Vice-président et Secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation



**Nicolas Véron**

Senior Fellow à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics

L'ordre économique mondial est confronté à des tensions géopolitiques croissantes et à du protectionnisme commercial qui menacent de perturber le système financier international existant et de compromettre la croissance mondiale durable. Une attention urgente est nécessaire pour adopter une approche multilatérale plus coopérative et cohérente pour définir les politiques macroéconomiques et du secteur financier. Le système de Bretton Woods a été conçu pour créer un système monétaire international flexible et basé sur des règles, mais le manque de cadre pour régir les transactions de capitaux transfrontalières et les défauts systémiques ont contribué à la crise financière mondiale. L'arène politique internationale est dominée par de nouvelles frictions géopolitiques, entraînant de nouvelles restrictions commerciales et des sanctions du secteur financier, qui menacent la croissance et la stabilité économiques. Deux tests systémiques comprennent la réussite du cadre commun du G20 pour fournir les restructurations de la dette nécessaires et la rendre plus efficace dans le cadre de l'initiative pour une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive. Le Conseil de stabilité financière doit également réaliser de nouveaux progrès dans la réglementation des marchés de capitaux. Le désir d'étendre le commerce mondial sur une base multilatérale a été à l'origine du renforcement du système mondial de paiements, mais le nouveau protectionnisme commercial et la prolifération des sanctions financières menacent de saper les fondements économiques du système basé sur des règles. La préservation et le renforcement du système sont indispensables pour le bénéfice de tous.

Je ne pense pas qu'il existe un consensus sur la définition de l'ordre économique international, mais il me semble qu'un tel ordre nécessite trois composantes. Premièrement, une organisation internationale économique. Deuxièmement, des lois et réglementations internationales économiques. Enfin, un système monétaire international. Mon avis global sur l'ordre économique mondial, c'est qu'il a fourni un bien commun, a joué un rôle positif dans la construction d'une base à partir de laquelle l'économie mondiale s'est développée de façon stable. En même temps, il présente certaines lacunes. Par conséquent, il est temps de reformer cet ordre. Premièrement, pour une organisation économique internationale, j'espère que les pays en développement auront plus de pouvoir décisionnel. Deuxièmement, pour la régulation et le droit économiques internationaux, nous devrions en garder certaines et les revoir complètement. Enfin, concernant le système monétaire international, à long terme, un système de devises de réserve multiples est plus probable. [...] La façon dont l'ordre économique international évolue dans un avenir proche dépendra des résultats de deux facteurs importants. Premièrement, les résultats des évolutions géopolitiques. Le deuxième facteur est de savoir si les tendances émergentes de protectionnisme et d'anti-mondialisme seront efficacement contenues.

La question est de savoir si l'ordre économique international s'effondre. Je vais tenter d'y répondre de nouveau et ma réponse est non. Il y a toutes les raisons de s'inquiéter en ce moment, je pense que nous avons tous des choses en tête, et elles ont déjà été analysées par un certain nombre de participants. Il y a une énorme incertitude, qui je pense est la caractéristique dominante du moment actuel, que nous ne connaissons pas un certain nombre de choses fondamentales même à très court terme. Ce qui s'est passé en Chine ces dernières semaines en est un rappel. Il y a des prémisses très basiques sur la façon dont nous regardons le monde dont nous ne pouvons pas être complètement sûrs et bien sûr, le changement climatique est un défi colossal, et nous perdons une course contre le temps pour y faire face. Je ne prône pas la complaisance ici. Mais nous ne voyons pas un effondrement de l'ordre en vue. Je pense que l'ordre économique international est en fait étonnamment résilient. La réponse en termes d'institutions économiques internationales a été vigoureuse, mais proportionnée aux violations extraordinaires des normes que nous avons observées. Parlons rapidement de ce que je veux dire par résilience. L'OMC est toujours là et fonctionne même après l'agression de l'administration Trump. À mon avis, nous avons eu un sommet du G20 très réussi à Bali, qui illustre en quelque sorte ce dont je parle. Le système bancaire a connu une grande résilience, comme nous l'avons vu avec le choc de Covid-19 et le choc de la guerre en Ukraine. Le Comité de Bâle sur les exigences de fonds propres des banques, la gestion des risques, la liquidité et les tests de résistance, a connu un succès international extraordinaire. Enfin, nous avons même vu des progrès sans précédent, inachevés bien sûr, dans un domaine qui jusqu'à présent était complètement immunisé contre ce type de coopération collective, qui est la fiscalité, avec les efforts de l'OCDE. Bien sûr, l'UE a été construite sur le rejet du nationalisme économique, avec le charbon et l'acier en premier lieu. Elle a fait face à une crise existentielle, mais l'a surmontée, et elle est maintenant plus forte que jamais sur de nombreux paramètres. Il n'y a aucune raison de remplacer ce système.

## L'avenir géopolitique et le monde des affaires : construire la résilience et s'adapter à une nouvelle réalité mondiale



PRÉSIDENT:

**Nikolaus Lang**

Global Leader for the Global Advantage practice, directeur général et associé principal du Boston Consulting Group



**Abdullah Al Mazrui**

Président des Chambres de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis



Les dirigeants d'entreprises auprès desquels BCG intervient demandent souvent quelles sont les implications de la situation actuelle pour leur activité et comment préparer l'avenir. Nous avons élaboré quatre scénarios pour le monde en 2030. Le premier scénario, que nous appelons « Retour vers le futur », se réfère au monde où les institutions telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC fonctionnaient efficacement et où le libre-échange et les valeurs démocratiques étaient dominants. Dans le deuxième scénario, que nous appelons « Impasse limitée », la guerre en Ukraine se transforme en un conflit gelé, la Chine prend ses distances et la poursuite de ce conflit crée une importante instabilité économique pendant de nombreuses années. Le troisième scénario, que nous appelons « Compétition tripolaire », repose sur l'émergence de trois blocs : un bloc constitué des pays occidentaux, dont les États-Unis, l'Europe et potentiellement le Japon ; un bloc oriental organisé autour de la Chine, avec ou sans la Russie ; et un troisième bloc de pays, dont l'Inde, plusieurs nations du Moyen-Orient et une grande partie de l'Afrique, jouant un rôle plus non-aligné – mais nous n'assisterons probablement pas à une reconstitution du mouvement des non-alignés fondé en 1961. Le quatrième scénario, que nous appelons « Escalade mondiale », impliquerait une guerre en Europe, ainsi qu'une guerre dans l'Indo-Pacifique. Quelles sont les implications de ces scénarios pour l'économie ? À l'exception du scénario « Retour vers le futur », nous prévoyons une dégradation de la situation économique et politique mondiale dans tous les autres scénarios. Que ce soit en termes de croissance du PIB, d'inflation, de croissance mondiale ou de la dimension globale du changement climatique, plus nous nous éloignons de notre scénario traditionnel, plus la pression sera forte sur les facteurs d'impact économique clés qui sont d'une grande importance pour les dirigeants d'entreprise de notre panel. Il existe selon moi six dimensions dans lesquelles les dirigeants d'entreprise doivent agir dans le monde émergent : l'intégration de la géopolitique dans le processus décisionnel de l'entreprise, la résilience de la chaîne d'approvisionnement, l'investissement dans le capital humain et la stratégie, l'innovation, la cybersécurité et l'accélération de l'action climatique.

Les changements géopolitiques ont un impact significatif sur l'écosystème économique mondial, et des événements récents tels que la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19 ont conduit à des défis économiques mondiaux. Pour minimiser les tensions géopolitiques, les entreprises peuvent augmenter leur flexibilité et leur résilience, développer des méthodologies pratiques de gestion des risques et s'adapter à la réalité économique. Les Émirats arabes unis ont adopté une stratégie de flexibilité géopolitique, qui a aidé à limiter les implications de la pandémie et à créer un modèle qui peut coexister avec la situation actuelle. Le gouvernement a également mis en œuvre une transformation numérique et a modifié les règles et règlements pour aligner les objectifs et les priorités mis à jour. Les Émirats arabes unis ont d'excellentes caractéristiques économiques, notamment un paysage politique stable, des lois économiques flexibles et une facilité de faire des affaires, ce qui en fait une destination attractive pour l'investissement mondial. Le gouvernement a lancé des stratégies nationales et de nouvelles législations pour initier et encourager la fabrication, comme Operation 3 billion, qui vise à améliorer le rôle du secteur industriel dans la stimulation de l'économie nationale. Abu Dhabi a également lancé une nouvelle stratégie industrielle avec un programme de financement de 10 milliards de dollars sur six programmes transformationnels. Les Chambres des Émirats arabes unis offrent un soutien pour la mise en relation des entreprises et la coopération régionale et internationale.



# L'avenir géopolitique et le monde des affaires : construire la résilience et s'adapter à une nouvelle réalité mondiale



**Maurice Gourdault-Montagne**

Ambassadeur de France, ancien Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères



**Helle Kristoffersen**

Directrice générale Strategy & Sustainability et membre du comité exécutif de TotalEnergies



**Sam Okwulehie**

PDG de LATC

Nous sommes en temps de guerre. Qu'elle aboutisse à une compétition tripolaire ou devienne un conflit figé à jamais, cette guerre va assurément durer un certain temps. Avec la pandémie de Covid, nous avons déjà dû faire face à une perturbation des chaînes d'approvisionnement. Nous sommes en présence de blocs : le bloc constitué par les États-Unis et l'Union européenne et quelques autres pays, en fait les pays de l'OCDE, qui soutiennent l'Ukraine et appliquent les sanctions. Puis le bloc Chine-Russie, un couple très étrange qui rejette le modèle occidental. Le monde entier a les yeux rivés sur la Chine et la Russie, avec des pays qui tentent dans une certaine mesure de contourner les sanctions et considèrent la Chine comme une plateforme commerciale. Le « multi-alignement » est le nouveau comportement des pays qui agissent selon leurs intérêts et l'Inde est un maître en la matière. Le reste du monde est un essaim de pays de moyenne et petite taille qui tentent de survivre face à l'inflation, l'insécurité, la pénurie, les pesticides. 140 pays environ suivent ce modèle. Les relations entre l'UE et les États-Unis sont de plus en plus compliquées. L'Inflation Reduction Act (loi américaine sur la réduction de l'inflation) va contrecarrer les efforts de l'UE qui va réagir. Il ne faut pas tuer le libre-échange. Des questions se posent également dans le domaine de la défense entre l'UE et les États-Unis. Sur les 27 États membres de l'UE, 23 sont membres de l'OTAN, que va-t-il alors advenir de l'autonomie de l'UE dans le futur ? La Chine prend la tête des BRICS, de l'OCES et des pays qui tentent de contourner les sanctions. De nouveaux canaux commerciaux se mettent en place, ce qui amène de nombreux pays à se détourner des pays occidentaux. Des fonds de compensation rouble/roupie ou livre turque/rouble ont vu le jour. Un nouvel enjeu est celui des monnaies électroniques. Trois zones à forte dynamique se détachent : 1/ L'Asie avec le RCEP (Partenariat économique régional global). Cette région imposera des normes et des standards. 2/ Les Émirats arabes unis, les pays du Golfe et l'Arabie saoudite. 3/ L'Afrique. Nous devons à tout prix éviter la bipolarisation car la plupart des pays, cet essaim de pays multi-alignés, ne veulent pas choisir leur camp entre les États-Unis et la Chine. Le monde est en pleine reconfiguration.

Dans les rapports récents sur les risques publiés par des compagnies d'assurance et des spécialistes de l'évaluation des risques, nous pouvons remarquer que les trois principaux risques identifiés dans toutes les régions sont la géopolitique, la cybersécurité et le changement climatique. Ces trois risques sont intrinsèquement liés, et l'inaction sur le changement climatique conduira à des tensions géopolitiques, des migrations, des sécheresses, des conflits pour l'eau, et bien plus encore. TotalEnergies a donné la priorité au climat et à la durabilité dans sa stratégie, visant à être un leader de la transition énergétique en cours tout en continuant de répondre aux besoins quotidiens des personnes qui dépendent encore largement du pétrole et du gaz. L'entreprise reconnaît l'importance de la géopolitique dans ses opérations car les ressources naturelles sont là où elles sont. Il est intéressant de noter que le risque géopolitique n'est pas toujours là où on le pense. Certains investisseurs pensent que TotalEnergies a trop investi en Afrique et associent cela à un risque géopolitique. Ils craignent l'exposition à l'instabilité fiscale. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que le Royaume-Uni et la Norvège, pas les pays d'Afrique, ont le plus d'instabilité fiscale. Comment TotalEnergies gère-t-elle les risques en tant qu'entreprise mondiale ? Ils se concentrent sur la conformité aux sanctions et autres réglementations, la diversification des investissements, en préférant les marchés liquides, l'analyse et la surveillance des chaînes d'approvisionnement, la diversification dans les énergies renouvelables, la préparation aux crises et le maintien de la solidité financière. En conclusion, la géopolitique est inhérente aux activités de TotalEnergies, mais leurs équipes travaillent également sur la gestion des risques liés au changement climatique et à la cybersécurité. Ils notent également un nouveau risque potentiel lié au retour de l'intervention gouvernementale dans les marchés non réglementés et à l'érosion de la confiance dans les marchés libres. Et le défi aujourd'hui en matière d'énergie est de concilier la transition énergétique en cours avec la sécurité de l'approvisionnement énergétique et les prix.

1/ Géopolitique/Direction d'entreprise : plus que jamais, les entreprises doivent intégrer les considérations géopolitiques dans la prise de décision au plus haut niveau de direction, sous les conseils d'un expert compétent. Dans cette optique, la fonction de « Chief Trade Officer » a toute sa place. 2/ Rapidité d'action : il est avéré que la géopolitique a des conséquences et un impact quasi immédiats sur la chaîne d'approvisionnement. Une prise de décision rapide est indispensable pour réagir ou répondre de manière proactive afin de protéger la résilience de la chaîne d'approvisionnement. 3/ Localisation : la chaîne d'approvisionnement doit être aussi locale que possible. De l'approvisionnement en matières premières à la recherche de nouveaux marchés pour les produits finis, le critère de la proximité doit être déterminant afin de renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. 4/ Structures monolithiques vs polycentriques : les entreprises internationales/multisectorielles qui opèrent dans plusieurs pays doivent désormais envisager des structures décentralisées offrant souplesse et flexibilité pour une prise de décision et une exécution rapides. L'ère des grands sièges mondiaux par opposition aux centres régionaux décentralisés doit être remise en question afin que les entreprises puissent acquérir la résilience nécessaire pour protéger leurs chaînes d'approvisionnement et réagir plus rapidement aux événements survenant à proximité. 5/ Accélération numérique : l'adoption des technologies a permis aux entreprises de rester agiles et résilientes face aux turbulences provoquées par des événements géopolitiques ou autres, comme la pandémie de Covid. 6/ Durabilité : la protection de notre avenir via des pratiques commerciales durables revêt aujourd'hui une importance indéniable dans notre écosystème mondial et pourrait bien être le facteur de résilience naturel dont ont besoin les chaînes d'approvisionnement mondiales aujourd'hui et demain.



## Leaders innovants : crise climatique et économie circulaire



Bruno LANGLOIS

**Bruno Langlois**

Directeur du business développement et des partenariats chez Carbios



**Livia Ribeiro de Souza**

Co-fondatrice et Chief Technology Officer de Mimicrete Ltd



**Florent Andrillon**

Global Head du service Sustainability chez Capgemini Invent



Ce que fait Carbios s'inspire de la nature. Si vous regardez la nature, elle ne génère pas de déchets. À la fin de leur vie, tous les matériaux sont reconvertis en nouvelles matières premières et une nouvelle vie peut être générée. Carbios s'est penché sur les enzymes, une sorte de protéines, capables d'accélérer la dégradation des matériaux. Inspirés par la nature, nous avons examiné les outils biotechnologiques, ce qui nous a conduit à la conception d'une enzyme capable de décomposer le polyester, une sorte de plastique produit massivement, environ 80 millions de tonnes par an, dont, en gros, un tiers est utilisé dans les emballages et deux tiers dans l'industrie textile. Cette enzyme est capable de décomposer ce polymère en ses deux constituants d'origine que nous utilisons aujourd'hui et qui sont produits à partir du pétrole pour fabriquer du plastique vierge. En un mot, nous créons la capacité de prendre nos déchets et de les reconvertir en matières premières, de reproduire un polyester vierge, une seule sorte de plastique. [...] Il est intéressant de voir qu'on a multiplié par 12 la quantité de déchets au cours des 50 dernières années, alors que la population a été multipliée par moins de trois. En produisant de plus en plus à moindre coût, en fabriquant des objets de moindre valeur qui sont rapidement jetés, on va évidemment dans la mauvaise direction. Par exemple, en moyenne nous portons six fois un textile. Je ne dis pas que c'est vrai pour tous les pays, c'est une moyenne, mais cela montre que nous allons dans la mauvaise direction en termes de génération de déchets. Nous détournons donc ces matériaux de l'incinération et de l'enfouissement, pour les régénérer et quand on regarde l'analyse du cycle de vie, nous voyons que nous réduisons les émissions de CO<sub>2</sub> d'environ 45 %, en n'utilisant aucun solvant et en travaillant à basse température.

Si de petites fissures se forment, des contaminants peuvent pénétrer dans le béton et les barres d'armature peuvent se corroder. Résultat, des sommes considérables sont dépensées pour la réparation et l'entretien, ce qui pose problème car, comme nous le savons tous, le ciment est l'un des matériaux fondamentaux utilisés dans la production du béton et la production de ciment génère environ 7 à 8 % des émissions de CO<sub>2</sub> durant le processus de calcination. Nous étudions à Cambridge la technologie d'auto-cicatrisation des matériaux cimentaires, en nous inspirant de la nature. Pour ce faire, nous intégrons des agents cicatrisants dans l'infrastructure, soit dans des éléments distincts comme une capsule, soit dans des systèmes continus comme le système vasculaire, qui délivre l'agent cicatrisant. [...] Les résultats obtenus avec ce type de technologie sont doubles. D'une part, nous pouvons constater une diminution des opérations de réparation et d'entretien. D'autre part, pour en revenir à la raison pour laquelle des barres d'armature ou de l'acier sont nécessaires dans le béton, nous pouvons réduire la quantité d'acier utilisée en améliorant la capacité du béton à s'auto-cicatriser et à colmater par lui-même ses fissures. [...] Nous avons besoin d'une dérogation à une norme, ce qui peut prendre de quelques semaines à quelques années. Dans cette optique, nous nous employons actuellement à établir des contacts avec les organes du Royaume-Uni responsables de la normalisation de nos produits. Toutefois, notre vision à long terme serait une modification des codes pour prendre en compte cette nouvelle technologie. En fait, je pense que d'ici 10 ou 20 ans, l'eurocode sera modifié afin d'établir des règles régissant l'utilisation du béton traditionnel et des matériaux cimentaires auto-cicatrisants.

La bonne nouvelle est que de plus en plus de leviers permettent de développer la circularité. Le premier est l'impératif de durabilité. Il existe quelques exemples remarquables démontrant que l'application des principes de circularité, de biomimétisme et de recyclage permet de réduire les émissions de GES. En outre, pour 50 % des dirigeants d'entreprise que nous avons consultés, l'application de ces principes est également synonyme de réduction des coûts. De nombreuses innovations favorisent la circularité, en particulier les biotechnologies et la biologie synthétique, ainsi que la convergence entre mondes physique et numérique. Par le passé, un grand nombre de principes de l'économie circulaire étaient de purs concepts, très complexes à mettre en œuvre, dont le niveau conceptuel excédait à peine le fait d'incinérer les déchets pour produire de la chaleur ou de l'énergie. Dorénavant, grâce à de nombreuses nouvelles technologies et le fait que tout est devenu connecté, la circularité se trouve davantage à notre portée, notamment grâce à l'émergence de plateformes qui permettent de créer une économie axée sur le partage. Il s'agit par exemple, au lieu de vendre des véhicules, de vendre un accès à des véhicules, comme c'est le cas dans les entreprises qui proposent le partage de véhicule. Outre la traçabilité, qui a été mentionnée comme un obstacle majeur au développement de la circularité, quelqu'un a évoqué les crypto-monnaies. Mais la technologie qui les sous-tend peut tout aussi bien permettre la traçabilité et le principe de la logistique inversée, qui sont aujourd'hui encore difficiles à mettre en place. Cela signifie de pouvoir suivre les produits jusqu'à leur point d'utilisation, mais aussi d'organiser de nouvelles chaînes d'approvisionnement avant de les assembler, de les équiper et de les utiliser à nouveau.



## Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest : géopolitique et géoéconomie



PRÉSIDENT :  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



**Romuald Wadagni**  
Ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances du Bénin



**Alain Tchibozo**  
Économiste en chef de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Je pense que nous avons raison de nous inquiéter de ce qu'il se passe au Sahel. Ce faisant, nous verrons que séparer la sécurité de l'économie n'est pas pertinent, car tout est lié en réalité. Sur la période 2010-2020, les pays du Sahel ont lancé un processus d'accélération de la croissance et de réduction de la pauvreté, certes à des degrés divers. Eu égard à l'évolution de l'économie des pays de l'UEMOA, par exemple, sur cette même période, huit pays dans la région ont connu un taux de croissance de 7% ou plus pendant sept ans de suite. Cette région est d'extrême pauvreté, une région caractérisée par un écart très important entre ce que vous pouvez constater dans les grandes villes et la situation sociale et économique assez frappante une fois sortis de ces grandes villes. Ces régions ont cependant enclenché un début d'accélération du développement et de réduction de la pauvreté. En 2020, le covid a frappé ; la pandémie a mis un frein à cet élan. Considérons les enjeux liés aux enjeux climatiques dont nous parlons depuis plusieurs années. Les pays du Sahel présentent des caractéristiques favorables à l'aggravation de ces enjeux. Sur ces trois dernières années, nous avons relevé une dégradation de la production agricole au Niger liée au changement climatique et à la baisse de la pluviométrie. Ces pays sont ainsi frappés par une extrême pauvreté et subissent un écart très important entre ceux qui ont les moyens et ceux qui ne les ont pas, ce qui peut générer des tensions sociales. De surcroît, au regard de leur localisation géographique, ces pays subissent de plein fouet les enjeux du changement climatique. Depuis la crise libyenne qui a enclenché un débordement des attaques terroristes vers le Sahel et maintenant vers le Sud, les pays du Sahel doivent désormais composer avec l'installation d'organisations terroristes. Nous avons de fait le sentiment que cette zone a tous les problèmes du monde. On parle de changement climatique, ils sont concernés. On parle d'attaques terroristes, ils sont concernés. On parle d'enjeu de base pour s'assurer que les populations aient accès à l'éducation, l'eau, les infrastructures de base, ils sont concernés car ils ont un niveau de développement très faible.

Le contexte des pays du Sahel est complexe et pose de nombreuses contraintes pour leur développement. Les deux principales contraintes sont leur enclavement géographique et leur faible densité de population, ce qui rend difficile et coûteuse la construction d'infrastructures pour répondre aux besoins de la population. Malgré les efforts déployés pour lutter contre l'extrême pauvreté, ces pays restent en retard par rapport à la moyenne africaine, elle-même en retard par rapport aux autres continents. En tant que banque de développement, l'objectif est d'aider au développement et d'atténuer les effets de la crise sur les populations, mais il est difficile de gérer les priorités en raison des nombreux besoins à satisfaire. Les défis les plus urgents sont la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie et le développement des infrastructures. La Banque de Développement doit donc mobiliser des ressources financières sur des périodes longues et à des coûts les plus bas possible. Depuis la crise de l'Ukraine, les taux d'intérêt ont augmenté, mais la Banque de développement cherche à rassurer les prêteurs en montrant sa capacité à absorber les défauts de remboursement sur ses fonds propres. Gagner ce combat permettrait de maintenir un accès à des ressources longues et à coûts abordables pour l'ensemble des pays de la région, notamment ceux du Sahel.



# Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest : géopolitique et géoéconomie



**Général Francis A. Béhanzin**  
 Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)



**Nshuti Manasseh**  
 Ministre d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale chargé de la Communauté d'Afrique de l'Est du Rwanda

À l'heure actuelle, la situation géopolitique, géostratégique et sécuritaire dans toute l'Afrique de l'Ouest et le Sahel est très difficile et préoccupante. Sur les 15 États de la CEDEAO bénéficiant d'une relative bonne gouvernance démocratique depuis 1990, trois pays d'Afrique de l'Ouest (le Mali, la Guinée et le Burkina) et un pays d'Afrique centrale (le Tchad) sont tombés dans des transitions militaires pour diverses raisons prétendument liées à l'insécurité et à la mauvaise gouvernance entre 2020 et 2022. De plus, de nombreux groupes terroristes sont présents sur le territoire sahélien, notamment le groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), devenu Al Quaida au Magreb islamique (AQMI), le groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS), le mouvement pour l'Unité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Ansar Dine, Al Mourabitoune et Boko Haram. Des groupes rebelles sont également présents, en particulier diverses rébellions touaregs, le mouvement de libération de l'Azawad (MNLA) au Mali, et les rébellions au Niger, au Tchad, au Soudan, en Érythrée, etc. Pour remédier à ces dérèglements socio-économiques, politiques et sécuritaires multiples, multiformes et multidimensionnelles, la CEDEAO, la CEEAC et l'UA ont, entre autres, adopté des mesures politiques d'encadrement des transitions dans ces pays précités en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel normal. De même, de nombreuses initiatives et stratégies ont été élaborées et projetées pêle-mêle sur le terrain. Le Sahel suscitant depuis fort longtemps un intérêt en raison de ses ressources réelles ou potentielles ou de par sa position géostratégique (or, uranium, bauxite, fer, phosphate, pétrole et nappes souterraines riches en eau douce, etc.), une vingtaine de stratégies proposées ont été mises en œuvre par des agences de coopération bilatérale et multilatérale. Chaque intervenant opère selon son propre agenda, ses intérêts et ses méthodes d'intervention basées sur leur perception des enjeux et défis du développement du Sahel.

La région du Sahel est actuellement un endroit dangereux en raison de l'extrémisme violent qui a des implications politiques, économiques et sociales. Le manque d'une approche de développement d'une sécurité intégrée et coordonnée aggrave la situation. Le Rwanda s'occupe de la sécurité depuis plus de 14 ans, motivé par un engagement à aider ses voisins et la conviction que l'absence de gouvernance crée un terrain fertile pour l'extrémisme. La prestation de services et les questions socio-économiques contribuent également au problème. La communauté internationale a besoin d'une approche collective et coordonnée qui ne repose pas uniquement sur des moyens militaires, car la gouvernance et les questions socio-économiques doivent être abordées. Le succès du Rwanda en matière d'intervention découle de l'analyse du problème et de la compréhension de son contexte, de l'adresse des causes profondes et d'une intervention rapide. Bien que les engagements bilatéraux puissent être plus efficaces que les engagements multilatéraux, un mélange des deux est nécessaire. La compréhension du contexte politique et historique du problème est essentielle, car les interventions doivent s'attaquer aux causes profondes plutôt qu'aux conséquences. Le Rwanda a contribué aux interventions à partir de ses propres fonds et appelle à une réponse coordonnée, collective et rapide pour faire face aux menaces de sécurité du Sahel.



## Le reste du monde face à la rivalité sino-américaine



**PRÉSIDENT:**  
**Douglas Paal**  
 Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain



**John Andrews**  
 Conseiller de rédaction à The Economist et Project Syndicate

Cet après-midi, le responsable américain de la région Indo-Pacifique à Washington, Kurt Campbell, a déclaré lors d'une présentation que « nous sommes en train de revenir à des relations interétatiques normales », en raison de la capitulation effective de la Chine face à la politique américaine au cours de l'année à venir. Nous pourrions discuter de cela et de nombreux autres sujets au cours de la discussion. [...] J'aimerais avancer l'idée que si la Chine souhaite changer ses tactiques, c'est le bon moment. Nous assistons actuellement à un adoucissement subtil de sa position en mer de Chine du Sud, dans les îles Senkaku. La Chine ne change pas fondamentalement sa position, mais elle est moins agressive. Peut-être que cela va se produire sur la ligne de contrôle réel de l'Inde également, je ne sais pas à ce stade. Pour moi, ce serait le bon moment pour que la Chine de faire preuve de flexibilité tactique. Si Kevin McCarthy arrive à Taipei avec une délégation, la Chine pourrait dire : « Quoi ? Un nouveau président de la Chambre ? Quelle importance ? » Deuxièmement, la Chine peut reprendre la communication avec les autorités taiwanaises – envoyer des fax à leurs anciens collègues qui étaient en contact régulièrement avec le continent avant que Tsai Ing-wen soit élu président. La Chine pourrait faire baisser la température dans cette crise, pour empêcher une crise à l'avenir, si elle fait preuve de créativité.

Le Royaume-Uni suivra ce que les États-Unis voudront, cela ne fait aucun doute. Si on retourne à l'époque du Premier ministre David Cameron, l'idée était d'établir un âge d'or des relations entre le Royaume-Uni et la Chine. Cet âge d'or fait maintenant partie d'un passé lointain. Les Britanniques ont cédé à la pression américaine concernant Huawei. Il n'y a que 20 pays des Nations Unies qui nomment les États-Unis comme leur premier partenaire commercial. Au moins 120 pays nomment la Chine comme leur premier partenaire commercial. Quel choix vont-ils faire ? Bien sûr, aucun pays ne veut de ce choix – ils veulent l'éviter. On trouve la base militaire chinoise de Djibouti ; il y a également des bases potentielles et je pense que la Chine est en train de développer quelque chose comme 50 ports sur le continent. Si vous regardez l'initiative de la nouvelle route de la soie. L'inconvénient, c'est qu'elle crée une sorte d'impérialisme de la dette. Xi Jinping aille en Arabie saoudite, il y est peut-être encore. L'Arabie saoudite a été un allié fidèle des États-Unis depuis sa fondation en 1932, donc nous parlons d'une période de 90 ans. À présent, cette alliance est ouverte au plus offrant. C'est Taiwan qui va cristalliser cette rivalité. Quand je dis « nous », je parle plus ou moins de l'Occident – avons été bercés jusqu'à une certaine complaisance pendant l'ère Deng Xiaoping ; puis cela a continué sous Jiang Zemin ; et sous Hu Jintao. Avec Xi Jinping, nous ne savons pas vraiment comment le traiter. Il y a un risque réel pour des erreurs de calcul. L'armée américaine est très rompue à la bataille. Par conséquent, s'il devait y avoir une guerre entre la Chine et les États-Unis, quels que soient les pays impliqués et les camps, la victoire américaine ne fait que peu de doute. Xi Jinping a probablement retenu de la guerre en Ukraine que l'armée américaine et l'OTAN en général – mais en particulier l'armée américaine – est vraiment très compétente. L'armée chinoise n'a que peu d'expérience du terrain, et le peu qu'elle possède est assez pauvre, par exemple l'expérience au Vietnam.



## Le reste du monde face à la rivalité sino-américaine



**Jean-Pierre Cabestan**

Directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO, professeur émérite à l'Université baptiste de Hong Kong



**Renaud Girard**

Grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*



**Yuichi Hosoya**

Professeur de politique internationale à l'Université Keio de Tokyo

Une autre tendance qui se dessine depuis quelques années – avant même les récentes tensions dans le Déroit de Taiwan – c'est le fait que l'Union Européenne a abandonné son engagement complet et naïf avec la Chine au profit d'une politique chinoise plus équilibrée. Nous connaissons les trois piliers de cette politique à présent – le premier est la coopération économique ; le deuxième est la concurrence économique ; et le troisième est une idée qui a vraiment choqué les Chinois quand elle est apparue en 2019, c'est l'idée que nous et la Chine sommes des rivaux systémiques. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous ne partageons pas les mêmes valeurs politiques ; nous ne voyons pas l'ordre international de la même façon ; nous ne respectons pas le droit international de la même façon, et en particulier, par exemple, les droits humains ou les lois maritimes, ainsi que de nombreux autres aspects du droit international. La puissance grandissante de la Chine a uni les Européens et les Américains contre elle comme ils ne l'avaient jamais été. [...] J'ai travaillé sur le terrain dans plusieurs pays d'Afrique et clairement, les Africains ne veulent pas choisir entre les États-Unis et la Chine. Cependant, je dois rappeler à tout le monde que selon les sondages Afrobarometer, la Chine et les États-Unis jouissent d'une popularité similaire en Afrique. Ils bénéficient d'un même niveau de vision favorable : 60 % des Africains sont favorables à la Chine et 58 % des Africains ont une opinion positive des États-Unis, ce qui est bien meilleur que leur perception des anciennes puissances coloniales. Clairement, ils ne veulent pas choisir. Même aujourd'hui, je pense que la plupart des pays du Sud pensent qu'ils peuvent s'en sortir au milieu de cette sorte de guerre froide entre les États-Unis et la Chine et rester neutres – pour continuer de bénéficier d'une coopération de chaque côté.

Il est évident que la France ne veut pas être, et elle en a conscience, dans cette rivalité entre la Chine et l'Amérique pour devenir la première puissance mondiale, la victime collatérale d'un quelconque piège de Thucydide. C'est certain. Par ailleurs, la France comprend qu'en elle-même, dans le grand jeu mondial, elle ne pèse plus suffisamment, ni par sa démographie, ni économiquement, ni par son commerce extérieur, ni même par sa force militaire. Elle ne peut pas peser par son propre poids et influencer le grand jeu mondial parce que ce n'est effectivement plus une grande puissance. En revanche, elle comprend que par sa tradition, car elle a été elle-même la première puissance du monde jusqu'à Waterloo, elle peut être entendue. Je crois que le président français Emmanuel Macron veut se faire entendre. Il veut jouer un rôle d'intermédiaire, de *honest broker*, comme on dit cela en anglais, dans tous les conflits du monde. [...] Je pense que Macron a tout à fait raison de vouloir être un *honest broker*, de vouloir être un faiseur de paix. C'est quelque chose qui est à la portée de la France, grâce à la réputation de la France, grâce à l'histoire de la France, mais je trouve qu'il s'y prend mal. En effet, quand vous ne choisissez pas, le résultat est que vous mécontentez les uns et les autres.

Il s'agit ici du point de vue japonais sur la confrontation structurelle entre les États-Unis et la Chine. En tant que troisième économie mondiale, le Japon est considéré comme un État situé en première ligne, vulnérable en cas de guerre entre les deux grandes puissances. Cependant, le Japon entretient des relations étroites avec les deux pays et a élaboré deux stratégies pour répondre à cette question difficile. La première stratégie consiste à créer le Quad, une collaboration entre les quatre principales démocraties du Pacifique (les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie) pour répondre à la montée de la Chine. La seconde stratégie est la FOIP (Free and Open Indo-Pacific), une stratégie plus inclusive qui relie les sous-régions de la région indo-pacifique, notamment l'Asie du Nord-Est, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Est. La FOIP est une stratégie inclusive qui permet à tous les pays de la région de se joindre à elle, y compris la Chine et la Russie. Le Japon cherche à inviter l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) à se joindre à la coopération régionale, afin de ne pas diviser la région en deux camps opposés. En outre, le Japon est attaché à la promotion des normes et des idées de démocratie, de liberté, d'État de droit et de droits humains, tout en cherchant à présenter une vision plus inclusive pour embrasser la Chine. Le Japon est donc en position de promouvoir la coopération régionale dans la région indo-pacifique en combinant ces deux stratégies.



## Le reste du monde face à la rivalité sino-américaine



**Lee Hye Min**  
Conseiller principal de KIM & CHANG,  
ancien sherpa du G20 pour la Corée



**Samir Saran**  
Président de l'Observer Research Foundation de New Delhi



**Wang Jisi**  
Président de l'Institut des études stratégiques et  
internationales de la Peking University à Pékin, professeur  
titulaire de la chaire Boya à la Peking University

Les tensions de plus en plus grandes et de plus en plus intenses entre les États-Unis et la Chine sont un problème très sérieux pour le monde entier, mais encore plus pour la Corée, à cause de son histoire et de sa géographie. L'ordre politique international que la Corée souhaite poursuivre est non-exclusif, et nous accordons une très grande valeur à la coopération avec tous les pays du monde, y compris la Chine. Par conséquent, il serait difficile pour la Corée de rejoindre des initiatives qui cibleraient exclusivement la Chine – bien que la Corée partage les inquiétudes des États-Unis quant à l'influence économique de la Chine et sa politique étrangère. Les entreprises coréennes sont des acteurs mondiaux, et il faut noter qu'elles prennent leurs décisions et font leurs investissements de façon plutôt indépendante du gouvernement coréen. Cela signifie que même si le gouvernement coréen suit les tendances américaines en tant qu'allié des États-Unis, les décisions dans le monde des affaires pourraient être différentes dans la mesure où elles ne violent pas les lois et réglementations appropriées. Les conséquences de ce conflit mènent à une augmentation des mesures économiques de soutien des États-Unis, de l'UE et du Japon. C'est une grande inquiétude pour la Corée : ces pays augmentent les mesures de soutien, en particulier dans le domaine des batteries de véhicules électriques et des semiconducteurs. Ce sont des mesures de riposte envers la Chine, mais qui ont un impact profond sur les échanges internationaux. Par conséquent, le mécanisme de résolution des conflits de l'OMC est complètement paralysé, et nous n'avons aucun moyen de répondre aux perturbations provoquées par ces pratiques commerciales internationales. Les entrepreneurs coréens ont bien conscience que le conflit entre les États-Unis et la Chine va durer longtemps et restera un facteur constant dans leur prise de décision.

Tout d'abord, je pense que notre engagement avec la Chine est notre problème. Nous sommes enfermés dans un face à face himalayen. Si vous comptez l'ensemble des deux armées, nous avons près de 100 000 soldats de chaque côté de la ligne de contrôle réelle. Par conséquent, les États-Unis n'ont pas à nous motiver à affronter la Chine. C'est la Chine qui, dans un certain sens, nous a motivés à la confronter. Les États-Unis qui tentent de diviser le monde en deux camps. Je ne suis pas sûr qu'il y ait consensus à l'intérieur des États-Unis. Je pense que vous constaterez peut-être que la discorde au sein des États-Unis peut devenir plus forte au fur et à mesure. Même si on peut supposer que les États-Unis ont bien l'intention de diviser le monde en deux camps, ceci, à mon avis, n'est pas nouveau pour l'Inde. Nous sommes confrontés à cette idée depuis très longtemps et les gouvernements successifs ont poursuivi le non-alignement, l'autonomie stratégique, le multi-alignement – choisissez le mot que vous voulez – mais, à bien des égards, ce n'est pas un phénomène nouveau. C'est nouveau pour l'Europe, pas pour nous. Les Chinois eux-mêmes essaient de déformer le caractère de l'Asie. La Chine veut un monde multipolaire, mais une Asie unipolaire – et c'est contre cela que nous nous battons. [...] L'appât de l'argent, l'appât du profit, a rendu l'Europe incompétente et incapable de prendre une position unifiée face à la Chine. Si vous pensez que vous allez assister à une mobilisation à la russe contre la Chine, vous croyez tous au Père Noël. L'Europe est le maillon faible pour les États-Unis s'ils doivent mobiliser une sorte de consortium contre la Chine. [...] Je dirais que l'idée que la Chine serait un énorme monstre est exagérée. En fait, je dirais qu'ils ont peut-être bien déjà atteint leur apogée et maintenant ce qui émerge pourrait voir, dans les années à venir, une Chine très différente, plus vulnérable et plus chaotique. En ce sens, peut-être que toute cette idée de mobiliser le monde pour affronter ce grand monstre peut elle-même être un projet futile.

Sont abordés ici plusieurs sujets tels que les relations entre la Chine, l'Europe et les États-Unis ainsi que les perspectives pour Taïwan. Les Européens partagent une opinion négative de la Chine en ce qui concerne les droits humains, mais l'Europe maintiendra son autonomie stratégique face à la Chine sur les plans économique et technologique. En termes d'idéologie et de géopolitique, l'Union européenne et le Royaume-Uni se tourneront vers les États-Unis. Le président Xi a récemment participé à des sommets avec les dirigeants arabes, avec pour ambition d'établir une plateforme biunivoque. En ce qui concerne Taïwan, il est peu probable qu'il y ait une action militaire massive ou une prise de contrôle militaire dans un futur proche en raison de la pandémie de Covid-19 et de l'économie chinoise en difficulté. Cependant, il existe la possibilité que les États-Unis abandonnent leur politique de la Chine unique et reconnaissent l'indépendance de Taïwan, ce qui pourrait conduire à des manœuvres militaires plus offensives de la part de la Chine et à un conflit incontrôlable. Il est également noté que le parti d'opposition KMT a remporté plus de sièges à l'assemblée de Taïwan, mais même le KMT ne soutiendra pas une réunification avec le continent.



# L'avenir de l'UE et la sécurité européenne après la guerre d'Ukraine



PRÉSIDENT:  
**Ali Aslan**  
Présentateur TV et journaliste international



**Peter Beyer**  
Membre du Bundestag allemand, ancien coordinateur de la coopération transatlantique du gouvernement fédéral



**Bogdan Klich**  
Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des Affaires étrangères et européennes au Sénat polonais

Le soutien à l'Ukraine dans cette guerre, en termes d'aide financière et militaire, est très fort en Allemagne. En fait, il est toujours sage pour les responsables politiques de rester à l'écoute des citoyens qu'ils représentent. L'Allemagne avait auparavant pour principe de ne pas livrer d'armes dans les zones de guerre. Pourtant le peuple allemand a dit « nous n'aimons pas les armes, nous sommes plutôt pacifistes, mais nous pensons que ce serait la bonne chose à faire ». Je crois que le peuple allemand, la société allemande, comprend bien mieux ce qui doit être fait, peut-être de manière plus instinctive qu'intellectuelle. Le soutien est fort, mais l'inquiétude est bien réelle. Les prix de l'énergie ont explosé. Nous avons un taux d'inflation à deux chiffres et de nombreux autres problèmes. Dans ce contexte, c'est un véritable défi pour tout gouvernement, qu'il soit fédéral, régional ou local, de maintenir l'unité. Il est toutefois de leur responsabilité de communiquer et d'expliquer aux citoyens pourquoi c'est nécessaire. Parmi toutes les bonnes raisons d'aider l'Ukraine, je veux insister ici sur le fait qu'il n'est pas seulement question de l'Ukraine, cela va bien au-delà. En effet, les Ukrainiens nous défendent. [...] On parle tellement de la fin de l'Union européenne, de son avenir, etc. Pourquoi ne pas donner des exemples positifs de l'Union européenne ? Elle est garante de la paix, de la stabilité et de la prospérité sur le vieux continent, elle est très efficace et l'a prouvé face à cette situation précise. Nous devons réfléchir à l'après-guerre, à notre vision de l'Union européenne pour les 30 ou 50 prochaines années. Notre population diminue, mais nous sommes aussi une puissance économique et de nombreuses opportunités et options s'offrent à nous. Il suffit de regarder autour de nous pour renforcer les anciennes alliances et en créer de nouvelles, que ce soit dans l'Indopacifique, en Amérique latine ou ailleurs.

La Russie a par ailleurs deux autres objectifs opérationnels qui sont importants non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour les communautés européenne et atlantique : la déstabilisation de l'Union européenne et la paralysie de l'OTAN. Ils ont été énoncés juste avant le début de la guerre en Ukraine, dans le fameux ultimatum du président Poutine à l'Occident. Si vous voulez connaître le point de vue de la Pologne, cette guerre ne concerne pas seulement la nation et l'État ukrainiens, mais aussi l'Union européenne et la communauté atlantique dans son ensemble. C'est pourquoi nous nous réjouissons de trois nouveaux facteurs importants. Le premier est le retour des États-Unis en Europe, que le président Biden avait annoncé pendant sa campagne et qui s'est concrétisé depuis juin 2021, lors de sa première visite en Europe où il a participé à trois sommets, les sommets du G7, de l'OTAN, mais aussi du Conseil européen, et ce retour a des répercussions. Le deuxième facteur important, qui est une conséquence de cette guerre, est la réintégration politique de l'Alliance. Après le début de la guerre en Russie, l'OTAN s'est présentée comme une entité intégrée. Le troisième facteur est la réaction impressionnante de l'Union européenne. Je n'ai jamais vu une telle rapidité et accélération du processus législatif concernant des menaces extérieures, surtout des sanctions contre la Russie. En deux semaines à peine, les principales lois et mesures proposées par la Commission européenne ont été adoptées par le Conseil de l'Union européenne, et une somme importante a été allouée au titre de la Facilité européenne pour la paix, pour soutenir l'Ukraine, soit 3,1 milliards d'euros, rien que pour les dépenses militaires. Sans parler des quelque 13 milliards d'euros pour l'aide macroéconomique et des 18 milliards d'euros au moins prévus pour l'année prochaine.



## L'avenir de l'UE et la sécurité européenne après la guerre d'Ukraine



**Hubert Védrine**  
Fondateur de Hubert Védrine Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères de France



**Zaki Laïdi**  
Conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE



**Tsakhiagiin Elbegdorj**  
Ancien président de la Mongolie

L'avenir de l'Europe se confond avec l'avenir de l'Otan. La conséquence immédiate de l'attaque de Poutine est qu'à la demande de tout le monde, l'Otan réabsorbe l'ensemble du projet européen en matière de défense. Cela veut dire que, pour un certain temps, nous n'avons plus aucune base politique pour les idées « à la française » sur une certaine autonomie de l'Europe en matière de défense. En revanche, il me semble que l'Europe a devant elle une obligation consensuelle en matière technologique, de reconstruction d'une relative autonomie sur la réduction des dépendances excessives. Nous l'avons observé à propos de la pandémie et du gaz russe, nous le constatons avec les céréales. Toutefois, il ne s'agit pas de défense ni de sécurité. N'oublions pas que pour les États-Unis, le problème numéro 1 demeure le défi chinois même si les Européens l'oublent. [...] Concernant l'avenir, je pense que les Occidentaux, et les Européens, vont résister et que Poutine ne peut pas gagner. En sens inverse, selon moi, les Américains n'aideront pas les Ukrainiens à attaquer la Crimée, je peux bien sûr me tromper. Je crois plutôt à un enlèvement après divers rebondissements. Au-delà des inquiétudes immédiates, tout dépendra donc des rapports de force sur le terrain, au sein de l'Otan et in fine de la position américaine, donc de celle de Biden selon sa hiérarchie avec 1. la politique intérieure ; 2. la Chine ; 3. les questions européennes. Ils ne laisseront pas Poutine gagner, mais ils ne se laisseront pas entraîner par les Ukrainiens et les Polonais dans une confrontation directe. Pour moi, davantage d'interrogations portent sur la gestion de la suite et sur les dissensions prévisibles et déjà visibles au sein de l'alliance de l'Otan. Les opinions publiques sont sur la même ligne depuis le début : il n'est pas possible de laisser gagner Poutine, mais pas de guerre avec la Russie. C'est peut-être contradictoire, mais c'est la position dans toutes les opinions. Cette position ne changera pas. Je ne suis pas spécialement inquiet aujourd'hui sur la question de la résistance des Européens.

Vous devez lire l'essai très éclairant de Poutine, publié en juillet 2021, qui aurait pu être écrit par d'autres Russes, par exemple Soljenitsyne, mais bien sûr avec beaucoup plus de talent. Cela signifie que le problème ukrainien n'est pas seulement le problème de Poutine, ce serait une grave erreur de penser que c'est un problème russe. Le message de Poutine est extrêmement clair, il dit que l'Ukraine ne devrait pas exister car la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont une même nation, une même nation. Comme vous le savez, les Russes appellent les Ukrainiens, les petits Russes et les Biélorusses, les Russes blancs. Dans son esprit, ils font partie de la même nation, et cela s'inscrit dans une vision impériale du monde russe. On peut alors se demander pourquoi il a attendu 2022 pour déclencher cette terrible guerre qui, fort heureusement, a tourné au désastre pour l'armée russe. La date, la chronologie de la guerre, lancée le 24 février, ont leur importance. La veille de l'invasion, Poutine déclarait que la Russie allait reconnaître et soutenir militairement les deux gouvernements fantoches de l'Est de l'Ukraine. Je suis surpris que personne ne sache pourquoi il a fait cette déclaration le 23 février et je vais poser la question à notre auditoire. Pouvez-vous me dire pourquoi cette déclaration a été faite le 23 février ? C'est la date à laquelle lanoukovitch a fui l'Ukraine en 2014, et le jour suivant a marqué le début du processus démocratique. On dit souvent que Poutine n'a pas accepté l'indépendance de l'Ukraine, mais on se demande pourquoi il a attendu jusqu'en 2022. Là encore, l'explication est assez simple. Tant que la trajectoire politique de l'Ukraine était compatible avec la nature du régime russe, la Russie pouvait gérer la situation comme elle le fait en Biélorussie. Cependant, depuis 2014, la trajectoire politique de l'Ukraine s'est beaucoup éloignée de l'évolution russe et c'est alors que le danger est apparu. D'ailleurs, la réaction de la Russie ne s'est pas fait attendre avec l'annexion de la Crimée et le déploiement des fameux hommes verts dans l'Est de l'Ukraine. C'est pour cette raison qu'il a lancé cette guerre.

La Mongolie et l'Ukraine ont plusieurs points communs, et un seul pays nous sépare. L'Ukraine est un pays libre, démocratique et indépendant en Europe ; la Mongolie est un pays libre, démocratique et indépendant en Asie. Comme je l'ai dit, un seul pays nous sépare, ce qui signifie que nous partageons des intérêts communs. Les implications mondiales de cette guerre signifient également que la ligne de front de l'Ukraine est bien plus large, c'est la ligne de front entre le monde libre et le monde totalitaire, et elle traverse même l'Afrique et l'Asie. Si l'Ukraine perd la guerre, je pense que cela encouragera les autocrates, mais si elle gagne, cela aura un effet dissuasif sur eux. Vous n'êtes pas sans savoir qu'aux dernières nouvelles, le président Xi Jinping continue de prendre ses distances avec Poutine et tente de renforcer les liens avec les pays occidentaux. Cela signifie que l'Ukraine se bat non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour les valeurs universelles de l'humanité, ce qui est très important. Depuis 1990, la Mongolie est la seule démocratie complètement fonctionnelle entre la Russie et la Chine. Selon moi, si Poutine a lancé l'invasion de l'Ukraine, c'est en partie parce qu'il redoute qu'une Ukraine libre et prospère, intégrée à l'Europe, ne soit un mauvais exemple pour la Russie. Je sais qu'un jour cette guerre prendra fin et qu'un jour nous verrons une Russie plus libérale. Si la Russie devient plus libérale, si elle évolue vers plus de liberté et plus de démocratie, je pense que l'Ukraine aura un impact accru côté européen, tandis que la Mongolie aura un impact accru côté oriental, côté asiatique. L'Ukraine libérera la Russie de la dictature côté européen, et la Mongolie libérera et aura une influence sur la Russie côté asiatique. Cela signifie que même les petits pays peuvent être de formidables exemples de liberté et c'est pourquoi je pense que cette guerre ukrainienne a des implications considérables.

## La pertinence de l'« Indo-Pacifique » comme concept géopolitique



PRÉSIDENT:  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président  
de l'Ifri et de la WPC



**Hiroyuki Akita**  
Chroniqueur de *Nikkei*, Japon



**Mayankote Kelath Narayanan**  
Président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd, ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde (Manmohan Singh)



**Douglas Paal**  
Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain



**Yim Sung-joon**  
Senior Advisor chez Lee International IP & Law Group, ancien ministre adjoint des Affaires étrangères, ancien conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Kim Dae-jung

Le concept indo-pacifique peut être analysé selon trois courants de peinture française. Tout d'abord le portrait, qui consiste en une image très précise, parfois presque autant qu'une photographie. Le deuxième est l'impressionnisme, représenté par Renoir ou Manet, d'un rendu légèrement plus flou. Le troisième est le pointillisme de Georges Seurat, dont la multitude de points sur le canevas donne des formes aux contours beaucoup plus vagues. Ces trois notions artistiques permettent d'analyser sous de nouveaux angles le concept de l'Indo-Pacifique, et je dirai d'emblée que ma préférence va surtout à l'impressionnisme. Comment approcher le concept de l'Indo-Pacifique à partir de ces trois sortes de concept ? La première approche consiste en une communauté d'intérêts, juxtaposés à la manière des innombrables points d'un tableau de Georges Seurat. Selon cette approche, les pays coopèrent entre eux aussi longtemps qu'ils partagent des intérêts similaires en termes d'économie, de politique ou de sécurité. La deuxième approche, impressionniste, consiste à partager des normes, c'est-à-dire l'État de droit ou la liberté de navigation en vertu du CNUDM. La troisième approche consiste en un partage des valeurs : par exemple, des pays aux valeurs démocratiques communes coopèrent afin de promouvoir lesdites valeurs. Parmi ces trois approches, celle du partage des normes est optimale : elle permet à de nombreux pays similaires de coopérer dans la mesure où ils s'accordent sur la liberté de navigation, l'État de droit et la transparence des projets d'infrastructure. L'approche du partage d'intérêt est très confortable, mais elle ne crée aucun ordre à l'échelle régionale. L'approche de la communauté d'intérêts est intéressante, mais elle ne permet d'incorporer qu'un nombre limité de pays.

L'importance de l'Indopacifique se définit en tant que zone de conflits stratégiques, principalement en raison de l'expansion militaire rapide de la Chine dans la région. La Chine utilise des systèmes d'intelligence artificielle et mise sur une « matrice d'escalade et de domination » pour renforcer sa position, ce qui inquiète les pays de la région, y compris l'Inde. Bien que l'Inde ait toujours été réticente à rejoindre des alliances, elle a récemment rejoint le QUAD. Les exercices militaires de l'Inde ont également inclus l'Australie et le Japon. Les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ont également établi un pacte défensif indépendant dans le Pacifique (AUKUS), qui vise à contrer les ambitions militaires de la Chine dans la région. L'Inde considère également la question de Taïwan comme étant d'une importance stratégique pour toutes les nations de l'Indopacifique, en raison de ses relations étroites avec Taïwan et des menaces répétées d'une invasion armée de l'île par la Chine. Cependant, il faudra faire preuve de prudence dans les échanges avec la Chine et d'étudier attentivement le message délivré lors du 20<sup>e</sup> Congrès du Parti en Chine. Bien que l'interprétation la plus répandue soit que la Chine se lance dans une course plus expansionniste, la direction que Xi Jinping a voulu exprimer lors du congrès concernait bien moins les aspects externes de la Chine que son organisation intérieure. Selon cette analyse, la consolidation interne est la première tâche du Parti communiste chinois (PCC) aujourd'hui, ce qui nécessite que le Parti continue de se renforcer. En conclusion, la situation actuelle dans laquelle se trouve la Chine a, jusqu'à présent, empêché ses dirigeants de lancer une guerre ou une agression, bien qu'il y ait des limites absolues à ne pas franchir concernant Taïwan et la première chaîne d'îles. La pertinence de l'Indopacifique en tant que concept géostratégique prend tout son sens à la lumière des déclarations du Congrès, mais il est important de rester prudent dans les échanges avec la Chine.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à trois types de grandes contradictions dans la politique américaine envers l'Indopacifique. La première est l'économie face à la sécurité. Les pays de l'Asie-Pacifique ou de l'Indopacifique ont des priorités économiques qui ne recherchent pas les conflits stratégiques ou sécuritaires. La deuxième est que les Américains oscillaient entre ces deux priorités avant 2010. Depuis 2010, la montée en puissance de la puissance militaire chinoise et de ses capacités étendues ont commencé à détourner l'attention des États-Unis du domaine économique, où les États-Unis ne sont plus le marché le plus pertinent pour les partenaires de l'Asie de l'Est Pacifique, pour se concentrer davantage sur l'aspect sécuritaire. Nous constatons également une contradiction dans la région entre coalitions et fragmentation concernant les États-Unis. Avec l'administration Biden actuelle, on parlera de la construction du QUAD, du renforcement du G7, de la réduction continue du rôle du G20, ainsi que des coalitions de pays qui résistent à ce qu'ils considèrent comme une agression chinoise dans la région Asie-Pacifique et qui veulent former des arrangements informels pour résister à de nouveaux empiètements chinois. Cette contradiction se voit dans cette coalition de l'Indopacifique, où nous avons donc l'Inde à une extrémité et les États-Unis à l'autre extrémité du Pacifique. Cependant, les trois grandes coalitions économiques de la région sont l'ARCEP, le Comprehensive Partnership for Pacific Trade, et le Digital Economic Framework, dont ni l'Inde ni les États-Unis ne sont membres. La coalition poursuit ses propres développements spectaculaires et pourtant, nous n'en faisons pas partie. Enfin, les États-Unis ont une approche de plus en plus légaliste et réglementaire vis-à-vis des transactions entre les pays de l'Indopacifique et la Chine. Je pense que les perspectives sont pour une intervention progressive beaucoup plus importante des États-Unis dans les relations tant commerciales, que d'investissement, que technologiques. Je pense que les contradictions et les défis de l'Indopacifique seront au premier plan dans ce que je peux entrevoir pour les prochaines années dans cette région.

Les États-Unis ont cherché à persuader la Corée du Sud de rejoindre le cadre du Free and Open Indo-Pacific (FOIP) depuis cinq ans, mais le pays s'est abstenu de tout engagement officiel. Bien que située géographiquement dans la région Indo-Pacifique et possédant une influence significative en tant que démocratie forte, alliée indéfectible des États-Unis et troisième plus grande économie d'Asie orientale, la Corée du Sud a hésité à se joindre en raison de la politique intérieure et des contraintes stratégiques de la politique étrangère. Cependant, le pays a maintenant annoncé le développement formel de sa stratégie Indo-Pacifique d'ici la fin de cette année, qui était très attendue. Le président Yoon a présenté certains éléments clés de la stratégie, notamment le renforcement de l'ordre international fondé sur les règles et construit sur des valeurs universelles, dans le but de créer une région Indo-Pacifique libre, paisible et prospère par la solidarité et la coopération avec l'ASEAN et d'autres nations importantes. L'hésitation de la Corée du Sud à rejoindre l'initiative américaine était principalement due à ses préoccupations concernant la question nucléaire de la Corée du Nord et sa préoccupation pour les affaires inter-coréennes. De plus, soutenir le FOIP aurait compliqué les relations de la Corée du Sud avec la Chine, son plus grand partenaire commercial et un acteur important dans la relation inter-coréenne. L'administration du président Moon a lancé la "Nouvelle politique du Sud", qui recoupe la région Indo-Pacifique, et a réussi à garantir l'autonomie et l'engagement non militaire avec le FOIP. Cependant, avec l'arrivée de l'administration Biden, la position de la Corée du Sud sur l'Indo-Pacifique a commencé à changer. Elle a participé à sa première réunion QUAD plus en mars 2020 et soutenu le cadre FOIP des États-Unis lors du sommet de Washington entre le président Moon et le président Biden en mai 2021, en adoptant les éléments clés de la stratégie Indo-Pacifique du président Biden.



## La gouvernance spatiale : les implications de l'accès mondial aux technologies spatiales



PRÉSIDENT:

**Patrick Nicolet**

Fondateur et partenaire principal de Linebreak SA, ancien directeur des technologies de Capgemini



**Amer Al Ghafri**

Directeur principal du département d'ingénierie spatiale au Centre spatial Mohamed ben Rached à Dubaï

J'ai été honoré de jouer le rôle de président lors de cette session intitulée « La gouvernance spatiale : les implications de l'accès mondial aux technologies spatiales », à l'occasion de la 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference. Une fois de plus, cette session a souligné combien il était impératif que la communauté internationale se rassemble, discute, débâte et fasse la lumière sur des questions très urgentes. Le point important à retenir est que la voie d'une gouvernance spatiale pérenne devrait être mondiale, collaborative et pratique. Les technologies spatiales progressent à un rythme sans précédent dans toute l'histoire du voyage spatial, et l'accès démocratisé à de telles technologies implique non seulement la participation de quelques acteurs prééminents en concurrence, mais également celle de grandes entreprises, de la société civile et d'un ensemble de nouvelles nations. Les technologies spatiales ont beaucoup à offrir pour assurer le bien-être, la sécurité et la prospérité de l'humanité, comme nous avons pu le voir récemment lors du conflit armé russo-ukrainien, ou lors d'opérations de secours et d'assistance après une catastrophe naturelle – ce ne sont là que quelques exemples. Toutefois, c'est bien connu, pour chaque action, il existe une réaction égale et opposée. La troisième loi de Newton ne s'applique pas qu'à la physique ; elle est universelle. Ces nouvelles technologies et leurs applications promettent des merveilles, tout autant qu'elles représentent des menaces sérieuses et concrètes. Les problèmes de cybersécurité, l'utilisation des ressources comme armes et la militarisation de l'espace ne sont que quelques-unes des préoccupations qui doivent être anticipées et traitées, en leur accordant la plus haute importance. Il est nécessaire de confronter ces réalités maintenant ; toute inaction dans ce domaine engendrerait des conflits dans l'espace et aurait de terrifiantes répercussions sur la Terre.

Les Émirats arabes unis considèrent l'espace comme un secteur important et même critique sur la voie d'un objectif encore plus vaste : celui de faire prospérer la science et la technologie, ici, aux Émirats. Nous avons commencé par des satellites d'observation de la Terre, nous nous sommes orientés vers les missions d'exploration spatiale, puis nous avons lancé un programme d'astronautes, et nous disposons désormais de systèmes robotiques qui iront sur la Lune. Nous avons ajouté un autre élément à notre stratégie : l'économie. Par conséquent, les activités et projets spatiaux doivent générer une croissance économique. Habituellement, nous achetons ces technologies auprès de partenaires internationaux, mais nous essayons de faire en sorte que le secteur privé local soit également impliqué et investisse dans nos projets. Cela, tout en veillant à ce que la croissance économique liée au secteur spatial, dans l'avenir, passe d'une dépendance totale envers le financement et le soutien du gouvernement à un financement autonome, avec la participation du secteur privé par le biais de partenariats public-privé. Cette focalisation essentielle sur les capacités à bâtir des ressources humaines, des compétences scientifiques et d'ingénierie était pour nous indispensable. L'un des grands piliers de notre stratégie est la coopération internationale. Nous n'agissons pas ainsi juste parce que nous souhaitons établir des partenariats. En premier lieu, nous ne voulons pas réinventer la roue, mais tirer parti de ce que d'autres ont déjà accompli. En second lieu, un certain degré de coopération internationale est essentiel pour la réussite des programmes spatiaux au niveau mondial, et nous souhaitons souligner cet aspect. Quelles que soient nos activités, elles se déroulent de manière très claire et très transparente. C'est ainsi que les Émirats arabes unis possèdent un projet spatial très clair axé sur le domaine et les applications militaires, et nos forces armées ont participé à des projets par le passé. Nous avons un programme spatial civil très clair et très transparent qui implique le Mohammed Bin Rashid Space Centre (MBRSC) et nombre d'autres entités. Nous avons un secteur spatial commercial très clair, auquel participent Yahsat et bien d'autres acteurs.

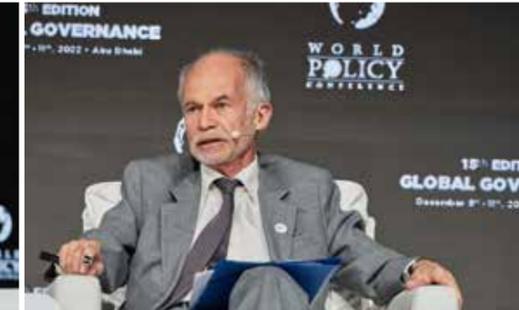


## La gouvernance spatiale : les implications de l'accès mondial aux technologies spatiales



**Kazuto Suzuki**

Professeur de politique scientifique et technologique à l'École supérieure de politique publique de l'Université de Tokyo



**Daniel Andler**

Professeur émérite de Sorbonne Université, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, philosophe



**Meir Sheetrit**

Ancien membre de la Knesset, ancien ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique, ancien ministre de l'Intérieur d'Israël

Aujourd'hui, l'espace 2.0 est caractérisée par la démocratisation et tout le monde participe désormais aux activités spatiales, y compris les Emirats arabes unis, et je pense que ces derniers jouent désormais un rôle très important en tant que plaque tournante de la coopération internationale. Le deuxième est la commercialisation, et ce panel représente beaucoup d'activités commerciales. Le troisième point est la militarisation, l'espace étant désormais utilisé à des fins militaires, et des services commerciaux comme Starlink sont également utilisés pour des services militaires. En revanche, cette militarisation mène au quatrième point qui est la vulnérabilité de ces équipements spatiaux. Je crois qu'il est crucial d'avoir une forme d'Etat de droit pour l'espace aujourd'hui et de s'assurer que nous avons une forme de gouvernance parce que l'espace est tout à fait unique, il n'y a pas de frontières ou de zones interdites ; tout bouge. La seule loi définissant les activités spatiales est la loi de la physique et rien ne permet d'appliquer les règles terrestres. Dès lors, comment gouverner cet espace avec ce nombre croissant d'acteurs du fait de la démocratisation, de la commercialisation et de l'utilisation beaucoup plus complexe de l'espace à des fins diverses ? Ce que nous devons faire, c'est établir les normes pour régir les biens communs mondiaux. Il y en a eu quelques tentatives. Ces exercices d'établissement de normes sont maintenant essentiels, mais qu'on comprend petit à petit que l'espace est un bien commun mondial, de sorte que même les participants à un conflit doivent contrôler l'espace et contrôler leur comportement. Ce qui est intéressant dans le cas de la guerre en Ukraine, c'est que même si la Russie a la capacité de perturber et de détruire les satellites commerciaux et américains qui fournissent des services à l'Ukraine, elle ne l'a pas vraiment fait. Cette nouvelle technologie crée une situation où il n'est plus possible d'abattre ou de perturber les services par satellite. Parce qu'un satellite appartient à un certain pays, une attaque contre un satellite peut donc être qualifiée d'acte de guerre, et par voie de conséquence on peut alors exercer la légitime défense. Sur la base de cette nouvelle technologie, de la constellation de satellites et des préventions des risques, ainsi que des moyens de dissuasion, nous pouvons bâtir des discussions sur les normes au sein du groupe de travail ouvert des Nations Unies.

Il y a un demi-siècle, entre 1967 (Traité sur l'espace extra-atmosphérique) et 1979 (Accord sur la Lune), le Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a produit cinq traités. Ils étaient censés nous protéger de potentielles menaces découlant de l'activité humaine dans l'espace. Considérons pourtant quelques-uns des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui : 1/ L'administration de l'orbite terrestre basse, avec le problème des débris et la concurrence pour accéder aux orbites des satellites ; 2/ La régulation des systèmes militaires et de sécurité situés dans l'espace, en l'absence d'un jus in bello reconnu dans l'espace extra-atmosphérique. 3/ Quelle légitimité à accorder, ou pas, au tourisme spatial. 4/ Le cadre juridique, en matière de propriété, de juridiction, de protection de l'environnement, à imposer à l'exploitation minière des métaux et de l'eau et à la construction sur la Lune, sur Mars ou sur les astéroïdes voisins. 5/ Le sens à donner, ou pas, au projet de terraformation de Mars et à la perspective encore plus lointaine de voyages vers des planètes lointaines, compte tenu de l'impact sur les voyageurs et les colons. Alors qu'une mise à jour des cinq traités et une coopération internationale sur des problèmes tels que la gestion des débris et de l'orbite pourraient être utiles, une délibération éthique beaucoup plus affirmée est nécessaire, impliquant toutes les parties prenantes, dans laquelle tous les facteurs pertinents, y compris les incertitudes et les risques, seront dûment pris en compte. Cette délibération ne doit tenir aucune demande pour acquies (pas même le financement de toutes les recherches sur les projets spatiaux) et doit chercher un équilibre entre les divers intérêts et points de vue.

Une nouvelle invention d'une société israélienne vise à nettoyer l'espace. Avec un investissement compris entre 100 et 200 millions de dollars, la première idée était d'envoyer un satellite qui repousserait les débris dans l'espace lointain. Ensuite, ils ont eu la meilleure idée de construire un satellite qui se déplacerait à proximité de chaque satellite qui aura cessé de fonctionner et le rechargera afin qu'il puisse continuer à fonctionner pendant de nombreuses années sans devenir simplement un déchet spatial. Par conséquent, si nous pouvons réduire le poids des satellites, nous pouvons économiser beaucoup d'argent. Des entreprises privées ont commencé à développer des systèmes de lancement beaucoup moins chers en faisant des choses très spécifiques, par exemple, en utilisant le fait que nous pouvons réduire le poids du satellite simplement en réduisant le poids des vis. Les vis n'ont l'air de rien, mais il y a 100 000 000 de vis dans un satellite, et si nous pouvons économiser un gramme sur chaque vis en la rendant creuse plutôt qu'en métal solide, on peut économiser environ 100 kilogrammes, ce qui, si vous multipliez par 100 000 dollars, signifie que nous économisons beaucoup d'argent. Ces combinaisons ont été développées par une société privée israélienne. Le vol de la Terre à la Lune ne dure pas longtemps et donc on ne peut pas mourir de l'effet des radiations. Cependant, selon la mission Orion, aller de la Lune à Mars prendrait plus d'un an et les radiations pendant cette période tueraient les astronautes. Cet essai est donc essentiel. Par exemple, nous développons les missiles Aero 1, 2, 3 et 4, qui sont capables de voler à des vitesses incroyables hors de l'atmosphère pour intercepter tout missile lancé contre Israël. Aujourd'hui, nous devons utiliser le Dôme de fer pour les intercepter, mais chaque missile coûte quelque chose comme 100 000 dollars, et nous avons donc besoin de millions de dollars pour nous protéger et nous en interceptons 95 %. Avec le faisceau laser, nous pourrions tous les intercepter presque gratuitement car ce n'est qu'un rayon de lumière et peu importe le nombre de missiles lancés contre vous, vous pouvez tous les intercepter. À mon avis, il serait possible de mettre ce genre de missile dans le ciel depuis l'espace pour nous protéger contre des missiles ennemis.



## La gouvernance spatiale : les implications de l'accès mondial aux technologies spatiales



**Patrick Trinkler**  
Fondateur et directeur général de CYSEC



**Geoffrey Bouquot**  
Directeur R&D et directeur de la Stratégie et des Relations extérieures chez Valeo, ancien conseiller technique pour les affaires industrielles au cabinet du ministre de la Défense français



**François Barrault**  
Fondateur et président de FDB Partners, président de l'IDATE DigiWorld

Je vais commencer par présenter l'espace comme évolution 3.0 au lieu de 2.0. Pour moi, il s'agit vraiment de la finalisation de la numérisation du monde, de donner accès à Internet à entre deux et trois milliards de personnes, de pouvoir connecter un milliard d'objets connectés dans le monde. Voilà vraiment le rôle que l'espace aura à l'avenir et il ne suivra pas tant les lois de la physique que les lois de la théorie de l'information. L'espace sera la connexion entre le cloud et les appareils intelligents, la connexion entre le cloud et l'Edge. Il existe deux principaux cas d'utilisation dans l'espace commercial. Le premier concerne les communications et le second, l'observation de la Terre. La communication représente entre 80 et 90 % d'un marché incroyable qui augmente de 20 % par an et où on trouve différents acteurs. Il y a les acteurs traditionnels qui utilisent l'orbite géostationnaire, et qui subissent la pression des nouveaux acteurs de l'orbite terrestre basse, ou OTB, comme Starlink. Pour être compétitifs, ils doivent intégrer de nouvelles technologies comme la communication par liaisons optiques plutôt que par liaisons électromagnétiques. Le résultat est qu'il n'y a plus de latence ou de problèmes de connexion, et vous n'avez pas besoin de demander la permission à un pays avant d'installer une antenne car vous avez la fréquence du pays, ce qui est une évolution majeure. Cependant, seuls quelques pays auront accès à ce type de technologie et à la fourniture de connexions partout dans le monde. C'est pourquoi on peut voir des analogies entre la mise en œuvre de la 5G, avec un acteur comme Huawei qui possède ce type de technologie, et certains risques de problèmes de souveraineté des données. La même analogie existe au sujet de la 5G et de l'accès à ce type de technologie.

Si je devais résumer quelques obstacles techniques que je vois très concrètement en ce moment, le premier serait les normes car vous ne pouvez pas développer ce domaine si vous n'avez pas une gouvernance mondiale qui s'assure que cette technologie développée par Tesla est également disponible lorsqu'elle est développée par un autre constructeur automobile. Nous pouvons voir cela dans les systèmes et la gouvernance 3GPP. D'ici 2030, nous espérons que la 6G offrira les premières applications de la prochaine version des normes et standards, les rendant possibles entre les applications cellulaires et satellitaires. Le deuxième domaine est la rentabilité car, si vous voulez les reproduire et vous assurer que ces puces sont disponibles pour le secteur automobile, vous devez penser en termes de volume. C'est aussi pour cela que j'ai fait le parallèle avec le secteur des smartphones car nous utilisons en fait la même chose, ce qui est selon moi positif dans le sens où l'effet de volume des chipsets pour la fabrication des smartphones s'appliquera en les intégrant dans l'industrie automobile. Enfin et surtout, comme cela a déjà été mentionné, il y a la question du cyberspace. Ces dispositifs qui sont conçus dans une perspective commerciale et civile sont ou pourraient être des menaces très importantes. Prendre le contrôle d'une flotte automatisée deviendrait une arme très intéressante. C'est pourquoi les frontières floues entre les activités civiles et militaires sont cruciales lorsqu'il s'agit d'appareils connectés et je pense que c'est vers cela que nous nous dirigeons tous avec certaines entreprises privées propriétaires de constellations, ce qui soulève les problèmes que vous avez déjà mentionnés. Par conséquent, l'indépendance de la technologie reste la nouvelle frontière, même dans l'espace.

Je me souviens d'être venu à Dubaï en 1995-1996 et d'avoir construit le premier réseau Internet ainsi que le premier accès public au Wi-Fi. Lorsque le Burj Al Arab a été construit, nous avons installé le premier modem car la salle était si grande que la proposition de valeur était de pouvoir passer d'une pièce à l'autre avec un PC. Je suis très heureux de voir l'énorme développement aux Émirats, à Dubaï et à Abou Dabi. Pour ceux qui comme moi ont les cheveux gris, nous avons grandi avec la loi de Moore – où la puissance des ordinateurs doublait tous les 18 mois. Quand on regarde les puces, l'Internet des objets, l'Edge computing dans les voitures et l'espace – et, Patrick, vous parlez du poids – ou les smartphones, on parle aujourd'hui de multiplier par 10 à 1 million d'ici huit ans, ce qui est une révolution totale. Quand je regarde ce qu'a écrit Thierry de Montbrial, « 15 ans d'un monde raisonnablement ouvert », ma mission personnelle dans la vie est de connecter tout le monde parce que je considère que lorsque vous connectez tout le monde 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 de manière omniprésente, alors l'égalité d'accès à la connectivité est très importante. Je parle de l'énergie numérique comme de la nourriture, du gaz, de l'électricité, de toutes les choses qui font vivre. C'est très important à mes yeux et, comme je l'ai dit et le répète parce que cela me donne de l'énergie du matin au soir, ma mission dans la vie est d'aider et de contribuer à diffuser les signaux à tout le monde. Pour conclure, je pense que les satellites présentent des opportunités fantastiques parce que nous sommes passés de la défense et de la surveillance à un accès désormais accessible à tous. La solution sera une sorte d'hybride entre la fibre, la 4G et la 5G et l'accès au satellite et peut-être que je réaliserai mon rêve d'avoir tout le monde connecté comme pour l'eau, la nourriture et l'électricité.



PRÉSIDENT:

**Thierry de Montbrial**

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPI

**Dmytro Kuleba**

Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine

Une importante raison pour laquelle l'Ukraine a non seulement résisté à l'attaque à grande échelle de la Russie, mais est en train de gagner progressivement cette guerre, c'est que nous n'avons jamais compté sur la météo, sur la saison de l'année. Que ce soit l'hiver, le printemps, l'été, l'automne, nous continuons à nous battre car nous défendons notre terre et les enjeux sont très importants pour nous et rien ne peut nous arrêter. Rien ne peut arrêter nos braves soldats ukrainiens et notre brave peuple ukrainien, qui souffrent énormément des attaques régulières de missiles russes sur des infrastructures essentielles, nous privant d'électricité, d'eau et de chauffage. [...] Franchement, comment Poutine finit m'importe peu. C'est au peuple russe de décider. Je me soucie de l'Ukraine, et nous ne demandons rien de plus que ce qui nous appartient historiquement et légalement, c'est-à-dire nos frontières. Par conséquent, pour nous, gagner la guerre, c'est restaurer pleinement l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ce qui signifie en pratique revenir au statu quo qui existait avant février 2014, lorsque la Russie a commencé sa guerre contre l'Ukraine en annexant illégalement la Crimée. C'est la partie non négociable de la victoire. C'est quelque chose qui doit arriver inconditionnellement. Ensuite, il y a une question plus large de la victoire stratégique, non seulement de l'Ukraine, mais aussi de toute la communauté internationale, car l'enjeu en Ukraine concerne tout le monde, le monde entier. Le monde ne peut pas exister si les pays peuvent s'en tirer en violant les frontières internationales, en commettant des atrocités de masse, si ces pays ne respectent pas les règles. [...] Il existe différentes estimations basées sur la capacité militaire et la capacité économique des deux parties, l'impact des sanctions, l'impact des revenus russes du commerce du pétrole et du gaz, sur la stabilité économique en Russie. Il y a énormément de calculs et d'estimations, mais au final, je pense qu'aucun d'entre eux ne soit correct, car il y a aussi un élément de cygne noir qui doit être pris en compte. Tout ne peut pas être prévu mathématiquement. Ce n'est pas ainsi que fonctionne la guerre. Ce que j'ai appris au cours de ces 10 mois de guerre, c'est que la guerre est une combinaison de mathématiques et de philosophie.

## Europe de l'Est, Caucase du Sud et Asie centrale face à la guerre d'Ukraine



PRÉSIDENT:

**Tatiana Kastouéva-Jean**  
Chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifrri



**Roman Vassilenko**  
Vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan



**Olga Rosca**  
Directrice de cabinet du vice Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Moldavie



**Lasha Darsalia**  
Premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie

L'Ukraine est la première victime de l'agression russe, cependant d'autres pays voisins en subissent également de plein fouet les conséquences à différents niveaux, de l'afflux de migrants en provenance de Russie aux pressions énergétiques exercées par Moscou. Tous les pays voisins sont vulnérables vis-à-vis de la Russie. Par exemple, une grande partie du gaz du Kazakhstan est acheminée par le Caspian Pipeline Consortium (CPC) qui traverse le territoire russe. Il subsiste des conflits non résolus en Transnistrie (Moldavie), en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Géorgie), et un grand nombre de russophones vivent dans le nord du Kazakhstan. Par ailleurs, trois décennies après la chute de l'Union soviétique, ces pays empruntent des voies de développement de plus en plus divergentes et affichent une volonté d'émancipation. Il est aujourd'hui très difficile de parler d'espace « post-soviétique » car les nouvelles générations n'ont aucune idée de ce qu'était l'Union soviétique. L'attitude de ces pays à l'égard de l'histoire soviétique et de son influence sur l'identité nationale diffère fortement, comme en témoignent ces deux exemples extrêmes : d'une part, la Russie, où une grande partie de la population est nostalgique de l'Union soviétique et où Staline est le personnage historique le plus populaire ; et d'autre part, l'Ukraine, qui a entamé la décommunisation, démantelé les monuments à la gloire de Lénine et commémoré l'Holodomor, la famine orchestrée par Staline.

Cette guerre, cette guerre si tragique, a un impact considérable sur le Kazakhstan également. Vous avez mentionné plusieurs pans de notre économie et de notre société qui ont été affectés par la guerre. Je citerais notamment la perturbation des chaînes de transport et de logistique traditionnelles et technologiques, l'inflation extrêmement élevée de près de 20 % déjà cette année ou l'afflux d'environ 100 000 citoyens russes au Kazakhstan, qui a également eu un impact sur notre marché du travail. Face à cette situation, notre approche s'articule autour de trois axes d'action. Le premier axe est la mise en place d'institutions politiques plus fortes. En réaction aux troubles qui ont agité le Kazakhstan au début de cette année, notre Président a décidé de passer à la vitesse supérieure en termes d'introduction de réformes politiques. Nous avons donc la volonté de renforcer nos institutions politiques et le mandat du Président et, d'une manière générale, de mettre en place un système politique plus efficace, ce qui permettra, selon nous, de renforcer le pays à l'avenir. Le second axe d'action est une économie plus forte et plus diversifiée, moins dépendante des hydrocarbures, lesquels hélas restent, 30 ans après le début du développement indépendant, le principal moteur de notre économie ; et la construction d'un réseau plus diversifié et plus robuste de routes de transport international qui ne repose pas uniquement sur le corridor nord via la Russie, aussi bénéfique, directe et rapide qu'il ait pu être. En effet, celui-ci a connu son lot de perturbations et une réduction de 40 % des marchandises transportées rien que cette année. C'est pourquoi, nous développons actuellement avec l'UE le corridor médian. Ce sera le projet de la prochaine décennie dont l'objectif est d'établir des connexions avec l'Europe à travers la mer Caspienne et le Caucase du Sud, y compris l'Azerbaïdjan et la Géorgie, puis la Turquie. Le troisième axe d'action vise à renforcer les institutions internationales. Nous sommes tout aussi attachés que par le passé au multilatéralisme et aux institutions que nous avons mis en place dans notre région et dans le monde.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine affecte la Moldavie de manière dramatique. Rien n'est comparable aux souffrances endurées par l'Ukraine, mais en Moldavie, la guerre à nos portes affecte chaque personne. À deux reprises déjà, des fragments de missiles ont atterri sur notre territoire. Des missiles russes ont violé notre espace aérien. Lorsque la Russie bombarde les infrastructures vitales de l'Ukraine, nous subissons des coupures de courant. Une fois déjà, le pays tout entier a été plongé dans le noir. L'énergie est utilisée comme une arme dans le cadre d'une guerre hybride. La société russe Gazprom a réduit de moitié l'approvisionnement en gaz naturel de la Moldavie. Cela a également mis en péril notre accès aux sources traditionnelles d'approvisionnement en électricité. Nous avons été contraints de nous tourner vers le marché européen et d'acheter l'électricité et le gaz aux prix européens, ce qui est tout simplement prohibitif pour le budget de notre État et pour notre population. Au cours des 12 derniers mois, le prix du gaz a été multiplié par sept et celui de l'électricité par quatre. Nous cherchons évidemment à mettre en place des dispositifs sociaux pour amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur la population, mais il faut ajouter à cela l'explosion des prix d'absolument tous les produits, notamment à cause du blocus d'Odessa, qui a perturbé toutes nos chaînes d'approvisionnement. Nos agriculteurs ont également perdu l'accès aux marchés. Notre action vise à renforcer la résilience dans les trois domaines suivants. Dans le domaine de la sécurité, nous modernisons notre défense, en collaboration avec nos partenaires. Dans le domaine de l'énergie, nous investissons dans notre sécurité énergétique. Nous travaillons actuellement à connecter le réseau électrique moldave au réseau européen. Et puis, bien sûr, sur le plan économique, nous envisageons un accès progressif au marché unique de l'UE, une libéralisation plus poussée, afin de montrer aux citoyens moldaves que l'intégration européenne fonctionne, et qu'elle fonctionne maintenant, et qu'ils peuvent commencer à en bénéficier dès maintenant, avant l'adhésion pleine et entière de la Moldavie.

Pour commencer, je voudrais parler des réfugiés ukrainiens et ensuite des réfugiés en provenance d'autres pays. Je tiens simplement à dire que la Géorgie apporte un fort soutien à l'Ukraine sous de multiples formes, l'une d'elles étant l'aide du gouvernement géorgien aux réfugiés ukrainiens qui se trouvent sur son sol. Ils sont plusieurs dizaines de milliers, ce qui représente en fait un petit nombre, et bénéficient de différents programmes de soutien, par exemple, plusieurs écoles géorgiennes dispensent des cours en ukrainien aux enfants ukrainiens. Mais je tiens surtout à souligner que beaucoup d'Ukrainiens, surtout au début de la guerre, qui se trouvaient en Russie et étaient dans l'incapacité de rentrer en Ukraine, sont venus en Géorgie, et nous continuons bien entendu à les soutenir. Concernant les personnes en provenance de Russie ou d'autres pays, il convient de préciser plusieurs points. Tout d'abord, il est important de comprendre que les citoyens de Russie se divisent en différents groupes. Vous n'êtes pas sans savoir que la Russie compte une importante diaspora géorgienne, représentant environ 800 000 personnes selon différentes statistiques, or la Géorgie ne compte que 3,7 millions d'habitants à titre de comparaison. Il s'agit de personnes parties vivre en Russie dans les années 1990. Je ne parle pas de ces diasporas traditionnelles remontant à plusieurs siècles. Beaucoup de ceux qui arrivent ici sont donc des Géorgiens de souche, qui ont encore des liens avec la Géorgie. Voici pour le premier groupe. L'autre groupe est essentiellement constitué de personnes originaires des autres pays voisins de la Géorgie, notamment des Arméniens de souche, des Azerbaïdjanais de souche, etc. Une grande partie de ces personnes fuient le régime en place et d'autres ne font que transiter par la Géorgie. Les deux tiers des personnes entrées en Géorgie repartent dans un délai de deux ou trois semaines. Nous sommes conscients que cela peut présenter un certain risque, mais sur le moment, le plus important pour la Géorgie était de gérer cette situation.

# 15<sup>th</sup> EDITION GLOBAL GOVERNANCE

December 9-11, 2022 • Abu Dhabi

SESSION 12 • SAMEDI 10 DÉCEMBRE • 15:00 – 15:30



INTERVIEWER:  
**Mina Al-Oraibi**  
Éditrice en chef à  
*The National*



**Khaldoon Khalifa Al Mubarak**  
Président de l'Autorité des affaires exécutives,  
directeur général du groupe Mubadala

Plus de cinquante années de politiques nationales ont guidé notre trajectoire de diversification économique et de leadership énergétique mondial. Certains se sont demandé pourquoi l'un des plus grands pays producteurs de pétrole et de gaz plaçait l'énergie propre et la durabilité au cœur de ses projets économiques. Nous connaissons cependant l'importance et l'opportunité d'agir tôt, ce qui a permis à Mubadala d'établir Masdar il y a seize ans. Aujourd'hui, les Emirats arabes unis abritent trois des plus grandes centrales solaires les moins chères au monde. Près de 25 % de nos besoins en électricité sont satisfaits grâce à l'énergie propre, et nous avons des projets d'énergie propre dans 70 pays.



PRÉSIDENT:  
**Thierry de Montbrial**  
 Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



**Anwar Gargash**  
 Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis

Je pense qu'il est très réducteur et très simpliste de dire que les Émirats arabes unis sont neutres vis-à-vis de l'Ukraine. Les Émirats arabes unis ne le sont pas. Les Émirats arabes unis sont touchés par la crise en Ukraine et tentent de trouver le juste équilibre entre ses principes et la nécessité d'une solution politique et de la fin de la guerre d'Ukraine. Par conséquent, nos principes, où nous sommes, notre taille, notre région, vous disent que l'utilisation de la force dans les conflits internationaux est quelque chose qui nous inquiète beaucoup. Je pense que cette région aujourd'hui est davantage préoccupée par quatre ou cinq menaces spécifiques. D'abord le terrorisme : nous gardons les yeux ouverts sur l'Afghanistan et d'autres endroits, y compris sur le Yémen, car cela reste une menace majeure. Ensuite, le cyberspace, parce que nos sociétés se modernisent. Enfin, les drones et les missiles : l'Arabie saoudite a été la cible de plus de 1 000 missiles et drones, pour la plupart d'origine iranienne et utilisés par les Houthis. Cependant, malheureusement, cette question n'a pas vraiment été propulsée au rang de problème majeur tant que ces armes n'avaient pas pénétré sur le théâtre ukrainien. Puis, soudain, le monde a redécouvert ce problème, alors que nous l'avions vu comme une menace majeure à d'autres moments. Il y a aussi la sécurité des voies maritimes, que ce soit pour l'énergie ou que ce soit pour le commerce et les échanges. Nous sommes un pays qui a toujours coopéré globalement avec les occidentaux, et plus particulièrement les États-Unis, dans sa vision de la sécurité, non seulement pour les Émirats arabes unis, mais aussi pour la région. Est-ce que cette coopération est garantie pour les 30 prochaines années ? Est-ce qu'elle existera ? Est-ce qu'elle va être explicite ? Si elle existe et qu'elle est explicite, alors c'est une pierre angulaire majeure pour les 30 prochaines années, mais si elle n'existe pas et qu'elle n'est pas explicite, cela signifie que beaucoup de pays de la région devront s'adapter.



# 15th GLOBAL GOVERNANCE December 9-11



PRÉSIDENT:  
**Friedbert Pflüger**  
Directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH



**Philippe Chalmin**  
Fondateur du Cercle Cyclope, professeur à Paris-Dauphine, consultant auprès d'organismes internationaux (OCDE, CEE, CNUCED)

Les matières premières critiques sont essentielles pour le développement économique et technologique. Aujourd'hui, les matières premières critiques comprennent le lithium, le cobalt, le graphite, le nickel, les terres rares et le platine. Ces matériaux sont essentiels pour les batteries, les technologies éoliennes et l'hydrogène. Cependant, le passage à la transition énergétique a été fait sans considération pour la planification d'achat, conduisant à la Chine étant le principal producteur de 80 % des panneaux solaires et des batteries. La demande de lithium, de graphite, de cobalt et de nickel dans les cathodes pour les batteries devrait augmenter respectivement de 490 %, 554 %, 172 % et 96 % d'ici 2030. Le cuivre est également très demandé pour la transmission d'électricité. Cependant, l'exploitation minière de ces matériaux est un défi en raison de la dépendance à certaines régions, telles que le « triangle de lithium » en Argentine, en Bolivie et au Chili, et la République « démocratique » du Congo, qui produit 60 % du cobalt. Le défi ne réside pas dans les réserves, mais dans le processus d'extraction minière, qui nécessite des investissements importants. Le monde a besoin d'environ 160 milliards de dollars d'investissement dans l'exploitation minière chaque année, mais en 2020, seulement 80 milliards de dollars ont été investis. De plus, l'ouverture d'une mine est difficile dans de nombreux pays en raison des préoccupations environnementales. Par exemple, la Serbie possède les plus grandes réserves de lithium en Europe, mais il est difficile d'ouvrir une mine en raison des obstacles environnementaux. En conclusion, les matières premières critiques sont essentielles pour l'avancement technologique et la demande pour celles-ci devrait augmenter considérablement dans les années à venir. Cependant, l'extraction minière de ces matériaux est un défi en raison de la dépendance à certaines régions et de la difficulté d'ouvrir des mines. Des investissements sont nécessaires pour répondre à la demande, mais les préoccupations environnementales rendent l'ouverture de mines difficile dans de nombreux pays.

SESSION 14 • SAMEDI 10 DÉCEMBRE • 16:00 – 17:00

## Les matières premières critiques – Comment garantir les ressources indispensables à nos industries ?



**Jonathan Cordero**  
Responsable du développement d'entreprise chez Eurasian Resources Group



**Ingvil Smines Tybring-Gjedde**  
Directrice non exécutive chez Norge Mining, ancienne Secrétaire d'État pour le ministère du Pétrole et de l'Énergie de Norvège



**Peter Handley**  
Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la Direction générale du marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME de la Commission européenne

Nous sommes à l'aube d'un supercycle des matières premières qui devrait durer une décennie et, malgré quelques revers récents et quelques perturbations cette année, les fondamentaux n'ont jamais été aussi solides. Pourtant, notre industrie est confrontée à de nombreux défis tels que l'épuisement des ressources, la dégradation des teneurs, l'arrêt inéluctable des mines existantes, et le fait qu'il n'existe pas de garantie de continuité d'exploitation dans notre industrie. Les marchés financiers ne fournissent pas aux sociétés minières juniors des capitaux suffisants pour prendre des risques entrepreneuriaux et prospecter des territoires inexploités afin de faire les découvertes tant nécessaires. Du fait de l'importance grandissante de la dimension ESG pour les investisseurs, les fonds ne vont pas aux projets miniers qui doivent être développés dans des pays tels que la République démocratique du Congo. Si les investisseurs ne veulent pas admettre que les matières premières critiques ne proviendront pas des pays du G7, les importantes mines qui doivent être développées continueront d'être laissées de côté et ne seront pas mises en exploitation, mettant en péril tous nos projets et nos grandes missions. Nous sommes également confrontés à des goulets d'étranglement logistiques qui sont exacerbés par les tensions géopolitiques. Notre industrie peine également à attirer les jeunes talents face à la concurrence d'entreprises technologiques brillantes, de la découverte spatiale ou du secteur financier. Notre industrie peine à s'adapter aux nouvelles technologies et à innover rapidement. Nous sommes à la traîne et réputés pour notre aversion au risque. Enfin, nous avons encore beaucoup à apprendre en matière de marketing. Beaucoup de gens ignorent que dans les pays et les communautés hôtes où nous sommes présents, nous sommes souvent le seul employeur et nous assumons nos responsabilités à l'égard des populations. C'est nous qui avons apporté l'électricité et l'eau, et construit les routes, les écoles et les hôpitaux, et souvent les stades. Redonnons à l'industrie minière ses lettres de noblesse.

La solution semble évidente : à court terme, les centrales à charbon sont rouvertes et la durée de vie des centrales nucléaires est prolongée ; à plus long terme, les centrales éoliennes, les centrales solaires et les usines de batteries prendront encore plus d'importance. Le paradoxe est que l'Europe va passer d'un système d'énergies fossiles à un système d'énergies renouvelables, avec le risque que ce nouveau système énergétique soit beaucoup plus dépendant de la Chine et de la Russie que le système actuel. En effet, un système d'énergies renouvelables est fortement dépendant des matières premières qualifiées de critiques par l'UE et sans lesquelles l'économie européenne connaîtrait un arrêt brutal. Le virage vert accroît ce type de dépendance et, une centrale éolienne est neuf fois plus gourmande en matières premières minérales qu'une centrale à gaz équivalente et une voiture électrique l'est six fois plus qu'une voiture alimentée par des combustibles fossiles. Ces matières premières minérales ne sont pratiquement pas exploitées en Europe. La Russie et la Chine sont les principaux exportateurs et la crise engendrée par l'invasion de l'Ukraine n'est un secret pour personne. J'espère que cela n'arrivera pas, mais en cas de conflit avec la Chine, les exportations chinoises de MPC deviendront une arme puissante. Le continent pourrait se retrouver plongé dans une crise qui serait sans commune mesure avec la crise énergétique actuelle. La lutte pour l'accès aux matières premières minérales relève également de la politique étrangère et de la politique de sécurité, et c'est un conflit auquel l'Occident est mal préparé. L'Occident est encore plus dépendant des matières premières minérales russes et chinoises que de l'énergie russe et chinoise.

L'UE a pris conscience du danger imminent auquel elle s'expose si elle ne parvient pas à atteindre ses objectifs énergétiques et climatiques, ainsi que ses objectifs dans les domaines de la défense, de l'aérospatiale et du numérique. Dans cette optique, elle doit tout mettre en œuvre pour se défaire de ses dépendances stratégiques à l'égard d'un nombre bien trop réduit de fournisseurs étrangers pour de nombreuses matières premières critiques à différentes étapes de la chaîne de valeur. Le but est d'identifier les éléments les plus préoccupants et de prendre les mesures nécessaires. Nous nous concentrerons sur les matières premières qui sont particulièrement stratégiques pour les technologies que l'UE a décidé de développer rapidement pour la transition énergétique, la transformation numérique et la sécurité. Nous voulons que l'exploitation minière soit durable et conforme aux normes ESG les plus strictes. Nous voulons renforcer les étapes de raffinage et de métallurgie de la chaîne de valeur et récupérer les matières premières critiques à partir des déchets miniers. Nous travaillons sur des outils d'investissement et réfléchissons au moyen de rationaliser les autorisations sans affaiblir les protections environnementales et sociales. Nous entendons établir des normes européennes et fixer des objectifs ambitieux en matière de recyclage et de circularité. Nous avons négocié deux partenariats stratégiques. Le premier avec le Canada a déjà donné lieu à un grand nombre d'investissements importants et le deuxième avec l'Ukraine, que nous utiliserons pour aider à reconstruire l'économie du pays. Lors de la COP 27 cette année, la présidente von der Leyen a signé des partenariats stratégiques sur les matières premières critiques avec le Kazakhstan et la Namibie. Outre celui avec la Norvège qui est sur le point d'être finalisé, nous venons d'entamer des discussions avec le Groenland et d'autres partenariats stratégiques verront le jour dans le courant de l'année 2023. Nous travaillons également avec des partenaires internationaux dans le cadre du Partenariat pour la sécurité des minéraux (Minerals Security Partnership) afin de co-investir dans des projets durables sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en particulier en Afrique et en Amérique latine. Enfin, nous prenons part aux nouveaux travaux de l'AIE sur les minéraux critiques, portant sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la transparence du marché et le stockage stratégique.

# 15<sup>th</sup> EDITION GLOBAL GOVERNANCE

December 9-11, 2022 • Abu Dhabi



## Covid-19 et menace de nouvelles pandémies : perspectives



PRÉSIDENT:

### Michel Kazatchkine

Conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève



### Antoine Flahault

Directeur de l'Institut de Santé globale à l'Université de Genève, directeur adjoint de la Swiss School of Public Health, ancien directeur et fondateur de l'EHESP Haute école de Santé publique



### Juliette Tuakli

Directrice générale et directrice médicale du groupe médical CHILDAccra, présidente sortante de United Way Worldwide, ambassadrice de Mercy Ships Africa

Covid-19 est la pire crise sanitaire et socio-économique combinée de mémoire d'homme. En un peu moins de trois ans, le Covid-19 a infecté au moins 250 millions de personnes dans le monde et généré un bilan mondial estimé entre 14 et 17 millions de personnes décédées. Au plus fort de l'épidémie, 90 % des enfants du monde n'étaient pas en mesure d'aller à l'école et une perte de production de 22 000 milliards de dollars devrait être enregistrée au cours de la période 2020-2025, le choc le plus profond pour l'économie mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. En novembre 2022, au moins 125 millions de personnes étaient plongées dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie. La pandémie n'est pas terminée. En ce moment même, les hospitalisations augmentent à nouveau, du moins en Europe et aux États-Unis. La pandémie continue d'avoir un impact profond sur les vies et les moyens de subsistance alors que les économies commencent lentement à se redresser au moins dans les pays les plus riches, mais continuent de faiblir dans les pays à faible revenu. Notre séance d'aujourd'hui a trois objectifs : 1/ discuter de la situation actuelle de la pandémie et de la possibilité de construire des scénarios épidémiologiques à court et moyen terme ; 2/ entendre trois perspectives régionales ; 3/ examiner comment d'autres menaces de pandémies pourraient survenir à tout moment, en particulier avec les possibilités croissantes de contacts entre animaux et humains au niveau mondial [...] L'une des premières leçons que nous avons apprises du Covid-19 était que le monde n'était pas préparé et que les investissements dans la préparation avaient été beaucoup trop faibles au fil des ans. Ensuite, la façon dont nous pensions pouvoir mesurer l'état de préparation d'un pays s'est avérée fautive. Il existe un soi-disant indice de préparation mondiale qui a montré que les États-Unis étaient parmi les pays les mieux préparés au monde, mais c'était l'un des pays qui n'a absolument pas su répondre à la pandémie. Nous devons non seulement investir fortement dans la préparation maintenant, y compris dans la science, l'industrie et les autres réseaux, mais nous devons revoir totalement la façon dont nous surveillons la préparation et nos indicateurs.

En conclusion, l'année 2020 aura connu deux vagues. Ce fut l'année de la surprise créée par l'émergence d'un nouveau coronavirus frappant toute la population de la planète. L'année de la peur aussi. La riposte fut plus ou moins coordonnée, mais ses contours furent nécessairement « moyenâgeux ». Ce fut l'heure des confinements, des quarantaines et des couvre-feux. L'année 2021 connut aussi deux vagues pandémiques. Elle fut cependant celle de l'espoir suscité par l'arrivée de 12 nouveaux vaccins sur le marché mondial, et de traitements prometteurs pour les plus vulnérables. La plus grande partie du monde a alors basculé dans une ère plus moderne dans les méthodes de lutte contre cette pandémie. Durant la seule année 2022, cinq vagues survinrent. Et pourtant, le Président Joe Biden des États-Unis assurait paisiblement que la pandémie était terminée, et le Directeur Général de l'OMS croyait aussi voir la ligne d'arrivée à la fin de l'été. La réalité qui nous rattrapait était que non seulement la pandémie n'était pas finie, mais plutôt qu'elle s'accélérait. La population montrait des signes inquiétants de fatigue, le personnel de santé était épuisé. Il était de plus en plus difficile de demander des efforts de protection collective ou individuelle. Même la Chine, au gouvernement autoritaire, connu à l'automne des mouvements sociaux et manifestait son profond mécontentement vis-à-vis de la gestion de la pandémie. Que sera 2023 et les années suivantes ? Combien de vagues surviendront et selon quel scénario ? Qu'émergera-t-il de la « soupe » de variants et quels seront leurs impacts sur la population et l'économie mondiale ? Et enfin quelles leçons saurons-nous retenir des premières années de cette pandémie ? Là aussi, cela semblait encore trop tôt pour le dire.

Nous avons tiré plusieurs leçons de la pandémie de Covid en Afrique, notamment en observant ce qui se passait ailleurs et en nous penchant sur nos propres ressources. Je crois qu'une leçon majeure a été la reconnaissance de la nécessité d'une volonté politique forte et d'une focalisation sur les systèmes de santé publique de chaque pays. Nous avons aussi trouvé une plus grande unité d'objectifs parmi les pays africains. L'accent était mis sur l'aspect régional, mais aussi sur une approche panafricaine qui, nous a également été très utile dans le domaine médical. La nécessité de renforcer nos propres capacités a certainement été reconnue, ce qui a heureusement été soutenu par les décisions des agences internationales de construire des réponses vaccinales africaines comme bien public mondial. Bien sûr, comme beaucoup d'entre vous s'en souviennent peut-être, c'était en partie en réponse à la déception face au manque de livraison des vaccins qui avaient été promis. Au final, nous avons reçu à peine un tiers des vaccins promis, donc nous nous sommes vite rendu compte de la nécessité de changer de cap. [...] Nous avons développé des installations pour la production de vaccins. Certaines installations existantes étaient disponibles, mais elles ont été considérablement renforcées et améliorées dans six pays africains. Nous avons 12 installations basées principalement en Algérie, en Égypte, au Maroc, au Sénégal, au Rwanda et en Afrique du Sud et leur rendement a été particulièrement efficace et fiable. L'African Vaccine Acquisition Trust (AVAT), a également été créé et ne s'est pas seulement concentré sur la fabrication de vaccins, mais aussi sur celle de tests, de traitements et d'équipements de protection, même si chaque pays, a fait ce qu'il pouvait localement, et certainement le Ghana a fait beaucoup à cet égard. Le CDC a également assuré le développement d'une chaîne d'approvisionnement médical en Afrique pour les produits pharmaceutiques. Celle-ci est actuellement basée au Rwanda et a été très efficace grâce au financement et au soutien de nombreux organismes, dont l'Union africaine, la Banque africaine de développement, le PEPFAR et l'OMS, pour n'en citer que quelques-uns.



## Covid-19 et menace de nouvelles pandémies : perspectives



**Maha Barakat**  
PDG du Frontline Heroes Office et conseillère principale chez Mubadala



**Qiao Yide**  
Vice-président et Secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation



**Christian Bréchet**  
Président du Global Virus Network, doyen associé principal pour la recherche dans les affaires mondiales et vice-président associé pour les partenariats internationaux et l'innovation de l'USF Health Morsani College of Medicine, ancien président de l'Institut Pasteur

Comment les Émirats arabes unis ont-ils géré la pandémie de Covid-19 et comment leur réponse a-t-elle aidé d'autres régions et pays de la Méditerranée orientale ? Le pays a eu un million de cas de Covid diagnostiqués par test PCR au cours des presque trois dernières années, donnant un taux de létalité moyen d'environ 0,2 %. Le leadership avisé et haut niveau a été crucial dans la réponse du pays, en coordonnant la réponse nationale de manière transparente. Les autres piliers de la réponse incluent un programme national complet de prévention et de contrôle des infections, des tests de laboratoire, une vaccination efficace, ainsi que la mobilisation urgente et essentielle des ressources, y compris la priorité du budget national pour le Covid, la mobilisation et la fourniture d'équipements aux hôpitaux en cas de besoin et la mobilisation des équipes en cas d'urgence avec un préavis très court. Les Émirats arabes unis ont effectué 200 millions de tests PCR au cours des trois dernières années et ont commencé des essais cliniques sur la vaccination dès l'été 2020, avec une utilisation d'urgence de la vaccination en septembre de la même année. En juin 2022, les Émirats arabes unis avaient atteint une vaccination à 100 % de leurs groupes cibles. L'année dernière, la construction d'une usine locale de fabrication de vaccins a commencé, produisant 200 millions de doses de vaccins, qui soutiendront non seulement les Émirats arabes unis, mais aussi la région de la Méditerranée orientale, l'Afrique et d'autres pays dans le besoin.

Je voudrais partager mon point de vue sur ce qui se passe en Chine, l'expérience et les leçons que l'on peut tirer de la Chine pour faire face à l'avenir à une maladie X ou un virus inconnu. Premièrement, la transparence devrait être le premier principe pour faire face à un virus inconnu ou à une maladie X à venir. Deuxièmement, l'action doit être effectuée rapidement, je voudrais dire que la rapidité d'action est très importante. Troisièmement, la séparation physique et sa forme extrême, le confinement, est efficace au début pour empêcher la propagation du virus. Plus on agit rapidement, plus ce sera efficace et plus la portée pourrait être réduite. Quatrièmement, la flexibilité et la sensibilité sont nécessaires pour faire face aux variations d'un virus et différentes mesures doivent être prises pour différents variants. Le dernier point est que la sensibilisation du public au virus ou à la maladie X est également très importante. Maintenant, je suppose que le gouvernement chinois devrait faire plus pour aider le public à comprendre ce qui se passe, sinon cela créera de graves conséquences et il se peut qu'une vague d'infection se produise en Chine. Je pense que le gouvernement chinois va commencer à le faire.

Les progrès scientifiques et technologiques n'auront aucun impact si on manque de capacités locales. Il est très frappant de constater que nous disposons de tous les outils : nous bénéficions de l'épidémiologie moderne basée sur la combinaison de la biologie moléculaire et des tests immunologiques. Nous avons les capacités bio-informatiques et biostatistiques pour collecter les données, les partager et les analyser. Nous pouvons analyser les échantillons d'eaux usées qui fournissent d'excellentes informations sur la survenue d'une épidémie. Nous avons des satellites. Mais en réalité, rien de tout cela n'est vraiment efficace si nous n'avons pas de capacités, sur site, dans les zones géographiques vulnérables. Les capacités, ce sont les ressources humaines, la formation, les équipements et les infrastructures nécessaires. Nous devons améliorer notre capacité de réaction rapide. Nous savons tous à quel point le développement des vaccins à ARN contre le Covid-19 a été un succès, il aura fallu moins d'un an ! Mais nous devons être encore plus préparés, en particulier pour le développement des tests antiviraux et des tests diagnostiques. Cela implique des coalitions et des réseaux entre chercheurs et partenaires industriels, de nouvelles règles concernant la propriété intellectuelle et des incitations financières conséquentes. La coalition pour la préparation épidémique et l'innovation a été un progrès pour les vaccins, mais n'est toujours pas suffisante pour de nombreuses raisons, et nous manquons de soutien pour les tests antiviraux et les tests diagnostiques. En fait, je suis intimement persuadé que l'importance des diagnostics a été très sous-appréciée lors de la crise du Covid-19. Les progrès technologiques, les applications numériques, l'intelligence artificielle dans ce domaine sont impressionnants et pourtant nous ne tirons pas complètement avantage de ces progrès. Une fois encore, cela signifie des incitations financières, de la volonté politique, des réseaux et des consortiums entre chercheurs et industriels.



## La gouvernance mondiale et la santé publique



PRÉSIDENT:

**Michel Kazatchkine**

Conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève



**Anders Nordström**

Ambassadeur pour la Santé mondiale auprès du ministère des Affaires étrangères de Suède



**Lionel Zinsou**

Cofondateur et coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président de PAI Partners

Les problèmes de gouvernance de la santé et pour la santé ont pris une importance toute particulière dans l'agenda international avec la pandémie de Covid-19, ne fût-ce qu'en raison de la dimension géopolitique croissante de la santé mondiale. De nouveaux défis sont apparus en lien avec le nationalisme vaccinal, la diplomatie des vaccins et des masques, l'accès aux chaînes d'approvisionnement et la renonciation aux droits de propriété intellectuelle. À mesure que la pandémie progressait, la santé a cessé de relever du « soft power » pour devenir un enjeu économique et sécuritaire crucial, occupant une grande partie des délibérations des sommets régionaux, tels que ceux du Conseil de l'Europe, du G20, du G7 et de l'Organisation mondiale du commerce. [...] Des discussions et des négociations ont été lancées pour préparer les pays à la riposte aux pandémies. D'abord, des négociations multilatérales ont été entamées à Genève pour réviser la réglementation sanitaire internationale et établir un nouveau traité contraignant sur les pandémies. Ensuite, les États-Unis, avec d'autres pays et la Banque mondiale, ont créé un nouveau mécanisme de financement en cas de pandémie. Troisièmement, l'Assemblée générale des Nations Unies sa convoqué une séance extraordinaire sur la préparation et la riposte aux pandémies qui aura lieu en 2023. Les résolutions prises pendant cette session sont attendues avec impatience pour orienter les discussions et les négociations en cours. Des changements structurels, institutionnels et politiques sont également en cours au niveau régional, comme la création de l'Agence africaine du médicament par l'Union africaine. Tous ces efforts visent à préparer les pays à mieux faire face aux pandémies futures.

En conclusion, cette pandémie n'est pas seulement affaire de virus et d'accès aux vaccins. Cette pandémie a affecté les économies, des gens ont perdu leur travail, des enfants n'ont pas eu accès à l'école, et nous n'avons pas encore subi l'impact de toutes ces carences. Pour l'avenir, nous devons réfléchir et nous assurer que des systèmes sont en place dans les pays, ainsi que des engagements à tous les niveaux, national, régional, mondial. Il ne s'agit pas uniquement de nous concentrer sur l'accès aux vaccins, mais de veiller à ce que les systèmes nationaux puissent également faire face à des défis plus vastes, car c'est ce qui est apparu lors de cette pandémie. Je ne peux m'empêcher de mentionner un autre point, peut-être un peu inattendu : la nutrition. Durant la pandémie, l'un des facteurs critiques de la réussite des politiques, du point de vue des pertes humaines, a été le taux d'obésité. Aux États-Unis, l'obésité a été le facteur de risque le plus important. Les discussions actuelles tournent autour du climat et des mesures à prendre concernant l'évolution de notre système alimentaire, mais la santé est un facteur, et l'épidémie d'obésité est la plus importante épidémie mondiale à l'heure actuelle. Cela donne matière à réflexion et montre que la situation dépasse le simple virus.

L'Afrique n'est rien en matière de production, de distribution, d'administration et de capacité d'accès aux médicaments, aux traitements et aux équipements. Cela fait beaucoup. Même si l'utilisation des vaccins en Afrique est devenue importante, 1 % de ces vaccins sont produits par l'Afrique elle-même. Même s'il y a un développement important et récent des traitements et de la consommation de médicaments, 95 % des consommations de médicaments sont importés sur le continent africain. C'est évidemment un record. En revanche, il y a des sujets proches du crime organisé. D'après l'OMS, 40 % des volumes de faux médicaments dans le monde concernent le continent africain. Clairement, le système de santé publique, qui n'est pas simplement l'administration des soins, mais aussi la prévention, la répartition pharmaceutique, l'accès aux médicaments et l'équipement, reste profondément défaillant. Pour vous donner une idée, le marché pharmaceutique mondial est de l'ordre de 1 400 milliards de dollars. Le marché du médicament et de l'industrie pharmaceutique en Afrique est un peu inférieur à 1 milliard de dollars. On est très en dessous d'un milliard pour un continent qui rassemble 18 % de la population du monde. On est véritablement devant des chiffres qui indiquent une situation extrêmement préoccupante. Pourtant, quels sont les éléments prometteurs ? Ils sont précisément dans l'évolution de la gouvernance. On avait la chance d'avoir en 2020, comme président de l'Union africaine, le président du pays le plus avancé, quels que soient les paramètres, en termes d'équipements, d'accès aux soins, de laboratoires et de répartition pharmaceutiques. Indépendamment de la gouvernance de santé publique, donc une réponse rapide, dans le domaine de la dette et dans le domaine des conséquences économiques de la pandémie, il y a eu des réponses également rapides et efficaces. Michel Sidibé est chargé de créer l'Agence africaine du médicament, qui va être un progrès très important.



# La gouvernance mondiale et la santé publique



**Haruka Sakamoto**  
Project Researcher au Department of Global Health Policy de l'Université de Tokyo, Senior Fellow du National Graduate Institute for Policy Studies



**Farida Al Hosani**  
Porte-parole officielle du secteur de la santé des Émirats arabes unis



**Jacques Biot**  
Administrateur de sociétés et consultant senior dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle, ancien président exécutif de l'École Polytechnique de Paris

Il est important de déterminer comment établir et diversifier un système de chaîne de valeur qui peut être complété dans des pays idéologiquement proches. Je répète incessamment qu'il n'est pas possible de gérer la chaîne de valeur complète des CMM au sein d'un seul et unique pays. L'accès aux vaccins est un problème qui affecte directement la vie de chaque citoyen pour n'importe quel pays, c'est donc un problème sécuritaire important dont les risques géopolitiques devraient être réduits au maximum lors de la sécurisation des CMM. Par exemple, à l'heure actuelle, les matières premières pour tout type de médicaments dépendent principalement de la Chine et de l'Inde. En d'autres termes, il est difficile aujourd'hui de compléter la chaîne de valeur pharmaceutique sans ces deux pays. Il va devenir de plus en plus important d'organiser ou de diversifier les chaînes de valeur dans des pays alliés, tout en prenant en compte le coût et l'impact environnemental d'une telle démarche. [...] La pandémie de Covid-19 a fait émerger une tendance en faveur du déplacement de la coordination depuis le niveau mondial vers le niveau régional. De façon générale, pour la gestion des pandémies et même dans la R&D pour de nouvelles CMM, on attend à présent une gestion régionale conjointe. Sur la notion d'entité régionale, j'attire votre attention sur le fait qu'en Asie, où se trouve le Japon, il est compliqué d'établir un centre régional unique. L'OMS par exemple, qui possède six bureaux régionaux, en compte deux en Asie, pour des raisons politiques et historiques. En outre, l'Asie est composée de grands pays en termes de population et d'économie, comme le Japon, la Chine, la Corée et l'Inde, qui jouxtent des plus petits pays avec une population réduite, comme les nations insulaires. Nous acceptons généralement bien la coordination par l'antenne régionale, cependant la question de l'unification de l'Asie dans le contrôle des maladies infectieuses est un défi majeur de l'avenir.

Je constate que le dialogue mondial visant à réviser la structure de la gouvernance est en cours, mais en raison de sa lenteur, nous risquons d'être confrontés à une nouvelle pandémie mondiale avant toute décision, que nous devons tous envisager à la fois sous l'angle mondial et l'angle régional. Je pense que la région de la Méditerranée orientale (EMRO) est unique étant donné sa structure, avec des différences économiques importantes d'un pays à l'autre, des problèmes d'insécurité et d'instabilité politique majeurs dans certaines zones, ce qui accroît fortement le risque épidémique ainsi que le risque de nouvelles pandémies dans l'avenir. S'agissant de l'engagement des dirigeants, la pandémie de Covid-19 constitue une leçon très intéressante pour les responsables politiques du monde entier en raison de son impact considérable, non seulement sur la santé, mais également sur les économies et les systèmes politiques mondiaux. Cependant, nous devons réaliser que certains des défis auxquels nous sommes confrontés obligent la communauté mondiale à travailler de manière collaborative. À titre d'exemple, nous avons vu comment le nationalisme vaccinal avait empêché d'avoir accès à différents vaccins. En ce qui concerne les systèmes de gouvernance mondiale, nous devons réfléchir aux priorités sur lesquelles nous devons nous concentrer, et l'existence d'un système de santé robuste est l'un des enjeux fondamentaux. Nous savons et comprenons qu'il existe des systèmes de santé fragiles dans certains pays et régions, mais nous ne pouvons pas nous permettre de laisser ces systèmes affecter la sécurité de la santé mondiale lorsque de nouvelles maladies émergent. Cela signifie que nous devons travailler ensemble pour renforcer ces systèmes de santé afin qu'ils répondent à des exigences minimales en matière de surveillance des maladies, d'accès aux soins et de vaccination.

Quelles sont mes recommandations pour une meilleure gouvernance de la santé ? De mon point de vue, l'OMS est irremplaçable et, dans un mouvement général de restauration du multilatéralisme, elle devrait être revitalisée, protégée, et associée plus profondément avec une agence en charge de la gouvernance climatique. Deuxièmement, j'appellerais à un renforcement de l'épidémiologie en tant que science à la croisée de la médecine et des mathématiques, en profitant des nouveaux outils offerts par les technologies numériques. Ensuite, je confierais aux épidémiologistes la difficile tâche d'éduquer le public sur la complexité des questions de la santé publique. Après de nombreuses années où la bureaucratie a envahi les systèmes de santé, il est temps de remettre la gestion aux mains des professionnels de santé, à condition qu'ils aient reçu une formation économique. Mes 30 ans d'expérience dans le soin m'ont convaincu qu'il est bien plus facile de former un médecin ou un infirmier à l'économie, aux mathématiques ou à la gestion qu'il ne l'est de former un agent administratif, un comptable ou un homme d'affaire à la médecine. Enfin, j'opérerais une décentralisation et remettrais le pouvoir dans les mains des acteurs locaux quand c'est possible, car ils sont les mieux placés pour allouer judicieusement les ressources selon les besoins de la population.



## La sécurité alimentaire dans un monde fragmenté



PRÉSIDENT:

**Jean-Michel Severino**

Président du conseil de surveillance d'Investisseurs & Partenaires, ancien PDG de l'Agence française de développement, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Extrême-Orient



**Máximo Torero Cullen**

Économiste en chef et sous-directeur général chargé du département du développement économique et social de la FAO

Il est frappant de constater que les questions agricoles sont récemment devenues des questions environnementales. Non seulement car le changement climatique affecte évidemment la production agricole, mais également car l'agriculture, étant un important émetteur de carbone au niveau mondial, constitue, à ce titre, l'un des objectifs de la stratégie de lutte contre le changement climatique. Je soulignerais le fait que la plupart de nos défis découlent des questions liées à la pauvreté. L'extrême pauvreté et les zones rurales sont deux phénomènes qui se recoupent de plus en plus dans le monde entier : au fur et à mesure que la richesse moyenne augmente dans le monde, la pauvreté se concentre dans les zones rurales, créant un problème social considérable. La question principale qui intéresse notre groupe est de savoir si nous nous dirigeons vers une guerre de l'agriculture ou vers une guerre de l'eau. C'est un sujet qu'il importe d'aborder, car ce genre de questions agricoles n'est hélas généralement discuté que lorsque les crises se sont déjà déclarées. Notre dernier débat critique sur ces thèmes date de 2007-2008, lorsque des problèmes similaires avaient surgi, mais les tensions politiques sur ces sujets s'étaient ensuite apaisées. Alors qu'elles semblent aujourd'hui connaître un regain d'actualité, ces questions méritent d'être de nouveau abordées, car elles risquent de s'inscrire dans la durée et elles concernent des problèmes structurels à l'échelle mondiale relatifs à l'évolution de la demande et de la production.

L'alimentation est au cœur de trois enjeux majeurs qui se dégagent des analyses des moteurs de l'agriculture. Tout d'abord, la répartition très inégale de la nourriture entre les pays et les foyers est source de préoccupation. Les échanges commerciaux sont essentiels pour assurer une répartition équitable de la nourriture, étant donné que plus de 3,1 milliards d'individus ne disposent pas de suffisamment de revenus pour acheter une alimentation saine. Les pertes de revenus subies pendant la pandémie et l'augmentation des prix des aliments et des intrants, notamment en lien avec la guerre en Ukraine, aggravent cette situation, notamment pour les familles à faible revenu en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Le deuxième enjeu est le changement climatique, qui affecte déjà l'agriculture et menace de faire s'effondrer nos systèmes agroalimentaires. Les températures extrêmes, la pénurie ou l'excès d'eau, la volatilité et la variabilité climatiques, ainsi que l'évolution des maladies sous l'effet du climat, impactent les systèmes agricoles. Les terres, l'eau, les sols et la biodiversité se dégradent également, menaçant la stabilité socio-économique et environnementale. Le troisième enjeu consiste à produire plus avec moins de ressources et à redistribuer la production de manière plus équitable. La population mondiale devrait atteindre 10 milliards d'individus en 2050, nécessitant une augmentation de la production alimentaire tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. La protection des échanges commerciaux, la lutte contre le changement climatique et la production alimentaire durable sont donc des enjeux majeurs pour l'agriculture.

## La sécurité alimentaire dans un monde fragmenté



**Pierre Jacquet**  
Président du Global Development Network (GDN),  
professeur à l'École nationale des ponts et chaussées



**Bayu Krisnamurthi**  
Maître de conférences au département d'agrobusiness  
de la Faculté d'économie et de gestion de l'Université  
agricole de Bogor, ancien vice-ministre du Commerce et de  
l'Agriculture de la République d'Indonésie



**Mariam Al Mheiri**  
Ministre du Changement climatique et de l'Environnement  
des Émirats arabes unis



Les données récentes sur l'insécurité alimentaire confirment la gravité du problème et la situation très préoccupante de l'Afrique subsaharienne. L'insécurité alimentaire dépend de nombreux facteurs, liés par trois éléments clés : la production, l'accès et la qualité nutritionnelle, chacun de ces éléments dépendant lui-même de multiples facteurs. Cette interaction est également affectée par des conditions distinctes de l'alimentation, à savoir la démographie, la biodiversité, le changement climatique, la géopolitique, les pandémies, la sécurité, les politiques publiques. La sécurité alimentaire constitue donc un sujet d'une grande complexité, pour lequel il n'existe pas de résultat déterministe unique, et qui échappe à toute réflexion en silo. Les politiques agricoles jouent un rôle essentiel, et encore une fois, l'Afrique subsaharienne se caractérise par des politiques agricoles sous-développées, malgré les engagements officiels pris autrefois à Maputo et Malabo. L'insécurité alimentaire dans les pays en développement est une problématique mondiale, dont la persistance témoigne d'un échec moral inacceptable. Source d'instabilité politique et de risques sanitaires, c'est un problème récurrent, qui n'est dû ni aux pandémies, ni à la guerre en Ukraine. Les pays développés doivent et peuvent trouver de meilleures façons d'aider ces pays, non pas en leur apportant des solutions clés en main, mais en leur offrant des ressources financières et en les aidant à renforcer leurs capacités à concevoir leurs propres solutions.

Notre planète compte 2,3 à 2,5 milliards d'individus qui souffrent d'insécurité alimentaire, dont 200 millions qui connaissent une crise alimentaire, avec un manque critique d'accès à la nourriture et des problèmes de malnutrition supérieures à la normale. Or, 70 % de ces 200 millions vivent dans seulement sept pays, dont le Congo, l'Afghanistan et Haïti. Hélas, ce sont les mêmes pays depuis vingt ans. Nous ne parvenons ni à faire de ce problème une priorité, ni à le résoudre. L'inflation des prix alimentaires est un autre problème. La pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont entraîné une baisse de la production agricole, tandis que l'inflation est principalement due à la perturbation des flux commerciaux et logistiques. Paradoxalement, c'est par des mesures protectionnistes que les gouvernements ont réagi à ce problème. Une vingtaine de pays ont décidé d'interdire les exportations alimentaires et une douzaine de pays les restreignent, aggravant encore davantage la crise. Dans un futur proche, nous affronterons un problème encore plus préoccupant : les engrais subiront en effet des hausses de prix et des pénuries telles que les coûts de production alimentaire augmenteront, tandis que la productivité chutera. L'Ukraine et sa région sont un producteur agro-alimentaire majeur. Avec la guerre, il est peu probable que la production se rétablisse avant longtemps. Pour résumer, les trois années passées ont provoqué les effets suivants : 345 millions de personnes sont en péril imminent d'insécurité alimentaire, contre 200 millions auparavant ; 820 millions de personnes se couchent chaque soir le ventre vide ; 3 milliards de personnes, autrement dit un tiers de la population mondiale, souffrent d'insécurité alimentaire. Il faut ajouter à cela que le changement climatique a négativement affecté la productivité et la capacité des agriculteurs à produire des aliments. En Grèce, le changement climatique est ainsi responsable d'une baisse de 30 % de la productivité alimentaire. Or, dans les 15 prochaines années, la planète comptera 1 milliard de bouches de plus à nourrir.

À mon sens, trois actions s'imposent. Les pays doivent mieux planifier les transformations de leurs systèmes alimentaires. Nous disposons d'un Conseil de la sécurité alimentaire émirati, qui dirige les programmes à l'œuvre dans le cadre de cette stratégie et s'assure de sa mise en pratique. Nous vérifions aussi constamment où nous nous situons sur l'échelle internationale, grâce à l'Indice mondiale de la sécurité alimentaire. Selon cet indice, les Émirats arabes unis occupent en 2022 la première place pour la région MENA, grâce à nos efforts en matière de planification, d'analyse et d'amélioration. La planification est donc indispensable pour tout pays, car la sécurité alimentaire n'est pas seulement une question d'agriculture. Elle concerne aussi l'alimentation, les pertes, le gaspillage, la nutrition, nos modes de consommation, nos achats, nos déchets. Tous ces aspects affectent fortement nos systèmes alimentaires. [...] Ma deuxième remarque porte sur l'investissement dans l'innovation. Nous avons investi plus de 150 millions de dollars dans des entreprises agro-techniques afin de les attirer aux Émirats arabes unis pour qu'elles y cultivent des aliments sains toute l'année malgré notre climat chaud et aride. Nous sommes donc très fiers de pouvoir aujourd'hui acheter dans nos supermarchés des baies, du quinoa, des légumes et des fruits de toutes sortes cultivés aux Émirats arabes unis. [...] Ma troisième remarque concerne les partenariats, sur lesquels je ne cesse d'insister. Prenons l'exemple de Bustanica, une ferme verticale implantée aux Émirats arabes unis, et l'une des plus grandes du genre au niveau mondial, et de son partenariat avec Emirates Catering Group. Vous êtes sans doute nombreux à voyager avec nos compagnies aériennes. Vous y dégustez désormais des salades provenant de cette ferme verticale. Car il est devenu plus viable et plus rentable pour Emirates Catering Group d'acheter légumes verts, micro-légumes, laitue, salades, etc., auprès de ces fermes verticales implantées aux Émirats arabes unis, que de les importer. Le modèle économique est donc en train de changer en faveur d'un partenariat entre Emirates Catering Group et Crop One, une société américaine.



## De nouvelles technologies pour une nouvelle géopolitique de l'énergie



PRÉSIDENT:

**John Andrews**

Conseiller de rédaction à The Economist et Project Syndicate



**Frank Obrist**

PDG de OBRIST Powertrain

Je ne suis pas ingénieur, je ne suis pas scientifique, donc ma seule véritable qualification pour être là est que je suis un être humain, même si mon épouse n'est pas toujours d'accord sur ce point. Par conséquent, j'ai un intérêt personnel dans ce qui se passe sur notre planète et pour son énergie future. Bien sûr, en tant qu'être humain, je consomme également de l'énergie, donc je fais partie du problème, et j'espère que ce panel fera partie de la solution. Les politiciens ont toujours une temporalité courte à cause du cycle des élections en démocratie. À l'heure actuelle, il y a en Grande-Bretagne un grand débat pour savoir si les champs d'éoliennes devraient être terrestres ou offshore. Cependant, d'après ce que vous dites, les champs d'éoliennes sont une fausse promesse, cela ne va pas fonctionner. Ce n'est après tout que dans 10 ans, et il y a véritablement une guerre qui s'est déclenchée dans l'intervalle. Bien sûr, rien de cela n'arrivera sans argent, donc nous nous tournons vers les capitaux privés, Nicolas Piau. Nicolas, vous dites sur votre site internet que la transition énergétique en Europe est un marché d'investissement d'environ 500 milliards d'euros par an. C'est un nombre assez impressionnant, c'est un objectif énorme mais dans quelle mesure peut-il être réellement atteint ?

Compte tenu de l'énorme concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, il ne suffit plus de penser en termes de « neutralité climatique » – nous devons être plus ambitieux et tendre vers des technologies à émissions négatives. OBRIST est un leader mondial dans le domaine des technologies à émissions négatives. La technologie « cSink » est un puits de carbone actif et extrêmement puissant qui nous permettra de réduire le CO<sub>2</sub> aussi rapidement qu'il a été émis. Et c'est grâce à cette même technologie que nous pourrions produire simultanément du « aMéthanol » et l'utiliser comme carburant pour une toute nouvelle génération de véhicules automobiles à laquelle appartient notre prototype « HyperHybrid ». J'ai déjà de solides résultats et j'ai signé une lettre d'intention avec les Émirats arabes unis pour installer une usine de ce type d'ici 2027 et une grande usine d'ici 2030. Il reste encore quelques années, mais ces usines sont énormes, et nous pensons à l'horizon 2050 et au-delà, à ce qui arrivera en 2100. Ces innovations et cette coopération sont essentielles pour lutter contre le changement climatique. Nous devons désormais diffuser ces connaissances et cet esprit dans le monde entier, auprès de tous les habitants de la planète. Je suis vraiment fier de faire partie de cette transition majeure dans l'histoire de l'humanité.



## De nouvelles technologies pour une nouvelle géopolitique de l'énergie



**Franklin Servan-Schreiber**  
Co-fondateur et PDG de Transmutex



**Nicolas Piau**  
Cofondateur et directeur général de TILT Capital Partners



**Friedbert Pfüger**  
Directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH

Le nucléaire est la source d'énergie la plus dense, c'est aussi l'énergie fondamentale de l'univers, tout le reste n'étant qu'un lointain dérivé. Notre civilisation est passée de l'époque médiévale à l'époque industrielle avec un doublement de la densité énergétique entre le bois et le charbon. Le nucléaire a une densité énergétique 3 000 000 fois plus élevée que le charbon, qui lui-même a une densité énergétique 10 fois plus élevée que l'éolien ou le solaire. Arrêtons de parler de 2050, qui est un objectif arbitraire que nous n'atteindrons pas. Ce qui est important c'est l'avenir de notre civilisation et le nucléaire est la dernière frontière. Nous aurons besoin du nucléaire, nous devons donc faire en sorte qu'il fonctionne. N'ayons pas peur, soyons engagés. Nous voulons un avenir énergétique sans carbone pour les générations à venir, et pas seulement jusqu'en 2050.

En fait, nous disposons d'une source d'énergie largement supérieure à nos besoins, mais nous devons l'exploiter : le soleil fournit à lui seul 7 500 fois plus d'énergie que notre consommation énergétique mondiale annuelle. Cela signifie qu'en matière d'énergie, la question n'est plus seulement de produire suffisamment d'énergie, mais plutôt de rendre cette énergie disponible de manière efficace. C'est maintenant une question de logistique et d'optimisation, et non plus de production. L'autre implication est que nous devons organiser la transition : nous ne pourrions pas abandonner le charbon, le gaz et le pétrole en même temps. Nous devons nous attaquer à ces combustibles l'un après l'autre. Selon moi, nous devons abandonner le charbon – qui est de loin la plus grande source d'émissions de CO2 dans le monde – dans les dix années à venir. Le gaz est une source d'énergie de transition pour les 10 à 15 prochaines années, permettant – avec les énergies renouvelables – de retirer le charbon de l'équation et rendant possible l'émergence de l'hydrogène comme alternative économiquement viable. Cela donnera également le temps au nucléaire de nouvelle génération de se développer, à l'horizon du milieu des années 2030, en attendant la fusion nucléaire après 2050. Le développement de ces technologies de transition énergétique a deux conséquences géopolitiques principales : 1) Coopération et solidarité : si nous ne parvenons pas collectivement à accompagner les grands producteurs de combustibles fossiles dans la transition (y compris la Russie), nous allons tout droit vers des perturbations importantes, des troubles politiques et une montée en puissance des régimes démagogues. 2) Chaines d'approvisionnement et ressources matérielles : nous semblons avoir redécouvert la question de la sécurité énergétique avec les perturbations induites par l'invasion russe en Ukraine. Ce qui est vrai aujourd'hui pour les combustibles fossiles le sera également demain pour les métaux et les matières premières critiques, mais aussi pour certains composants essentiels (puces électroniques, panneaux solaires, cellules de batteries, etc.).

Voici le défi que nous devons relever au plus vite : l'énorme fossé entre nos déclarations d'objectifs de plus en plus ambitieux en matière d'énergie ou de réduction des émissions de CO2 et notre capacité à les réaliser concrètement. Ou pour aller encore plus loin : le retentissement de nos déclarations d'objectifs ambitieux est inversement proportionnel à notre capacité à réduire réellement les émissions de carbone. Le risque est alors d'atteindre un point de bascule décisif : soit les gens cessent de prendre au sérieux ces objectifs, soit ils se radicalisent, comme nous l'avons vu dans certains de nos pays, parce qu'ils estiment que les responsables politiques ne sont pas à la hauteur de leurs objectifs. Je crois donc que nous avons emprunté la mauvaise voie – celle des objectifs et de la microgestion gouvernementale, qui interdit certaines technologies et interfère avec les marchés. Nous devons au contraire libérer le potentiel des technologies, les mettre sur le marché et croire en la capacité humaine à surmonter les dangers, les menaces et les défis, non pas par des mesures d'interdiction ou d'évitement, mais en saisissant les opportunités. À l'instar de Frank Obriest qui nous invite à aller au-delà de la neutralité carbone pour devenir négatifs en carbone et éliminer réellement le carbone de l'atmosphère. Son prototype de voiture aFuel démontre que sa vision est à portée de main. Dans ce contexte d'ouverture à l'innovation, nous devrions nous abstenir de dire aujourd'hui qu'il faut interdire les moteurs thermiques d'ici 2035. Nous devrions dire au contraire : pas de moteurs thermiques alimentés par des combustibles fossiles d'ici 2035. S'ils sont alimentés par des carburants synthétiques, des carburants verts, pourquoi ne pas utiliser des moteurs thermiques ? Ce n'est pas le moteur en soi qui est mauvais, c'est le carburant qui est mauvais pour le climat. Il convient également de citer Transmutex. Selon son PDG, Franklin Servan-Schreiber, cette startup innovante a le potentiel de réduire la quantité de combustibles nucléaires usés et leurs rayonnements par transmutation et partition. Le moment est venu, selon moi, de lancer cette révolution technologique.



## Le Moyen-Orient dans le nouveau contexte géopolitique



PRÉSIDENT:

**Steven Erlanger**

Correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *New York Times*



**Memduh Karakullukçu**

Membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting



**Gilles Kepel**

Directeur de la chaire Moyen-Orient-Méditerranée de l'École normale supérieure, professeur des Universités à Paris Sciences et Lettres, envoyé spécial du Président Macron pour la région Moyen-Orient

Il y a tellement de sujets à aborder : l'impact du retour de la Russie dans la région, la nouvelle route de la soie chinoise, la notion du retrait américain et la question de savoir si ce retrait est réel ou non, l'intensification des rivalités dans la région. Qu'est-ce que cela signifie pour ces pays d'avoir un monde vert et sans carbone ? Sans parler des guerres en Lybie, Syrie, Yémen, les grandes puissances locales à l'œuvre dans la région, le repositionnement d'Israël, si vous me pardonnez l'euphémisme, selon les Accords d'Abraham, et la réponse de l'opinion publique, l'augmentation des tensions avec l'Iran, l'état moribond de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, bien que personne n'ose prendre son pouls et déclarer sa mort car cela signifierait décider de ce qu'il faut faire ensuite, et personne ne veut endosser ce rôle. Nous avons des problèmes avec la Turquie, qui est à présent très engagée et active en géopolitique. Il y a également la question assez intéressante du retour de Benjamin Netanyahu à la tête d'un gouvernement israélien très différent. Qu'est-ce que cette nouvelle coalition signifie pour Israël, pour les Palestiniens, pour la réputation d'Israël ? Il y a également le problème de l'état de santé d'Abu Mazen, qu'est-ce qui va arriver à l'Autorité palestinienne ? Sans oublier les sujets récurrents, la triste tragédie du Liban, l'influence d'Hezbollah, la crainte d'une nouvelle guerre entre Israël et le Liban mais cette fois avec de grosses fusées. Et nous avons également de grosses divisions en Europe sur la région.

Fondamentalement, nous sommes actuellement dans une phase de transitions multiples, que certains appellent une ère de polycrise. Dans un monde idéal, c'est un temps où nous pourrions grandement bénéficier de politiques nationales prédictibles et d'un certain degré de coordination entre les acteurs clés pour adresser collectivement les problèmes. Cependant, au lieu de cela nous avons l'inquiétude et l'impuissance généralisée à propos de problèmes urgents comme les crises de l'énergie et de l'alimentation. Cela impose une hégémonie du pragmatisme national qui entretient un climat d'imprévisibilité mutuelle et éventuellement de défiance. Un tel hyperpragmatisme peut être et a été constructif parfois, comme dans l'accord sur le grain médié par la Turquie. Le pragmatisme ascendant pourrait bien être la meilleure réponse à l'incertitude grandissante et les transitions dans certains cas. L'inconvénient, ce sont les normes, équilibres et alliances qui ont donné une certaine structure et prédictibilité à la région et au monde, et qui sont à présent en pleine érosion sous nos yeux. Le marché mondial de l'énergie est un très bon exemple de cette dynamique car je pense que les principaux axes de cette structure ont été rompus et toutes les nations sont sur la voie du pragmatisme pour obtenir des stocks durables et une sécurité nationale de l'offre, ce qui sape et fragmente l'entière structure des marchés mondiaux de l'énergie. Je ne vais pas élaborer davantage sur ce point mais c'est un bon microcosme pour observer comment l'incertitude et les dynamiques changeantes du pouvoir font le lit des réflexes nationaux et du pragmatisme qui érode les structures existantes et, plus gravement, la confiance qui les sous-tend. Il y avait donc bien quelque chose de positif dans l'air au cours de l'année passée qui a amélioré les relations entre certains acteurs clés de la région. Cependant, ce souffle positif venait principalement d'une transition politique vers le pragmatisme plutôt que de l'acquisition d'une sagesse à long terme. Il est difficile de prédire si on peut accrocher la stabilité à long terme autour de ce pragmatisme ou si cela va rendre les problèmes encore plus insolubles à l'avenir ? Cette question va être au centre de mes inquiétudes et de celles de probablement la plupart d'entre nous dans les années à venir.

Dans une large mesure, nous devons prendre la région bien plus au sérieux que nous ne l'avons fait récemment. Nous avons mentionné les Turcs et je pense qu'ils sont des acteurs très importants de ce que vous avez appelé l'hyperpragmatisme, qui est un concept que je vais réutiliser à l'avenir, en vous citant bien sûr. Cela signifie qu'Erdogan va changer de bord tous les jours dans la perspective d'une réélection. Cela signifie aussi qu'il a acheté des S-400 à la Russie et vendu des drones Bayraktar à l'Ukraine, que les Iraniens aident les Russes avec leurs propres zones et que le gentil M. Medvedev a prévenu les Israéliens que s'ils donnaient les moyens aux Ukrainiens d'abattre les drones iraniens, ils auraient à s'inquiéter du ciel du côté de la Syrie, etc. Je pense que ce n'est pas une situation que nous avons prise en compte : le Moyen-Orient dans son ensemble se retrouve emmêlé sur la scène internationale. Vous avez proposé votre concept d'hyperpragmatisme, je vais proposer le mien, qui est la désaffiliation : est-ce que cela a un sens en anglais ? Cela signifie que rien ne doit être pris pour acquis, c'est un équivalent d'hyperpragmatisme étendu au niveau mondial. Vous avez mentionné la mission que j'ai opérée en tant qu'Envoyé spécial pour le Président Macron. Dans certains des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, ce que j'ai entendu de la part de mes interlocuteurs, c'est qu'ils ne considéraient pas être liés de façon significative par des alliances antérieures. L'autre élément à prendre en compte, c'est l'impact de ce processus sur les régimes autoritaires. Les événements actuels en Iran – indépendamment de l'évolution de l'Accord de Vienne : survie, disparition, pause, etc. – sont une rupture avec la situation passée, lors de la révolution verte. Toute la région est en pleine mutation, et je pense qu'il ne faut pas limiter sa perspective aux événements du sud-est de cette guerre, au risque de ne pas vraiment comprendre les enjeux auxquels nous faisons face. Depuis la Chine, l'endroit où tout le monde a été « convié » était la péninsule Arabique, donc dans une large mesure le centre financier de la région devient de plus en plus son centre politique. Particulièrement à un moment où les ressources sont pauvres, le prix des marchandises s'envole et l'hyperinflation augmente, la position de pouvoir dans cette partie de la région augmente significativement.



## Le Moyen-Orient dans le nouveau contexte géopolitique



**Mona Makram Ebeid**  
Sénatrice égyptienne, conseillère du haut représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations



**Itamar Rabinovich**  
Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution, ancien négociateur en chef avec la Syrie



**Abdulaziz Othman Sager**  
Fondateur et président du Gulf Research Center

Depuis 2021, la plupart des pays du Moyen-Orient ont travaillé à une désescalade, en partie en raison du désengagement des États-Unis, un tournant décisif et significatif pour la région. Les pays de la région doivent désormais compter sur eux-mêmes pour avancer. Après la fin du blocus du Qatar par les États du Golfe et l'Égypte en janvier 2021, de nombreuses visites diplomatiques ont suivi, et même l'Iran a été impliqué à un moment donné, les dirigeants de Riyad et d'Abou Dabi adoptant une rhétorique moins belliciste envers l'Iran. Ce moment de désescalade a coïncidé avec les Accords d'Abraham et la normalisation des relations entre Israël et plusieurs États arabes. Les Accords reflètent les nouvelles ambitions de politique étrangère du Moyen-Orient. En mars, Israël a accueilli un sommet de sécurité dans le Néguev avec les ministres des Affaires étrangères de Bahreïn, des Émirats et d'Égypte, illustrant à quel point le paysage du Moyen-Orient a changé en moins de deux ans. Ces développements sont locaux, venant de l'intérieur de la région, et témoignent du désir des États du Moyen-Orient de façonner leur propre ordre régional selon leurs propres termes. La question est de savoir comment les États-Unis peuvent décourager la transformation du Moyen-Orient en un champ de bataille de leur rivalité avec la Russie et la Chine. Plus les acteurs locaux développeront leur confiance en leur propre autonomie, moins ils seront tentés de s'aligner sur les objectifs d'une superpuissance extérieure. C'est ce que l'on observe dans le conflit russo-ukrainien, où certains pays occidentaux aimeraient que d'autres pays prennent parti, mais ces derniers refusent de s'engager. Ils ne sont pas pro-russes, mais ils ne sont pas non plus antirusses. L'Occident doit faire preuve de plus de réalisme afin de diversifier ses partenariats.

La politique du Moyen-Orient – domestique, régionale et internationale – est en changement constant. À l'international, la politique des États-Unis n'est pas claire. La sortie de la région annoncée par Obama a été continuée par Trump et Biden dans une moindre mesure. Suite à la guerre en Ukraine, le pétrole et le gaz du Moyen-Orient connaissent un regain de popularité. Les États-Unis s'intéressent à d'autres parties du globe mais restent néanmoins assez actifs au Moyen-Orient. Cependant les alliés traditionnels n'ont plus l'impression de pouvoir compter sur eux et gardent la porte ouverte à la Russie et à la Chine. La perspective d'un nouvel accord nucléaire avec l'Iran semble sombre. Le statut de la Russie a clairement diminué suite à la guerre en Ukraine mais elle reste active. D'un point de vue domestique, de nombreux pays arabes sont des États en échec alors que d'autres font face à des problèmes intérieurs comme l'Iran et la Jordanie. Régionalement, la division traditionnelle entre camps ou axes n'existe pas. L'Iran a son camp avec trois pays subordonnés mais le camp sunnite ou l'axe des Frères musulmans turco-qatari ne sont pas moins cohérents. Le développement le plus important dans la politique régionale a été le rôle endossé par l'Iran et la Turquie au Moyen-Orient. Ces deux États héritiers d'anciennes puissances impériales ont repris une participation active dans la région en 1979 pour l'Iran et dans la première décennie de ce siècle pour la Turquie. Ce sont des superpuissances régionales avec une population qui approche les 100 millions, d'importantes économies et armées et des élites sophistiquées. Plus récemment, elles ont toutes les deux cherché à endosser un rôle international et de l'influence. Quant à Israël, les Accords d'Abraham sont bien implantés mais la persistance du problème palestinien gêne une intégration plus profonde dans la région.

L'expansionnisme iranien ; aujourd'hui, nous sommes face à une grave et réelle menace de l'Iran, avec des problèmes de sécurité maritime, la remise en cause de la sécurité énergétique, des politiques interventionnistes et expansionnistes qui s'appuient sur le sectarisme avec une milice de soutien. Tous ces points restent des problèmes critiques pour nous dans la région, donc savoir comment évolue la menace iranienne à partir de maintenant a également un impact crucial sur les questions géopolitiques. Il est également intéressant de voir que la région a commencé à prendre ses propres décisions souveraines sans attendre les instructions des grandes puissances, ce qui est un signal clair. Vous pouvez le voir aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Égypte, en Algérie et dans nombre d'autres pays du monde arabe qui commencent à dire que nous devons protéger nos intérêts. C'est une dimension cruciale. Puisque nous assistons à une nouvelle ère de Guerre Froide, est-ce que cette capacité de décision indépendante et souveraine sera remise en cause par les deux puissances principales ? Si je regarde vers 2023, nous aurons probablement les mêmes sources d'inquiétude. Pourrons-nous conserver notre capacité à prendre des décisions souveraines indépendamment des superpuissances ? Pourrons-nous encore affirmer nos positions sur la base de nos intérêts, ou devons-nous les remettre en cause ? Cela va continuer à être une question essentielle en 2023. En outre, il y a l'Iran et ce qui se passe avec l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Les scénarios d'aujourd'hui sont différents selon que l'on n'a pas d'accord, un status quo, un accord modifié avec des changements mineurs, ou un accord modifié avec des d'importants changements. Un accord complètement nouveau n'est pas possible, donc les scénarios d'aujourd'hui sont un énorme défi. Puis il reste la question de l'Iran, savoir si c'est une menace, s'ils vont riposter dans la région et comment cela se passe.

## La fin des illusions ?



PRÉSIDENT :

**Thierry de Montbrial**

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



**Michel Foucher**

Membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes, ancien ambassadeur de France en Lettonie



**Cheikh Tidiane Gadio**

Président de l'Institut panafricain de stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance, envoyé spécial de l'OIF, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

La diplomatie est-elle une illusion aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, il convient d'aborder la vie internationale en cinq points, allant du réalisme à l'idéalisme. La diplomatie consiste en une conversation permanente entre les États. Si les mots trompeurs y sont courants, la compréhension mutuelle est nécessaire. Ainsi, lors du congrès de Vienne, Talleyrand avait insisté sur l'importance du droit public pour gouverner les relations entre les États. La pandémie et le cloisonnement du monde ont cependant nuï à la diplomatie, et les rapports internationaux se sont durcis. Les dirigeants se sont enfermés dans leurs certitudes idéologiques, tels que Pékin, Moscou ou Ankara. Malgré quelques avancées, telles que les accords d'Abraham entre les Émirats arabes unis, le Koweït et Israël, les échecs sont nombreux, notamment la paralysie du Conseil de sécurité. La réconciliation, comme l'a expérimenté l'Europe depuis 1945, est la meilleure garantie de sécurité. Mais avec la Russie, les élites n'ont jamais déclaré « plus jamais ça » et bloquent l'examen critique du passé stalinien. La guerre en Ukraine est la revanche fratricide et mortifère des dirigeants russes sur l'effondrement de leur empire. Le schéma impérial d'outre-terre persiste en Russie, annulant tout examen critique par la suppression de Mémorial et la réécriture des manuels d'histoire. Un changement de régime ne peut venir que de défaites militaires, comme en 1905, 1917 et 1989. En conclusion, la diplomatie n'est pas une illusion, mais elle est mise à rude épreuve. Le réalisme peut échouer, mais l'idéalisme de la réconciliation est indispensable, surtout avec la Russie.

Je voulais parler de la place et du rôle de l'Afrique dans la géopolitique mondiale. Parlons des illusions. Par exemple, je pense que l'Afrique a besoin encore de rêver et quand on a besoin de rêver, on a besoin de garder certaines de nos aspirations que d'autres vont présenter comme des illusions. Au début des années 2000, avec l'avènement de l'Union africaine, beaucoup pensaient que l'Afrique aurait une chance de faire partie de ce que l'on appelait les World Global Players. Malheureusement, ce n'est pas ce qu'il s'est passé. Nous sommes allés de crise en crise. [...] Je pense qu'il faut se défaire des leurres plutôt que des illusions. Les leurres, c'est quand on a fait croire aux Africains qu'ils étaient indépendants et souverains, ils ont joué cette carte. L'Union africaine est une union de pays indépendants et souverains. Moi, je suis pour des pays souverains, mais interdépendants et qui acceptent l'interdépendance. Les jeunes africains sont révoltés un peu partout contre ce que l'on a appelé la souveraineté, l'indépendance. Ils nient tout et dénoncent tout, aujourd'hui. Tout le monde, doit soutenir cette bataille de l'Afrique pour avoir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. L'Afrique doit pouvoir désigner un pays, le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Sénégal, le Ghana, quel que soit le pays, pour représenter la bannière de l'Afrique et travailler sous mandat de l'Union africaine. Le monde entier semble sous-estimer la gravité de la crise sécuritaire en Afrique. On nous a révélé récemment qu'au Nigeria, de 2009 à aujourd'hui, il y a eu 40 000 victimes du terrorisme. [...] C'est la présence de la Russie en Afrique qui est en train, avec son système d'influenceurs, de damer le pion à tout le monde, à la France, à l'Occident et aux États africains. On se réveille et l'on réalise que nos jeunes sont maintenant sous l'emprise d'influenceurs russes qui leur font dire et faire n'importe quoi. Le panafricanisme ne consiste pas à aller négocier une nouvelle tutelle pour se débarrasser de l'ancienne tutelle. Le panafricanisme, c'est que les Africains soient au cœur des politiques africaines, puissent défendre leur continent et être leur propre et unique tutelle.

## La fin des illusions ?



**Marc Hecker**

Directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifr,  
rédacteur en chef de *Politique étrangère*



**Holger Mey**

Vice-président des concepts avancés chez Airbus Defence  
and Space



**Fathallah Oualalou**

Senior Fellow au Policy Center for the New South, ancien  
ministre de l'Économie et des Finances du Maroc

Je souhaite essayer de répondre à la question qui fait office de titre à cette table-ronde : « La fin des illusions ? » Pour ce faire, je me suis demandé quel était le sens du mot illusion. En fait, il y a plusieurs acceptions, trois exactement. Je vais essayer de les reprendre et de faire écho à ce qui a été dit au cours de ces trois derniers jours, en tout cas sur certains aspects. La première acception du mot illusion, c'est une interprétation erronée d'une donnée sensorielle. On croit voir quelque chose qui n'existe pas, c'est un mirage. Par extension, dans le domaine des relations internationales, on pourrait dire que c'est une erreur non seulement de perception, mais aussi d'analyse, ce qui renvoie au livre de Robert Jervis : *Perception and misperception in international politics*. On peut voir la guerre en Ukraine comme un choc des illusions. Il y a eu énormément de mauvaises perceptions et d'erreurs d'analyses de part et d'autre. La deuxième acception du mot illusion c'est une appréciation conforme à ce que l'on souhaite croire, mais qui est fautive par rapport à la réalité. Dans le domaine des relations internationales, je crois que ce qui s'en rapproche le plus, c'est l'illusion de la puissance. La troisième acception du mot illusion, c'est un effet créé par le moyen d'un artifice ou d'un trucage, qui donne le sentiment du réel ou du vrai. C'est une illusion avec un illusionniste, et l'on entre dans le domaine des manipulations, de l'intoxication, de la désinformation et de la propagande. Dans le domaine de la stratégie, on a un spectre extrêmement large qui va de l'influence à la guerre psychologique ou à la guerre hybride.

La fin des illusions ? En Allemagne, nombre d'observateurs et de responsables politiques ont admis qu'ils se sentaient désabusés par M. Poutine et la Russie après l'annexion de la Crimée par cette dernière en 2014. Mais en toute franchise, comment peut-on se faire des illusions sur la Russie ? En Allemagne particulièrement, il y a eu une tendance à sous-estimer le rôle de la puissance militaire dans les relations internationales. Si la Russie s'effondre, l'Occident devra posséder une puissance militaire conséquente pour gérer le chaos à l'Est. Si la Russie se renforce et devient agressive/hostile envers l'Occident, celui-ci aura besoin de forces armées conséquentes à des fins d'endiguement et de dissuasion. Il existait une tendance, parmi les appareils militaires occidentaux, à négliger le principe de l'analyse du scénario le plus défavorable. Nombre de ces appareils étaient structurés de manière à être efficaces en temps de paix plutôt qu'en temps de guerre, et les forces armées tendaient à envisager uniquement ce qu'ils appelaient les scénarios « les plus probables ». Toutefois, il ne faut pas se contenter d'envisager la probabilité qu'un événement se produise ; il faut envisager les risques. Et le risque est le produit de la probabilité et du niveau de dommages. Il est nécessaire d'envisager les scénarios « à faible probabilité et impact maximal ». Cela s'applique également à l'utilisation éventuelle des armes nucléaires, notamment si l'on remet en cause l'hypothèse que l'adversaire souhaite seulement conquérir un territoire et non le détruire. Qu'en est-il si cette hypothèse est fautive ? Pour moi, il était clair que si l'Ukraine se rapprochait de l'Occident, la Russie attaquerait. Bien qu'il soit possible que la conquête de l'Ukraine ait été le premier objectif militaire de la Russie de M. Poutine, la finalité était d'empêcher l'Ukraine de devenir un pays pro-occidental. Le message de M. Poutine était clair : si l'Ukraine devenait membre de l'OTAN, il n'y aurait plus d'Ukraine. Nous ne devrions nous faire aucune illusion à ce sujet.

Le monde actuel est caractérisé par une bipolarisation entre les États-Unis et la Chine, qui est différente de celle du XX<sup>e</sup> siècle. Cette situation a été mise en évidence lors de la réunion du G2 à Bali qui a éclipsé le G20. Les deux grandes puissances ont acté leurs divergences, mais se sont également accordés sur l'importance de travailler pour éviter une confrontation directe. Le monde actuel est également incertain et fragmenté. Quatre chocs ont eu lieu au cours des 22 dernières années : le 11 septembre 2001, la crise de 2008, la crise sanitaire de 2020 et la guerre d'Ukraine. De plus, le monde doit faire face à quatre défis majeurs : le réchauffement climatique, les inégalités et la pauvreté croissantes, la montée des radicalismes et des séparatismes, ainsi que les dérives des nouvelles technologies. La montée du protectionnisme commercial et technologique de la part de la Chine, des États-Unis et même de l'Europe amplifie cette incertitude. En outre, les pays émergents du G20 et de l'Organisation de coopération de Shanghai cherchent à agir et à avoir une certaine influence, ce qui contribue à la fragmentation du monde. Il est donc nécessaire de créer une multipolarité pour dépasser les effets dangereux de la bipolarité et de la fragmentation. L'Europe pourrait jouer un rôle important à cet égard, mais elle doit renforcer ses intégrations, s'autonomiser relativement aux États-Unis et s'intéresser à sa géographie, notamment au Sud, à l'Afrique, au monde arabe et à la Méditerranée, pour créer un troisième pôle d'équilibre et de partage.

## La politique étrangère américaine après les élections de mi-mandat



PRÉSIDENT:  
**Jim Bittermann**  
Correspondant européen de CNN à Paris



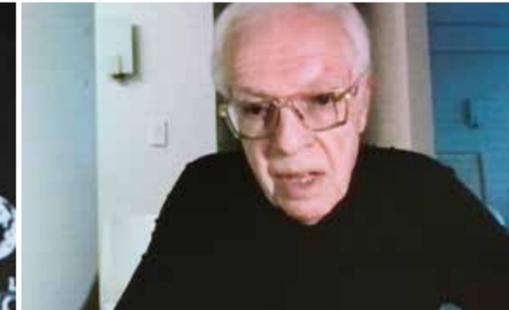
**Stuart Eizenstat**  
Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal en politique intérieure de la Maison Blanche auprès du Président Jimmy Carter

Le grand perdant du scrutin a été Donald Trump ; les candidats qu'il soutenait ont presque tous perdu, tandis que les candidats modérés, tant côté républicain que démocrate, en sont sortis vainqueurs. Néanmoins, malgré leur courte majorité à la Chambre, les républicains contrôleront l'agenda de la Chambre et toutes les commissions. Cela signifie un blocage de l'agenda législatif de Biden sur le plan intérieur, il gouvernera donc de plus en plus par décrets au cours des deux prochaines années. Il est possible que le président soit ainsi amené à se recentrer sur la politique étrangère. Voyons maintenant ce qui est susceptible de se produire en matière de politique étrangère et commerciale. Tout d'abord, en ce qui concerne l'Ukraine, l'administration a demandé et obtenu un budget supplémentaire de 40 milliards de dollars pour la livraison d'armes à l'Ukraine, qui s'étendra sur une année entière. Ceci en anticipation de la prise de contrôle par les républicains, sachant qu'un pourcentage significatif de la nouvelle majorité républicaine sera favorable à la politique nationaliste, néo-isolationniste « l'Amérique d'abord » de Trump, et plus sceptique à l'égard de l'aide à l'Ukraine. L'administration Biden veut disposer d'un programme d'aide majeur à l'Ukraine pour au moins une autre année entière. La politique de Poutine est clairement de diviser et d'affaiblir l'Occident, de susciter une lassitude à l'égard de la guerre, de faire monter les prix de l'énergie et, en Ukraine, de plonger le pays dans le noir pour forcer un compromis territorial. Ma crainte est que de nombreux Européens, confrontés à un hiver difficile, fassent pression sur Zelensky pour conclure un compromis similaire à la DMZ (zone démilitarisée) entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Il est peu probable que le président Biden suive cette voie et je pense qu'il se rangera à la décision de Zelensky. En ce qui concerne la Chine, les élections de mi-mandat ne changeront rien au consensus bipartisan sur une ligne dure envers la Chine. Je pense que rien ne va changer à ce niveau-là car Biden, en vue d'une éventuelle course à la présidence, ne veut pas prêter le flanc aux critiques des républicains pour sa soi-disant faiblesse sur la question chinoise.



**Josef Joffe**  
Professeur à l'Université Johns Hopkins, conseiller éditorial de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*

Il est temps de placer Biden sur le spectre qui va de la réaffirmation à la rétractation : a/ D'un côté, Biden a immédiatement arrêté et inversé les retraits de troupes en Europe. Plutôt que de critiquer l'OTAN comme Obama et Trump, il travaille à réparer les liens. b/ De l'autre, il retourne à l'approche d'Obama concernant l'Iran en essayant de réanimer, non sans un désespoir apparent, l'accord nucléaire ; c/ D'un côté, Biden tente de resserrer les liens avec le Japon et la Corée du Sud, que Trump a négligé, ainsi que de renforcer l'AUKUS, le trio avec l'Australie et le Royaume Uni. d/ De l'autre, Biden traite comme négligeable le plus grand succès diplomatique de Trump, les Accords d'Abraham, un « renversement des alliances » modernes qui relient les pays du Golfe à Israël avec Riyadh en partenaire silencieux ; e/ En ce qui concerne la Chine, Biden est plus dur qu'Obama et Trump. Cette fois, le « pivot vers le Pacifique » est passé de simple symbole à réalité tangible. D'un autre côté, Biden écarte tout engagement concret envers Taïwan. Le maître-mot est « ambiguïté ». f/ D'un côté, Biden s'est vraiment montré gentil avec l'Europe. De l'autre, l'Inflation Reduction Act n'est rien d'autre que du protectionnisme sous un autre nom ; g/ Enfin, l'Ukraine. D'un côté, l'Ukraine aurait disparu si elle n'avait pas reçu des tonnes de merveilleux cadeaux de la part des États-Unis : informations stratégiques, artillerie de haute précision, actifs anti-air et des milliards de dollars. En outre, sans la direction et la protection des Américains, les Européens n'auraient jamais osé provoquer Poutine en armant les Ukrainiens. h/ De l'autre, au cours du mois dernier, on a vu les États-Unis se tourner vers le Kremlin. En novembre, Biden a soudainement utilisé le terme « compromis ». Il y a quelques jours, alors que Macron était à Washington, Biden a déclaré « Je suis prêt à discuter avec M. Poutine s'il manifeste un intérêt pour chercher une façon de mettre fin à la guerre ». La grande stratégie américaine n'a jamais suivi une ligne droite. Les cycles de réaffirmation et de retrait sont aussi américains que l'apple pie.



**Jean-Claude Gruffat**  
Vice Chairman de la Fondation américaine de l'Hôpital américain, membre du Leadership Council de United Way Worldwide, président du Competitive Enterprise Institute

Les États-Unis ont largement tiré avantage du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Certes, les États-Unis et l'administration Biden ont soutenu l'administration Zelensky dès le début de la guerre par une aide financière et militaire massive, mais les États-Unis en ont largement tiré avantage pour diverses raisons. Tout d'abord, et en grande partie grâce à la précédente administration, les États-Unis sont pratiquement indépendants sur le plan énergétique et exportent du GNL vers l'Europe, comme vous le savez, et en tirent profit. La disponibilité d'une énergie meilleur marché a également pour effet d'attirer les investisseurs aux États-Unis. Quelques entreprises européennes ont déjà transféré certaines de leurs activités de l'Europe vers les États-Unis afin de bénéficier des subventions et des incitations fiscales que l'administration Biden accorde aux entreprises qui opèrent aux États-Unis. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'Inflation Reduction Act qui, ne vise pas réellement à réduire l'inflation, mais constitue purement et simplement une autre forme de protectionnisme. Cette loi profite non seulement aux États-Unis, mais aussi à nos partenaires d'Amérique du Nord, comme le Canada et le Mexique. Par ailleurs, les demandes répétées de contribution accrue à la défense formulées par les précédentes administrations, qu'il s'agisse d'Obama ou de Trump, et par Biden trouvent maintenant un écho en Europe, où plusieurs pays ont annoncé qu'ils allaient augmenter leurs dépenses de défense, à commencer par l'Allemagne. Les États-Unis sont gagnants car des pays comme l'Allemagne n'achètent pas d'équipements européens à la France ou ne forment pas d'alliances ou de coentreprises, ils achètent des F35 aux États-Unis. C'est donc un autre avantage pour les États-Unis. L'OTAN, que les précédentes administrations avaient remise en question, sort renforcée avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande, ce qui aurait été impensable sans la guerre en Ukraine. Le constat est donc clair : les États-Unis ont largement tiré avantage de ce conflit en Europe, c'est la réalité.



**Renaud Girard**  
Grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*

À partir de 2014, les Russes commencent à attaquer les Américains par des attaques cyber, mais il va y avoir une grande contre-offensive américaine. Cette contre-offensive américaine dans le cyber va donner le fait que les Américains réussissent à pénétrer tous les ordinateurs importants en Russie, y compris ceux de l'état-major général russe, ce qui leur permet de donner heure après heure les plans de l'état-major russe à leurs alliés ukrainiens. En février-mars 2022, les Américains constatent que toute l'Europe panique. La Suède et la Finlande veulent se précipiter dans l'OTAN. L'Allemagne fait son mea culpa : « Comme nous avons été naïfs de reposer sur le gaz russe », et ils changent de politique à 180 degrés. À Madrid, nous avons la réunion de l'OTAN et nous avons affaire à une Europe complètement « OTANisée ». On oublie évidemment les initiatives ou les principes français d'autonomie stratégique européenne ou de défense européenne. D'ailleurs, les Allemands font un plan de 100 milliards d'investissements. Il n'est pas question d'acheter des armes européennes, mais que des armes américaines. Lorsque Scholz a fait un discours à Prague sur la défense européenne, il n'a même pas mentionné la France. Il a dit qu'il voulait constituer une sorte de bouclier antimissile, sans même parler des efforts déjà entamés par la France et l'Italie dans un tel bouclier antimissile. On oublie donc complètement l'autonomie stratégique européenne. Quelle va être, maintenant que l'Europe est vassalisée, la politique du suzerain ? Je vais conclure là-dessus. Le suzerain américain va continuer à vendre ses armes. Il va consolider l'axe Paris-Berlin-Varsovie-Kiev qui était déjà dans le livre de Brzezinski. Le grand échiquier. Lorsque Brzezinski a préconisé d'exclure complètement la Russie de l'espace européen, il a dit qu'il fallait constituer cet axe. Il est aujourd'hui constitué complètement sous influence américaine.



PRÉSIDENT:  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



**Prince Faisal bin Farhan Al Saud**  
Ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite

De notre point de vue, la polarisation est la dernière chose dont nous avons besoin en ce moment. Nous constatons déjà d'énormes pressions sur l'économie mondiale avec l'inflation, la sécurité alimentaire, etc., et plus de polarisation n'est pas un moyen de résoudre cette situation. Cela ne fera que l'exacerber. Nous pensons que nous devons construire des ponts, renforcer les liens et trouver des domaines de coopération. Les sommets Chine-monde arabe, Chine-CCG en étaient une itération, tout comme le sommet de Djeddah avec les États-Unis. Nous voulons continuer à tenter de construire des ponts avec tous nos partenaires internationaux. Cette année, le Royaume est la 15<sup>e</sup> plus grande économie du monde et celle qui connaît la croissance la plus rapide, et nous espérons que cette année nous atteindrons 1 000 milliards de dollars de PIB. Alors que nous gagnons en importance dans le cadre de l'économie mondiale et renforçons notre position, la position du Royaume mais aussi la position du CCG, nous voulons vraiment mettre l'accent et renforcer notre position en tant que pont entre l'Est et l'Ouest pour relever tous ces défis auxquels nous faisons face. Nous vivons dans un monde compliqué et difficile et il y aura toujours des problèmes à résoudre, mais la meilleure façon de les résoudre est le dialogue, l'interaction et la coopération, ce qui est notre approche. [...] Pour nous, notre politique étrangère est motivée par notre besoin de construire une prospérité durable d'abord pour le peuple saoudien, mais ensuite pour les peuples de notre région et, nous l'espérons, pour les peuples du monde entier. Nous recherchons toutes les occasions de bâtir sur cet objectif. S'il y a une possibilité de travailler avec un partenaire d'envergure mondiale pour accroître notre capacité à renforcer nos programmes économiques et sociaux ainsi que notre région, et cela ne peut se faire que par la coopération, nous suivrons ces possibilités. [...] De toute évidence, si l'Iran dispose d'une arme nucléaire opérationnelle, tous les paris sont ouverts. Nous nous trouvons dans une région très dangereuse. Nous avons déjà vu une activité importante de la part de l'Iran, et nous pourrions y rencontrer beaucoup plus de risques. Bien sûr, les États de la région ne voudront pas être exposés à une telle menace sans réagir. Vous pouvez donc vous attendre à ce que les États de la région examinent certainement comment ils peuvent assurer leur propre sécurité. [...] Je pense que nous sommes dans une période extrêmement passionnante pour travailler au Royaume d'Arabie saoudite. Nous subissons des changements vertigineux et, plus important encore, nous travaillons selon une feuille de route et une vision claires, auxquelles j'ai fait référence plus tôt, construisant une prospérité durable pour le peuple saoudien. C'est la priorité absolue et le moteur de tout ce que fait le gouvernement saoudien, qu'il s'agisse de politique intérieure ou étrangère. Mon mandat en tant que ministre des Affaires étrangères est très clair. Il consiste à soutenir et à améliorer les perspectives d'atteindre les objectifs de cette vision, une prospérité durable pour le peuple saoudien. Probablement d'ici 2030, nous serons parmi les huit premières économies au monde.



# 1. L'économie et la finance



PRÉSIDENT

## Jean-Claude Trichet

Vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Il ne me reste qu'à vous donner une liste de questions : 1/ Quelle est la probabilité que les banques centrales des économies avancées réussissent à reprendre le contrôle de l'inflation ? 2/ Avons-nous des commentaires à faire sur les projections actuelles de croissance mondiale par les institutions internationales ? 3/ Est-ce que notre évaluation des divergences entre les économies avancées, le monde en développement et les pays émergents est correcte ? Qu'en est-il de la fragilité des pays en développement et de la probabilité de perturbations majeures ? Quelle est la probabilité d'une crise financière déclenchée par les grosses corrections du marché ? Ainsi que je l'ai déjà évoqué, des arrêts soudains dans le fonctionnement des principaux marchés ou certaines interventions d'intermédiation non-bancaires, la perte brutale de solvabilité publique ou privée, les bulles de correction des actifs, etc. 4/ Un autre problème qui doit être abordé, ce sont les crypto-monnaies et les causes et conséquences de ce qui s'est passé dans le monde crypto. Doit-on s'attendre à davantage de drame dans ce domaine et quel jugement pouvons-nous faire ? Je dois admettre, avec le bénéfice du recul à posteriori, que je ne comprends pas comment nous avons pu laisser de tels instruments, tout du moins ceux qui sont purement spéculatifs, prospérer comme ils l'ont fait. Un autre problème qui est lié à cette question, c'est celui de la cybersécurité et de la menace qui pèse sur la stabilité financière. Quelle correction pouvons-nous imaginer à ce problème ? 5/ Peut-on exclure une perturbation financière majeure causée par le changement climatique, et quelles en seraient les conséquences ? Dans la même idée, est-ce que nous partageons la conclusion selon laquelle il est très probable que la transition verte engendre des taux d'intérêt bien plus élevés au niveau mondial que ce ne fut le cas dans le passé, en prenant en compte qu'il est très probable que l'excès d'épargne va disparaître progressivement, et que la transition verte va nécessiter d'énormes volumes de nouveaux investissements ainsi qu'un remplacement du stock de capitaux qu'elle va rendre obsolète ?



## Serge Ekué

Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Je voudrais souligner quatre objectifs politiques clés auxquels nous sommes face en Afrique en général et plus spécifiquement dans notre région d'Afrique subsaharienne. Le premier c'est la question de l'insécurité alimentaire, qui je pense est une menace majeure que nous devons gérer dans une région où l'âge moyen de la population est 20 ans, et nous savons tous que notre population double tous les 25 ans. C'est une menace réelle dans le contexte actuel. Le deuxième objectif politique clé se rapporte à la manière de gérer le changement de politique monétaire. L'an dernier, je faisais partie de ceux qui pensaient que l'inflation serait temporaire mais lorsque l'on regarde la situation en détail aujourd'hui, il semble que nous entrons dans une nouvelle ère. À la fin des années quatre-vingt-dix le Mexique avait accès aux marchés de capitaux à 18 % avec une maturité à 10 ans. Cela n'a surpris personne. Aujourd'hui, obtenir des fonds à 18 % est un véritable défi. Le changement de politique monétaire avec cette réalité de la plupart des pays, pour ne pas dire tous les pays qui n'ont pas accès aux marchés de capitaux, va être un vrai problème et une vraie menace. Le troisième concerne la consolidation des finances publiques et la réponse à un resserrage des conditions financières. Le quatrième objectif est la façon dont nous préparons le terrain pour une croissance durable et plus verte. L'an dernier, à la BOAD, nous avons lancé des obligations durables à hauteur de 750 millions d'euros, six fois sursouscrites. À l'époque, ma devise était la suivante : l'argent est roi, nous devons donc faire tout ce qui est nécessaire pour rassembler le plus de fonds possible. Et mon tout dernier point, je pense que pour gérer ces problèmes nous devons trouver comment renforcer le capital de premier tiers de nos institutions, pour répondre à la seule question qui compte vraiment, à savoir qui va encaisser les premières pertes ?



## Raed Charafeddine

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

L'économie du Liban fait face à des conditions de crise pour la troisième année consécutive, due à la crise multi-dimensionnelle que le pays traverse, aggravée par les turbulences économiques régionales et mondiales. La crise du Liban a émergé après une décennie de troubles régionaux d'un côté et des difficultés de finances publiques en termes de déficit du budget et d'exacerbation de la dette publique et de son service de l'autre. La conséquence la plus stressante est le facteur monétaire et financier d'inflation qui est incarné par la pénurie de liquidités étrangères, la dévaluation des taux de change, et le déséquilibre dans la balance des paiements. Avec un déséquilibre des échanges excessif, l'économie libanaise a été extrêmement vulnérable aux chocs de prix combinés à une sévère contraction dans tous les secteurs économiques. Le PIB réel s'est contracté de 11 % en 2021, après une véritable contraction de 25,9 % en 2020, et on prévoit une contraction supplémentaire de 6,5 % en 2022 sur le principe de la poursuite de réponses macro-politiques inadéquates. Le taux moyen d'inflation pour 2021 a été estimé à 154,8 % contre un taux moyen de 84,9 % en 2020, et on estime qu'il dépassera les 170 % d'ici la fin de 2022. Au total, les taux cumulés d'inflation entre 2012 et 2021 ont atteint 831,6 %. Le chômage au Liban est passé de 11,4 % en 2018-2019 à 29,6 % en janvier 2022, indiquant que presque un tiers de la population active est au chômage. [...] Au niveau du Liban, les efforts de la Banque du Liban (BDL) pour rétablir la stabilité financière et monétaire devraient être accompagnés par des mesures critiques pour fléchir la grande incertitude et paver la voie de la reprise : stabilité politique ; volonté politique d'entreprendre des réformes structurelles et mettre au point un plan économique viable ; restaurer et améliorer la confiance interne et externe.

# 1. L'économie et la finance

**Jeffrey Frieden**

Professeur en études gouvernementales à l'Université d'Harvard

Mon dernier point est de réfléchir à quelques-unes des implications politiques de ce qui se passe actuellement. Nous sommes seulement au début d'une période de politique monétaire restrictive après au moins trois décennies de grande modération où les taux d'intérêt étaient très bas et la croissance raisonnable. Dans ce contexte, alors que les politiques monétaires restrictives se mettent en place, elles vont ralentir la croissance, comme elles l'ont déjà fait dans certains pays, plus qu'aux États-Unis. D'un point de vue politique, nous pouvons anticiper une pression substantielle pour lever les freins de la politique monétaire. Nous pourrions débattre pour savoir si c'est justifié et il y a des débats à l'heure actuelle aux États-Unis pour savoir si cela vaut le coup d'augmenter les taux d'intérêt ou pour savoir quel est le bon équilibre entre l'inquiétude quant à l'inflation et l'inquiétude quant à l'emploi. Nous nous trouvons dans une position agréable en ce moment avec l'emploi qui se porte très bien, mais cela ne durera pas éternellement. Lorsqu'il s'agit d'un choix clair entre la lutte contre l'inflation d'un côté et la création d'emplois ou la lutte contre le chômage de l'autre, je pense qu'il y aura des conséquences politiques. Pour être très spécifique, dans les pays qui font face à des récessions grandissantes dans le contexte d'une politique monétaire serrée, je pense que cela provoquera une résurgence des pressions populistes de la part de groupes de citoyens qui pensent que les banques centrales et les banquiers font tout leur possible pour appauvrir la population active et qu'ils devraient passer sous contrôle du système politique. Je pense que les perspectives politiques à moyen terme présagent également beaucoup de controverses sur les mesures à prendre. Ce sont mes réflexions sur l'intersection entre les événements économiques que nous connaissons et certains des dilemmes politiques que nous allons rencontrer à l'avenir.

**Akinari Horii**

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint à la Banque du Japon

La mondialisation a certes ralenti, mais sans s'inverser. À moins que la mondialisation ne s'inverse, les pressions inflationnistes des fournisseurs mondiaux vont se lever à mesure que les chaînes de production et les sources d'approvisionnement alternatives se développent. Maintenant que les États-Unis ont un congrès divisé, aucune grosse réforme fiscale ou important programme budgétaire ne va être voté dans les deux ans à venir. La politique monétaire américaine vise à contenir l'inflation et en cela, l'absence de surprise à l'horizon est une bonne nouvelle. Que cela se finisse par un atterrissage en douceur ou pas, je suis sans doute plus optimiste que la plupart d'entre vous ici. Pourquoi ? Peut-être car, dans un premier temps, je vis au Japon, loin de l'Ukraine. Les Européens sont beaucoup plus inquiets quant à leurs propres économies, et à raison. Dans un second temps, je ne vois pas d'importants signes avant-coureurs de perturbations financières, en particulier aux États-Unis, qui seraient similaires à ceux qui ont précédé les crises financières mondiales. J'espère que les banques centrales et autres autorités de supervision pourront gérer la situation en gérant au cas par cas les institutions qui posent un problème. C'est rassurant de savoir que la plupart des banques dans les pays les plus importants sont tellement bien capitalisées qu'il y a peu de chances qu'elles empirent une éventuelle crise systémique de la finance. L'enquête de la BRI sur le marché des échanges en 2022 a mis en avant une fois encore que la répartition des principales devises sur le marché des devises internationales reste quasiment inchangée depuis plusieurs décennies. L'un des développements notables des dernières années, c'est l'ascension du yuan chinois (RMB). L'ascension du RMB s'explique en grande partie par sa substitution pour le dollar de Hong Kong et le rouble russe : d'une part, l'autonomie de Hong Kong en tant que centre financier s'est vue remise en question, et d'autre part, les sanctions occidentales envers les banques russes ont limité l'usage du rouble en tant que moyen de paiement pour les échanges commerciaux et autres transactions internationales.

**Kyung-wook Hur**

Président du Korean Bretton Woods Club, président du conseil du Korea Center for International Finance, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, ancien économiste au FMI

Sur la politique monétaire mondiale, je pense qu'il y a un réel danger de resserrage excessif plutôt que de manque de resserrage. Normalement, l'idée est de réduire l'inflation en resserrant à la fois la politique monétaire et la politique fiscale. Cependant, en cette instance, à cause de l'augmentation très rapide des taux d'intérêt, il y a des groupes vulnérables dans la société qui sont en danger et cela nécessite probablement plus de soutien du volet fiscal. En outre, nous parlons de l'Inflation Reduction Act des États-Unis et la même chose a été mentionnée pour l'Europe, le Japon et même la Corée, car l'industrie des puces ou l'industrie des véhicules électriques va nécessiter du soutien fiscal. Un autre élément sont les coûts d'adaptation au changement climatique. Nous savons tous après la COP 27 que nous sommes en retard par rapport aux objectifs, donc il va y avoir une forte demande pour du soutien fiscal. Quand le volet monétaire se resserre, même avec les meilleures intentions gouvernementales, il y a de nombreux domaines qui nécessitent un cadre fiscal. Si le resserrage est effectué sur le versant monétaire seul, on peut finir avec un excès de resserrage plutôt qu'un excès de souplesse. [...] Un dernier point, qui est également lié à la Corée, c'est le canal des opérations de change qui requiert également un excès de resserrage. Quand on regarde l'ensemble des éléments concernés, nous pourrions peut-être atteindre l'objectif d'inflation, mais il est plus probable que nous créions une récession plus grande que celle prévue initialement par les dernières estimations du FMI. [...] Je reste convaincu qu'il faut une structure pour que les pays à monnaie non convertible sachent s'ils peuvent accéder de façon raisonnable à l'aide de la Réserve fédérale. Une telle structure n'existe pas. La dernière fois que la Fed a aidé ces pays, elle l'a fait de façon unilatérale pendant la pandémie. Nous avons donc probablement là un vide dans l'architecture financière internationale.

# 1. L'économie et la finance



**Pierre Jacquet**

Président du Global Development Network (GDN), professeur à l'École nationale des ponts et chaussées

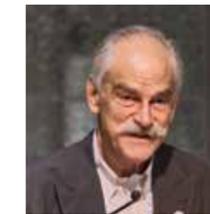
L'inflation reste un risque à considérer comme préjudiciable. Cependant, il n'y a aucun signe de spirale des salaires et des prix, du moins en Europe, et les banques centrales ont agi jusqu'à présent, même tardivement, avec détermination et sagesse. L'inflation pourrait ne pas être le risque le plus redoutable à considérer dans la situation actuelle. Le principal danger qui se profile à l'horizon me semble lié à la détérioration du tissu de nos sociétés, notamment en lien avec la perception selon laquelle l'économie vise finalement à enrichir les riches. Cela requiert toute notre attention. Mon deuxième point est que la situation actuelle est unique dans la convergence qu'elle montre entre un certain nombre de crises graves dans tous les domaines. Mais le capitalisme a toujours été fait de crises, et au-delà des causes immédiates, il existe des constantes comportementales profondes qui alimentent continuellement des périodes d'enthousiasme excessif pour les remplacer ensuite par des périodes de désillusions excessives. La réglementation est nécessaire, mais elle tend à être réactive plutôt que proactive.



**André Lévy-Lang**

Président fondateur de l'Institut Louis Bachelier

Mon sujet est l'interaction entre la finance et la géopolitique, ce que j'appelle la militarisation de la finance. Ce n'est pas nouveau, il faut se rappeler que les sanctions et les boycotts ont été utilisés à des fins politiques contre des pays comme l'Angola, l'Iran et le Soudan, mais ce qui est nouveau c'est que depuis février cela concerne la Russie, qui est une économie importante et c'est un changement majeur. Si on regarde la finance comme une arme, la question est d'estimer l'impact de cette situation sur l'énorme volume d'investissements qui, comme l'a mentionné Jean-Claude, va être nécessaire pour financer la lutte contre le changement climatique, car nous parlons de chiffres très élevés. Le fait que la finance soit utilisée comme une arme a des implications en termes de risques systémiques, sur le comportement des institutions financières et les marchés. Nous n'avons pour l'instant pas de vision claire, nous y travaillons, sur comment la finance en général peut soutenir et rendre faisable ces énormes investissements sans créer de risque systémique, brisant le système pour créer des situations majeures et ingérables. C'est un point essentiel sur lequel nous commençons en ce moment un projet avec l'Ifr. Une fois encore, il est facile de verbaliser les problèmes, mais pas facile du tout de les développer et de les transformer en projet de recherche.



**John Lipsky**

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, ancien premier directeur général adjoint du FMI

Si les taux à long terme augmentent significativement, et restent élevés pour toute période de temps, il va y avoir une pression monstrueuse sur les comptes fiscaux dans les économies avancées, car les coûts de service de la dette vont augmenter inexorablement en tant que pourcentage des revenus. Je suggère, depuis longtemps, qu'une concentration intense sur la politique monétaire dans les discussions publiques des perspectives économiques et financières semble être au détriment de l'analyse des forces fondamentales souterraines qui sont selon moi les plus importantes. Il est de notoriété publique que la dette des pays en développement va être un problème. Nous connaissons également les grandes lignes du problème qui bloque à l'heure actuelle la formation d'une solution multilatérale efficace. En résumé, c'est le grand changement dans la composition des créanciers des économies en développement qui s'est déroulé depuis la grande crise financière, qui a rendu le Club de Paris préexistant inefficace. Une nouvelle coopération internationale est nécessaire pour progresser vers une solution. Admettant que le Club de Paris n'était plus le lieu adéquat. Le G20 a créé le cadre commun pour les traitements de la dette. Le cadre commun s'est pour l'instant illustré par ses progrès léthargiques, pour ne pas être plus dur. C'est un problème qui sert de test décisif pour les perspectives de coopération politique mondiale. En d'autres termes, le cadre commun du G20 doit fonctionner. Évidemment, il faudra pour cela faire des compromis. Quels que soient les détails – pour ceux qui sont inquiets de l'inégalité mondiale et pour ceux qui craignent la déréliction de la gouvernance mondiale – il faut une solution à l'impasse actuelle.



**Jean-Claude Meyer**

Vice-Chairman International de Rothschild & Cie

L'année à venir sera volatile, désagréable, une « année difficile » pour citer le président de Mubadala, car la croissance va ralentir, voire devenir une récession dans certains pays jusqu'à l'été ; les marchés financiers resteront instables et chaotiques. Les taux d'intérêt vont augmenter, mais plus lentement en parallèle à une inflation plus basse mais résistante, et des prix de l'énergie, des transports et des matières premières qui chuteront grâce à la croissance plus lente. Cette contraction de la croissance devrait augmenter le chômage à 5,5 % aux États-Unis, ce qui aura un effet positif contre l'inflation. Cependant, nous pouvons également imaginer un scénario plus positif en 2024. Une fois « le boulot fait », pour citer Jay Powell, les prévisions pour 2024 devraient s'améliorer, avec une croissance certaine, même en Chine, une inflation plus basse et des taux d'intérêt en baisse, en bref : un atterrissage en douceur. A condition qu'il n'y ait plus de Covid et que la guerre en Ukraine ne se dégrade pas, et qu'il n'y ait pas de guerre à Taiwan. Dans ce cadre, nous pouvons nous permettre d'être un peu plus optimistes pour la fin de l'année prochaine et d'envisager une reprise en 2024. Les marchés financiers américains se conduiraient alors mieux que les marchés européens, grâce à la force du dollar et à l'absence des problèmes auxquels l'Europe fait face : la zone Europe est plus fragile que les États-Unis, plus affectée par la guerre en Ukraine et par l'inflation à cause des prix de l'énergie, des aliments et de l'augmentation de la demande stimulée par les politiques budgétaires européennes.

## 2. L'énergie et l'environnement



PRÉSIDENT

**Valérie Ducrot**

Directrice exécutive du Global Gas Centre

Concernant l'efficacité énergétique, j'ai récemment participé à une mission en Asie centrale, au cours de laquelle la notion d'efficacité énergétique est apparue indissociable de la question des subventions. Lorsque l'énergie est subventionnée, les prix reflètent rarement le marché réel. Or, c'est là un sujet majeur aussi dans les pays du Nord. Ma seconde remarque porte sur l'hydrogène vert. Ainsi, certains projets sont en lien avec l'Afrique, qui dispose de fermes solaires, dont l'électricité revient ensuite en Europe avec l'hydrogène vert. Je crains que cela ne creuse l'écart, comme vous le disiez, entre le Sud et le Nord. Ce sujet un peu contradictoire mérite d'être abordé et débattu de nouveau. Ce qui amène ma troisième remarque : comment parler de circularité à propos de l'hydrogène vert partiellement produit en Afrique puis renvoyé en Europe. Cette configuration n'a rien de circulaire. [...] La question de la réduction de la demande est spécifique au Nord, puisque dans le Sud, des milliards de personnes n'ont pas accès à l'énergie ou à l'électricité. L'Afrique du Sud souffre ainsi de coupures d'électricité deux heures par jour, et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Aussi devons-nous rester prudents : pour que le monde aille mieux, nous devons augmenter notre production d'énergie et d'électricité. Tel est notre sujet. Le contexte européen est certes très différent, mais nous devons rester attentif au caractère global de cet échange. [...] J'aimerais évoquer également le gaz. Il existe d'importants projets de terminaux flottants de GNL en Asie du Sud-Est. Pour prendre l'exemple des Philippines et de l'Indonésie, il s'agit là d'un thème majeur que nous n'avons pas encore abordé. Le gaz naturel a pourtant un rôle essentiel à jouer dans la transition énergétique et l'accès à l'énergie.

**Olivier Appert**

Président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie

L'invasion de l'Ukraine par la Russie sonne comme un avertissement car le secteur de l'énergie est indissociable de la géopolitique. La géopolitique a toujours été une composante essentielle du secteur pétrolier en raison des préoccupations quant à la sécurité d'approvisionnement. La répartition inégale des réserves de pétrole et de gaz naturel est en effet source d'inquiétude. Il en va de même du gaz naturel. La guerre en Ukraine illustre clairement ce retour en force de la géopolitique. Grâce à leur nouvelle indépendance énergétique, les États-Unis affirment leur leadership sur le marché mondial de l'énergie, ainsi que sur l'approvisionnement énergétique de l'Europe. D'autre part, la Russie, premier exportateur de gaz, brandit cette ressource comme une menace, ultérieurement mise à exécution. Le 24 février a marqué un tournant décisif avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, événement dramatique aux graves conséquences dans le secteur de l'énergie. La plupart des pays européens ont pris des mesures pour en atténuer les répercussions sur les consommateurs finaux. L'Union européenne a ainsi rapidement décidé d'un embargo sur le charbon et le pétrole russes. Le véritable effet de ces mesures sur l'économie russe reste toutefois à démontrer. Le marché du gaz naturel, quant à lui, se resserre, ce qui représente un enjeu crucial pour l'Europe, qui dépend lourdement des exportations russes pour son approvisionnement. La seule alternative reste le GNL. En résumé, ces prochaines années, les enjeux géopolitiques seront un aspect déterminant du secteur de l'énergie. Il est tout à fait urgent d'intégrer cette dimension dans les politiques énergétiques qui seront mises en place au niveau mondial.

**Narendra Taneja**

Président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi, président fondateur du World Energy Policy Summit

Avec la COP et d'autres plateformes placées sous l'égide des Nations Unies, nous disposons désormais dans le domaine du climat d'une sorte d'une gouvernance mondiale, dotée de structures et de règles. Je suis intimement convaincu que la politique et la sécurité énergétiques d'une part, et la politique et la sécurité climatiques d'autre part, sont les deux faces d'une même pièce. Les pays de l'OCDE, que l'on appelle aussi le Nord, sont prêts à bâtir ce genre de gouvernance pour le climat, mais pas pour l'énergie. Certes existent déjà l'OPEP, qui est un cartel, et l'AIE, qui défend les intérêts des pays de l'OCDE, ainsi que quelques autres organismes consacrés aux énergies renouvelables, ainsi que le Forum mondial de l'énergie, et bien d'autres encore. Mais force est de constater que le plus grand défi aujourd'hui est que la plupart des pays de l'OCDE refusent de discuter de cette question. Or, comment construire une quelconque gouvernance mondiale du climat durable en l'absence d'une gouvernance mondiale de l'énergie durable ? [...] Face à la guerre en Ukraine, la première réaction de l'Europe fut d'édifier une sorte de forteresse de l'énergie afin de se protéger. L'Europe ne se soucie que d'elle-même : avec l'envoi d'une impressionnante délégation au Canada, menée par le Chancelier allemand ; avec l'envoi d'une autre en Arabie saoudite ; puis d'une autre au Qatar. C'est ainsi qu'un méthanière destiné au Bangladesh se trouvait ainsi à seulement 200 milles de ses terminaux de destination avant d'être dérivé vers l'Allemagne. Dans un tel contexte, comment pourrions-nous bâtir une gouvernance mondiale du climat durable ? Pensez-vous que la solution est de vous mettre à l'abri dans votre forteresse énergétique ? Dès que l'Inde achète quelques litres supplémentaires de pétrole russe, les récriminations fusent, alors que la Chine, voire l'Europe, qui en importent bien plus, n'essuient pas le moindre reproche.

## 2. L'énergie et l'environnement



**Florent Andrillon**

Global Head du service Sustainability chez Capgemini Invent

L'urgence est en fait de nous attaquer à toutes les dimensions du changement climatique. Selon mon amie Helen Clarkson, du Groupe Climat, le plus grand danger est de procrastiner et de reporter les questions climatiques à plus tard pour se consacrer à la sécurité énergétique, au lieu de faire ce que le monde entier a réussi à faire pendant la pandémie de Covid-19, à savoir réagir à la vitesse de l'éclair. Comment faire pour consacrer toutes nos forces au changement climatique, au déploiement des technologies déjà connues et à l'accélération d'innovations existantes, y compris les innovations low-tech qui sont tout aussi pertinentes ? L'innovation frugale est également une piste à explorer afin de réduire notre consommation d'énergie. [...] L'approvisionnement et la sécurité énergétiques ont été négligés ces dernières années, conduisant à une dépendance excessive envers les réseaux de gaz externes. Nous découvrons brutalement que la sobriété énergétique constitue une mesure vitale et urgente en Europe, voire ailleurs, afin d'éviter de perturber les approvisionnements sans dépendre davantage de tiers. [...] Conseiller à des pays tiers de fermer leurs usines à charbon n'a guère de sens : avec une espérance de vie de 30 à 50 ans, ces installations ne disparaîtront pas dans un avenir proche. Les pays utilisant le charbon manquent des ressources suffisantes pour investir de suite dans une énergie propre ou des centrales nucléaires. La technologie CCUS s'imposera donc dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie. Faisons preuve de réalisme : la crise énergétique ralentira sans doute la réduction des émissions de GES, qui, en 2022, ont de nouveau fortement augmenté pour revenir à leur niveau de 2019. À moyen terme, l'énergie décarbonée dépendra davantage de nos ressources domestiques. J'aimerais enfin évoquer la notion de circularité, absente des précédentes discussions, et qui me semble être un levier sous-exploité et peu exploré, capable de contribuer à résoudre certains problèmes, et notamment la menace latente de pénurie de matériaux que nous évoquons. La circularité pourrait en effet permettre de réutiliser et de réinjecter ces matériaux dans l'économie et de soutenir la transition énergétique.



**Igor Yurgens**

Directeur scientifique du Centre de développement durable du MGIMO

Après une longue période de réflexion et d'hésitation, la Fédération de Russie s'est engagée à atteindre l'objectif « net zéro » d'ici 2060, et a adopté un plan national de décarbonation, comme l'ont fait les principales entreprises russes publiques et privées. Cet enjeu est très difficile à atteindre car 60 % du commerce extérieur, 40 % du budget et 20 % du PIB de la Fédération de Russie proviennent essentiellement des hydrocarbures. L'accomplissement de cette tâche requiert donc une véritable restructuration de notre économie nationale. [...] Sur un plan commercial, malgré les sanctions et la pression exercée sur les entreprises russes, privées comme publiques, les 30 plus grandes entreprises ont établi une alliance ESG. Elles travaillent sans relâche sur les rapports non financiers et les instruments financiers verts et s'efforcent de s'aligner conformément aux critères de développement durable. Je peux témoigner que la plupart de ces entreprises disposent d'un plan de décarbonation solide. [...] Dans le domaine des énergies renouvelables, la Russie part de zéro. Le gaz, le pétrole et le charbon y ont toujours été si bon marché que ces ressources alternatives ne suscitaient aucun intérêt. Toutefois, elles existent. La Yakoutie, située à l'extrême nord de la Russie, aux températures hivernales de l'ordre de -40 °C, connaît ainsi un taux d'ensoleillement supérieur à celui de la France. La Russie dans son ensemble bénéficie d'un bon taux d'ensoleillement. Le vent et l'eau s'y trouvent aussi en abondance. Aussi la Russie ambitionne-t-elle de produire 20 % de l'hydrogène mondial. Quant aux énergies renouvelables - éolienne, solaire et marémotrice - elles ne représentent aujourd'hui guère plus de 2 % du bilan énergétique de la Russie. Cependant, de nombreux projets pilotes apparaissent sous forme de grands parcs et les gens sont très enthousiastes à ce sujet, surtout la jeune génération. Outre l'alliance ESG, nous menons également différentes initiatives, notamment une association pour le développement durable de la Russie, forte de nombreux jeunes gens brillants qui, malgré la situation actuelle, sont passionnés par leurs causes.

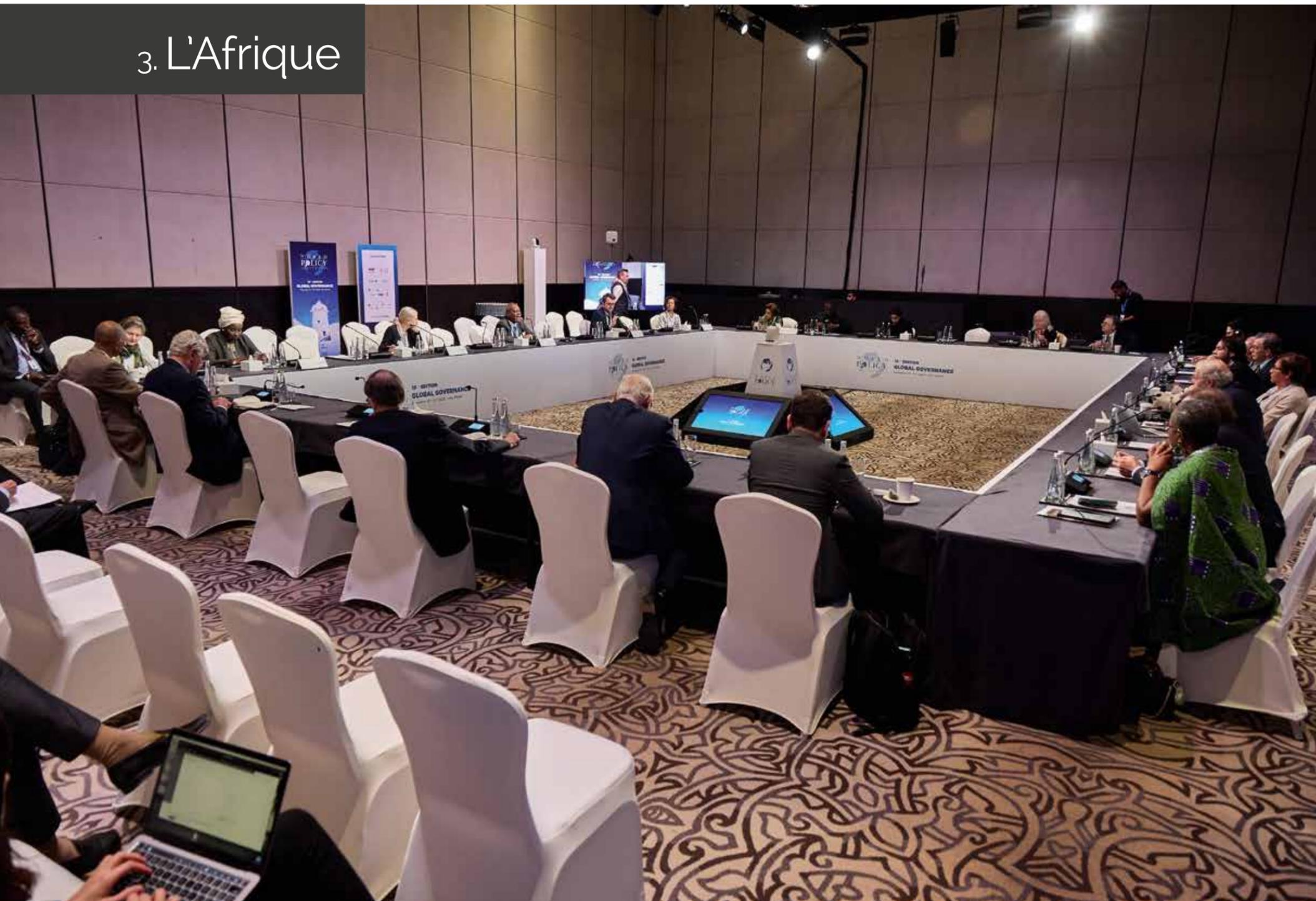


**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Existe-il par ailleurs un problème de gouvernance ? Il existe l'AIE, que vous avez mentionnée, et que l'Inde a été invitée à rejoindre en tant que membre. Le traité fondateur de l'AIE est en cours de modification et de nombreux autres pays BRICS sont concernés. Ce forum existe donc, et c'est même davantage qu'un simple forum. Il existe également la COP. L'idée d'une sorte de Conseil de sécurité de l'énergie semble intéressante. Néanmoins qui devrait y siéger : les plus gros consommateurs et les plus grands producteurs ? L'Afrique n'en ferait donc pas partie, sauf à faire des exceptions, et à accepter d'avoir 100 pays autour d'une table, ou 80 ou 70. Comment procéder face à tant d'interlocuteurs : écouter chacune des 70 délégations ? Si vous avez déjà assisté à une assemblée générale des Nations Unies, vous savez que c'est impossible. À raison de 5 à 7 minutes par délégation, cela représente trois jours de présentations. La question se pose donc de la mise en œuvre et de la réelle marge d'action d'un tel organisme. Discuterions-nous des problèmes de gaz européens avec les Russes ? Les Russes donneraient leur version des choses, à laquelle les Européens répondraient qu'il s'agit d'une agression odieuse et tout dialogue deviendrait impossible, Russes et Européens se rejetant mutuellement la faute. Le problème intrinsèque à la question d'une gouvernance mondiale est celui de la capacité d'action. C'est un problème majeur et sous-estimé. Or il se trouve que les quelques institutions qui existent actuellement fonctionnent. C'est une chance que nous devrions saisir : pourquoi ne pas nous efforcer plutôt de les améliorer ? [...] Un autre sujet de débat concerne évidemment les conflits entre politiques industrielles, à l'heure où le monde devient de moins en moins coopératif, et davantage enclin à un protectionnisme de court-terme. On en comprend les raisons, mais à long terme, certains développements s'en trouveront ralentis, ou bien le coût de certains augmentera, tandis que ceux qui disposent de fonds importants s'en sortiront. Le besoin d'un prix mondial du carbone pourrait certainement être débattu au sein d'un organisme de gouvernance climatique.

# 3. L'Afrique



PRÉSIDENT

## Robert Dossou

Président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin

Depuis la proclamation des indépendances en Afrique, les gouvernements successifs ont eu la charge de construire l'État qui n'existait pas, parce que les territoires érigés en soubassement des États étaient hérités de la conférence de Berlin. Donc, il fallait construire un État-nation et ensuite construire la base socio-économique de la société nouvelle. Et soixante ans après, est-ce que c'est fait ? Quels sont les problèmes posés ? Aucun domaine n'est exclu de nos entretiens. Chacun vient avec sa préoccupation et nous allons essayer de dégager la problématique dans le constat, et la problématique dans la perspective. Mais j'attire votre attention sur un constat qui est fait aujourd'hui. La proportion de jeunes dans tous nos pays a augmenté de manière terrible. Je lisais récemment sous la plume d'un auteur qu'il y a une masse de jeunes qui est là, et ça bouillonne un peu. L'auteur a conclu qu'il s'agit d'un volcan qui attend le moment de l'éruption. Nous en avons eu des signes ces dernières années. Je crois que dans cette perspective, nous pourrions essayer de faire la synthèse de toutes les questions qui seront évoquées.



## Alain Antil

Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri

Pour revenir sur l'évolution du Sahel, il y a quelques leçons qui peuvent être tirées : 1/ C'est qu'il ne faut pas penser ce conflit du Sahel, qui est en train de déborder sur d'autres États d'Afrique de l'Ouest, en termes de terrorisme international ; 2/ C'est ne pas nier les racines internes des conflits. C'est important de le dire, parce que finalement les acteurs extérieurs et les acteurs étatiques ont tendance à les nier ; 3/ C'est que la réponse « militaro-sécuritaire » est nécessaire et indispensable mais elle n'est pas suffisante. L'autre partie de la réponse n'est pas forcément de dire : « nous allons augmenter les aides » ; 4/ Il faut que des réponses sécuritaires soient pensées de telle manière qu'elles n'amènent pas à un surcroît d'insécurité. On a eu dans les pays sahéliens une réponse militaire un peu mal calibrée, qui a finalement accru la violence ; 5/ C'est penser que la réponse désordonnée de la communauté internationale n'est que du ressort de la communauté internationale. Là encore, il faut interroger cette pensée, parce qu'en réalité, et nous l'avons vu notamment au tout début dans les premières années de ce qui s'est passé au Mali, si l'on considère que les aides sont des rentes et que les aides en temps de guerre sont des rentes comme les autres, un pays, s'il veut continuer à avoir des rentes, a intérêt à avoir beaucoup de guichets peu coordonnés les uns avec les autres ; 6/ C'est l'erreur de penser qu'il s'agit d'une crise passagère qui sera réglée dans cinq ans. Nous sommes en train de vivre une espèce de rupture historique de plusieurs dimensions qui se conjuguent les unes aux autres. Il y a effectivement la question du terrorisme international. Mais nous pouvons lire ces révoltes comme des révoltes des périphéries contre les centres politiques ; 7/ Il faut penser que même si la majorité des populations au Sahel est aujourd'hui horrifiée et contre les violences des salafistes djihadistes, il n'est pas du tout dit qu'une partie importante des populations sahéliennes ne soit pas d'accord avec leur objectif politique final, c'est-à-dire changer les modes politiques existants pour quelque chose de branché sur un référentiel religieux.



## Cheikh Tidiane Gadio

Président de l'Institut panafricain de stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance, envoyé spécial de l'OIF, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

Je voulais parler très rapidement de sécurité, de développement et de leadership. Je pense profondément que le problème numéro 1 de l'Afrique est le déficit de leadership. L'Afrique n'a pas de stratégie depuis 1960 pour son développement et le manque de stratégie est lié à l'absence de vision de nos dirigeants. La grave crise sécuritaire est une bonne illustration du manque de leadership dans le continent. L'élimination de Kadhafi et la déstabilisation de la Libye ont ouvert une sorte de termitière où tous ces gens sont sortis pour foncer sur le Sahel. Nous avons averti à l'époque nos amis occidentaux : « ce que vous êtes en train de faire en Libye va avoir des conséquences immédiates sur le Sahel et sur l'Afrique de l'Ouest ». On ne nous avait bien sûr pas écoutés. [...] L'autre grand problème que nous avons aujourd'hui, c'est qu'il y a deux loups dans la bergerie. Il y a les terroristes et nos amis russes. Nos amis russes sont entrés dans le jeu presque à notre insu. Ils ont occupé l'Internet. Ils ont parfois actionné certains de leurs partisans locaux qui ont abondamment utilisé l'arme des fake news. Quand il y a eu un coup d'État au Burkina à 11 h 00 du midi, il y avait des milliers de drapeaux russes qui circulaient au niveau des jeunes dans la capitale. Peut-on croire que cela était spontané ? Et le premier à supporter et défendre le coup d'État, comme par hasard, c'était le patron du fameux groupe Wagner. Aujourd'hui, la « Stratégie Afrique » de la Russie semble marquer des points dans certains pays et au niveau de certains leaders de nos jeunes. Et pourquoi nos dirigeants ne comprennent-ils toujours pas la gravité de l'agression contre les peuples africains avec parfois des massacres de masse aveugles qui ont l'air d'une logique génocidaire d'élimination systématique ? Pourquoi ne comprennent-ils pas qu'il faut arrêter tout ça ? Avec cette urgence absolue devant nous, on nous fait des sommets sur l'industrialisation de l'Afrique. C'est très bien. Il faut industrialiser l'Afrique. Mais nous n'avons pas réglé le problème fondamental qui est la précondition de tout développement : la sécurité ! C'est pour cela d'ailleurs que les fondamentaux de développement n'ont été résolus nulle part dans le continent.

### 3. L'Afrique



#### Elisabeth Guigou

Présidente fondatrice d'Europartenaïres, ancienne présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

L'Afrique a fait des progrès remarquables et a commencé à surmonter ses fragilités. Mais l'Afrique a surtout pris de plein fouet la crise du Covid et la crise du climat, puisque c'est le continent le plus impacté et le moins responsable de cette crise qui arrive. Comment est-ce que l'Afrique peut mieux se renforcer, défendre ses intérêts et se libérer de toutes les formes de néo-colonialisme ? Dans cette optique qu'est-ce que l'Europe peut faire « avec » l'Afrique ? Il y a un consensus externe et interne pour insister sur l'incroyable énergie de cette jeunesse africaine dont la créativité fait mon admiration. Ce que les femmes africaines réussissent à faire dans l'économie circulaire est incroyable. Dans ce savoir-faire, dans ces traditions africaines, il y a beaucoup de leçons que nous pourrions retenir, nous Européens, et en particulier dans l'agroécologie. Il y a évidemment beaucoup à faire pour développer l'agroécologie, industrialiser l'Afrique et promouvoir une meilleure gouvernance. Aucun progrès durable n'est possible, s'il n'y a pas un État qui fonctionne avec des règles et le respect de l'État de droit. L'UE, pour aider l'Afrique, devrait lui accorder autant d'attention et de priorités qu'elle en accorde à l'Est de l'Europe. C'est très difficile, le déséquilibre est là, bien avant la guerre d'Ukraine, mais la guerre a accentué ce déséquilibre. L'UE doit se rendre compte que dans le monde d'aujourd'hui, son intérêt à elle, et de tous les pays qui la composent, c'est de développer avec l'Afrique une stratégie qui permette aux uns et aux autres de ne pas être pris en tenaille entre les intérêts des deux grandes superpuissances. Mais il ne s'agit pas simplement d'une aide financière et économique, il faut inventer un partenariat économique d'égal à égal, qui mette l'accent sur les formations, sur la santé, sur l'éducation. L'UE doit réinventer sa politique d'asile et d'immigration. Je suis convaincue qu'en Europe, mais aussi en Afrique, nous n'avons pas d'autre choix que de définir, chacun avec ses intérêts, une stratégie commune dans le monde d'aujourd'hui. Ou alors, nous serons broyés.



#### Juliette Tuakli

Directrice générale et directrice médicale du groupe médical CHILDAccra, présidente sortante de United Way Worldwide, ambassadrice de Mercy Ships Africa

La crise sanitaire mondiale et la pauvreté poussent à une transformation verte et numérique en Afrique. L'impact de la répartition inéquitable et des pénuries d'énergie sur la santé et l'éducation est considérable sur notre continent. On estime que 600 millions de personnes en Afrique n'ont jamais utilisé d'électricité, soit la moitié de la population totale de l'Afrique. Notre consommation d'électricité va plus que doubler au cours des 20 prochaines années, car étant tirée par la croissance du revenu par habitant, par une urbanisation accrue et très rapide et par une transformation économique continue. Les options en énergies renouvelables semblent particulièrement viables pour les zones éloignées ou isolées hors réseau ou l'accès à l'électricité reste un défi réel et pressant. Je m'attends pleinement à ce que nous brûlions les étapes des systèmes énergétiques distribués. La croissance de nos besoins en énergie et en électricité présente cependant une opportunité économique extraordinaire pour des mécanismes de financement qui vont au-delà des modèles de financement public-privé traditionnels auxquels nous sommes habitués, parallèlement aux opportunités multilatérales et d'aide au développement. Certaines de ces opportunités pourraient provenir de la Banque africaine de développement et de la diaspora africaine. La Banque africaine de développement vient d'accepter de s'associer à l'OMS dans le cadre de l'initiative Africa Connect, qui exploitera stratégiquement les investissements de la diaspora africaine dans la santé et les infrastructures sur le continent. L'aide publique au développement à l'Afrique en 2021 s'élevait à 35 milliards de dollars. Cependant, cela ne représentait que 36 % de la valeur des versements de la diaspora, qui était de 95,6 milliards de dollars. L'Égypte et le Nigéria représentant au moins 50 % de tous les versements vers le continent. Cette nouvelle initiative est particulièrement importante pour nous et pour les initiatives de financement menées par des Africains qui répondent à la fois à nos besoins en énergie propre et à nos besoins en électricité, particulièrement essentiels à notre santé et à notre éducation.



#### Aminata Touré

Députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal

Moi, je vais me situer sur l'autre côté de l'équation. C'est quand même une Afrique aussi porteuse d'espoir et qui l'a démontré. En 1960, quand nous prenions nos indépendances, l'espérance de vie était de moins de 40 ans. Elle est maintenant en moyenne à 63 ans et elle progresse. C'est quand même un indicateur. Investir dans les femmes, c'est juste une question de bon sens, quand on veut avancer. L'Afrique mise ensemble serait la huitième économie mondiale. Cela veut dire que l'Afrique génère aussi de la richesse et pourrait en générer plus, évidemment si nous arrivions justement à imposer notre point de vue. [...] La question du financement est au cœur de la question, mais personne ne veut l'aborder. Parce que c'est une question complexe. Je pense qu'il est temps, si nous voulons sérieusement régler la question, que l'on aille un peu plus au fond des choses. [...] Il y a également cette formidable classe moyenne qui se développe. Je cite la BAD qui parle de 226 millions. Il y a plus de téléphones portables en Afrique qu'il n'y en a aux États-Unis et au Canada combinés. C'est une Afrique où la banque par téléphone est beaucoup plus développée que dans plusieurs parties du monde. Il est clair que les dirigeants africains ne pourront pas dire face à leur population : « écoutez, nous allons préserver le climat. Nous n'allons pas utiliser le gaz que l'on vient de découvrir », alors qu'ils ont besoin d'électricité, d'industrialisation, etc. [...] C'est un continent qui va investir sur ses femmes, sur ses jeunes, en tout cas, qui doit le faire, et sur ses institutions. C'est mon dernier mot : des institutions fortes, des constitutions que les présidents doivent respecter. Ces histoires de troisième mandat, il faut les arrêter. Il faut les arrêter partout, à commencer d'abord par chez moi au Sénégal.



#### Lionel Zinsou

Cofondateur et coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président de PAI Partners

Lorsque l'on vous donne à gérer, à construire des États-nations avec des infrastructures, nous avons besoin de capital. Mais nous en avons aussi besoin pour ce qui a le coefficient de capital le plus élevé qui est l'énergie, puisque l'on nous a livré un continent sans énergie. Dans notre pays commun, à l'indépendance, 10 % des gens avaient l'électricité. Aujourd'hui, immense progrès, nous ne sommes probablement pas très loin de 50 %. Simple, les gens qui n'avaient pas d'électricité dans notre pays étaient 2 millions en 1960. Les 50 % qui ne l'ont pas aujourd'hui sont devenus 6 millions. Quand vous avez acheté une paire de bœufs et une charrue multi-socs et que vous avez ce qui est le parcelaire moyen en Afrique de la paysannerie, soit 2 hectares, cela représente dix ans de chiffre d'affaires. Vous êtes donc en coefficient de capital à un niveau absolument record. Ajoutez que l'eau, c'est pareil. Ajoutez que les infrastructures qui demandent du capital ne créent des emplois qu'indirects, que l'agriculture, quand elle se modernise, détruit les emplois dans mon pays. [...] Notre problème de la jeunesse est aussi un problème de capital. Nous avons le coefficient de capital dans l'économie le plus élevé à mobiliser de tous les continents. Mais nous avons du capital qui ne crée pas de l'emploi de façon directe. Donc, nous avons un problème financier considérable. [...] On peut inventer des partenariats avec du gagnant-gagnant, mais il ne faut pas multiplier les gestes symboliques de l'indifférence. Et dans la période des chocs que nous venons de vivre, ce qui s'est passé sur les vaccins, au moins, ce qui s'est passé sur les équipements médicaux, ce qui se passe en termes de non-solidarité après le choc dollar et un certain nombre de pays qui ont des difficultés de devises considérables de l'Éthiopie au Ghana, mais même au Kenya, le non-soutien logistique, le non-soutien sur certains approvisionnements alimentaires essentiels, franchement, je crois qu'ils ont dégradé la confiance ou l'optimisme. C'est pour ça que j'ai dit qu'il y a des raisons de colère. Il y a des raisons d'amertume.





**Kevin Rudd**

Président de l'Asia Society Policy Institute,  
ancien Premier ministre d'Australie

La visite de Xi Jinping à Riyad revêt une signification considérable car, depuis cinq à sept ans, la Chine déploie une diplomatie économique élaborée à l'encontre des pays du Golfe. Il faut toutefois tenir compte de la relation qu'entretient la Chine de longue date avec l'Iran, qui remonte aux années 1980, lorsque la Chine équipait l'Iran en matériel militaire dans le contexte de la guerre Iran-Irak. Il s'agit donc de liens anciens, que n'oublent pas les dirigeants du Golfe – l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis pour ne citer qu'eux – au moment d'entamer des discussions avec Xi Jinping. Ils auront tous à l'esprit la même interrogation : si les Iraniens venaient un jour à menacer la sécurité nationale des Emirats arabes unis ou de l'Arabie saoudite, comme cela s'est déjà produit par le passé, quelle serait l'attitude de la Chine ? [...] Le 20<sup>e</sup> congrès du Parti qui s'achève, a reconduit Xi Jinping pour la première fois au poste de secrétaire général du Parti pour cinq autres années. Or, Xi Jinping veut s'assurer du retour de Taiwan dans le giron chinois pendant qu'il occupe le poste politique suprême. Cela ne se produira pas nécessairement pendant les cinq prochaines années, puisque Xi Jinping ambitionne sans doute de rester président jusque dans les années 2030. Les cinq années à venir me semblent cependant décisives pour deux raisons. La première est de savoir si les deux parties peuvent s'accorder sur un ensemble de principes, de protocoles et de mécanismes de gestion permettant de prévenir les crises, les conflits et les guerres pouvant survenir par accident au cours des cinq prochaines années. C'est ce dont il a été question lors du sommet Biden/Xi à Bali. La deuxième raison a trait aux moyen et long termes. En d'autres mots, les Américains sauront-ils, avec leurs alliés d'Asie et d'Europe, et les Taiwanais eux-mêmes, saisir l'opportunité qu'offre l'expérience ukrainienne, de concevoir une dissuasion capable de faire renoncer la Chine, à la fin des années 2020 et au début des années 2030, à provoquer délibérément une guerre – par opposition à une guerre par accident – afin de sécuriser ses objectifs politiques à Taiwan ? C'est pourquoi les cinq années qui viennent me paraissent critiques, et la décennie à venir sera selon moi « la décennie de tous les dangers ».





### Laurent Fabius

Président du Conseil constitutionnel français,  
président de la COP 21, ancien Premier ministre  
de France

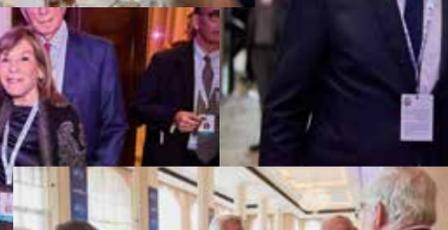
La COP 21 doit son succès non seulement à la diplomatie française, mais également à l'alignement improbable de « trois planètes » : celle des sciences – scientifiques, ingénieurs –, celle de la société civile – les villes, les régions, l'opinion publique, le secteur privé et les institutions financières – et celle des gouvernements. Avant la COP 21 de Paris, les prévisions en matière de réchauffement climatique étaient d'une hausse de 3 à 4 degrés. Grâce aux objectifs et engagement définis dans l'Accord de Paris (1,5 à 2 degrés et neutralité carbone d'ici 2050, etc.), ces prévisions ont été revues à la baisse et la hausse atteindrait plutôt 2,5 degrés. C'est certes insuffisant, mais cela reste un progrès. Nous devons donc continuer de préparer l'avenir, selon quatre axes de mesures que je résumerai ainsi. Le premier axe est celui de la mondialité : les crises sont devenues internationales et pluridisciplinaires. Chacun sait qu'il est impossible de lutter contre le changement climatique sans protéger en même temps la biodiversité. Le deuxième axe est la finance : comment convaincre les acteurs financiers de l'absolue nécessité de cesser d'investir dans les émetteurs historiques de carbone, et d'investir plutôt dans les énergies renouvelables ? Telle sera la question clé de la prochaine COP. Le troisième axe est la rapidité d'action, indispensable au renforcement des décisions de court-terme, qui sont le socle des décisions à long-terme. Le quatrième axe est la justice sociale, en lien avec la finance. La lutte contre le changement climatique comprend une forte dimension sociale, comme l'a montré le mouvement des gilets jaunes en France il y a quelques années. La COP prévue aux Émirats arabes unis s'exposera sans aucun doute à toutes sortes de reproches : greenwashing, etc. Cet événement est pourtant le bienvenu, car si un pays comme les Émirats arabes unis parvient à montrer au monde des raisons de rester optimiste et des moyens d'agir, alors l'avenir reste prometteur.













### Reem Ibrahim Al Hashimy

C'est un immense honneur que d'accueillir ici à Abou Dabi cette 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference. C'est même un véritable privilège d'être en votre compagnie afin d'échanger ensemble sur ces sujets de fond. La World Policy Conference est en effet une plateforme précieuse de partage et de dialogue, enrichie par la diversité de nos intervenants et de notre audience.

### Khaldoon Khalifa Al Mubarak

C'est un plaisir d'avoir ce groupe de personnes exceptionnelles qui viennent du monde entier pour cette remarquable conférence, et bien sûr merci beaucoup pour votre aimable invitation. C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui.

### Tsakhigiin Elbegdorj

J'aime cette conférence que j'appelle le Davos politique. Les participants viennent du monde entier, de différentes universités et d'horizons très divers. C'est l'endroit idéal pour développer son réseau et partager des messages intéressants sur la politique internationale. Je pense que c'est un événement formidable et j'aime participer à cette conférence car il y règne une grande ouverture d'esprit.

### Dania Koleilat Khatib

Merci beaucoup pour votre aimable invitation à la WPC. Comme d'habitude, ce fut un immense plaisir d'y participer.

### Helle Kristoffersen

Je suis heureuse de participer à cette conférence qui réunit tant de personnes de tant de régions du monde. C'est une formidable opportunité.

### Dmytro Kuleba

Je tiens à vous féliciter pour l'organisation de cette excellente World Policy Conference, qui rassemble tant de voix éminentes de toutes les régions du monde. Réunir des représentants de tant de régions et de pays est sans doute la plus grande réussite de cette conférence.

### Prince Michael de Liechtenstein

L'intérêt de cette conférence est que l'on peut y apprendre beaucoup de choses. Elle couvre la politique, l'économie, la technologie et les questions sociales - en somme, tout ce qui fait bouger le monde. Si elle est certes un peu plus axée sur la politique et l'économie, elle n'en reste pas moins très précieuse.

### Mayankote Kelath Narayanan

Depuis plus d'une décennie, j'ai le privilège d'être invité à la World Policy Conference dans différentes capitales et d'y prendre la parole. Les sujets abordés lors de la WPC ont évolué au fil du temps pour s'adapter à la nature changeante du discours mondial.

### Abdulaziz Sager

C'est formidable d'être tous rassemblés ici et de retrouver de nombreux amis. Nous savons tous bien quels efforts cela implique.

### Tobby Simon

Je tiens à vous remercier de m'avoir invité à la WPC à Abou Dabi et à vous féliciter, vous et toute l'équipe, pour votre accueil et les discussions de haute tenue auxquelles nous avons pu participer.

### Ingvil Smines Tybring-Gjedde

La crise énergétique que nous connaissons actuellement sera suivie d'une crise des MPC beaucoup plus étendue. Sans son industrie minière, l'Europe construit son système d'énergies renouvelables sur le sol chinois et russe, et je pense que cela devrait inquiéter tous les Européens. Merci beaucoup d'avoir inscrit ce sujet au programme de cette conférence.

### Peter Beyer

La conférence offre une tribune unique pour d'intenses échanges d'expériences, d'opinions et d'idées. Elle est organisée avec un grand professionnalisme, et le haut niveau d'expertise fait de cette conférence un événement très spécial.

### Yim Hyosung

Je tiens à vous remercier de m'avoir invité à cette conférence 2022. C'était vraiment une expérience nouvelle pour moi d'entendre, de la bouche même d'experts du monde entier, nombre de points de vue nouveaux sur des sujets aussi variés que les relations internationales, la politique, l'énergie et l'environnement. J'ai beaucoup apprécié.

### Memduh Karakullukçu

Permettez-moi de vous remercier de tout cœur, vous et votre équipe, de nous avoir si bien accueillis à Abou Dabi et d'avoir organisé un programme intellectuellement riche, comme toujours.

### Josef Joffe

La conférence a été parfaitement organisée du début à la fin. Félicitations à l'équipe.

### Holger Mey

C'est incontestablement un grand plaisir d'avoir participé à la WPC 2022. Comme les trois éditions auxquelles j'ai eu la chance d'assister, c'est un événement fantastique et parfaitement organisé. Merci beaucoup de m'avoir invité à nouveau.

### Qiao Yide

Je tiens à vous féliciter pour le succès de la 15<sup>e</sup> WPC. C'est un événement merveilleux. J'ai beaucoup apprécié.

### Jean Alaux-Lorain

Quelques mots pour vous remercier chaleureusement de votre invitation à la WPC 2022. Je retiens notamment de cette édition les interventions passionnantes sur les tensions sino-américaines de vendredi soir. Et c'est bien sûr toujours un plaisir de retrouver la communauté de la WPC et de l'Ifri !

### Olivier Appert

Les débats ont été passionnants et ont permis d'apporter un éclairage majeur dans une situation particulièrement critique. J'ai été ravi de pouvoir contribuer à ces échanges.

### Valérie Ducrot

Je tiens vraiment à vous remercier pour cette conférence qui fut un vrai succès.

### Marie-Roger Biloa

Je suis une habituée de la World Policy Conference. C'est un moment que j'essaie de ne jamais rater parce que c'est l'occasion de rencontrer et d'échanger avec des personnalités de différents horizons et de prendre le pouls de notre planète sur les questions politiques, militaires et stratégiques.

### Jacques Biot

L'ensemble de l'événement a, une fois de plus, apporté une impressionnante moisson de faits, d'éclairages et d'intuitions pour tenter de décrypter le futur.

### Laurent Cohen-Tanugi

Permetts moi tout d'abord de t'adresser mes félicitations et mes remerciements pour cette nouvelle édition de la WPC, que j'ai trouvée peut-être encore plus pertinente et stimulante que les précédentes. C'était également ma première visite aux Émirats, et j'ai été très favorablement impressionné.

### Laurent Fabius

C'est un plaisir pour moi de me retrouver dans cette conférence dont la réputation tient au fait qu'elle analyse en général le monde tel qu'il est et non pas tel qu'on souhaiterait qu'il soit.

### Michel Kazatchkine

Félicitations chaleureuses pour cette WPC si riche : une mise à jour, de nouvelles informations, des personnalités remarquables, un état d'esprit libre sans contraintes (sauf le temps !).

### Pierre Monteiller

C'est la diversité et la qualité des intervenants à cette conférence qui en fait toute sa valeur. Les sessions vont vite et sont très percutantes, les orateurs sont excellents et n'ont souvent que 10-15 minutes dans une présentation formelle pour exposer leur point de vue et pourtant ils arrivent à faire passer leurs principaux messages. Au-delà de ce caractère formel, nous pouvons les retrouver dans un contexte moins formel lors de diners ou cafés pour approfondir certains sujets. La proximité que nous pouvons avoir avec ce genre d'intervenants est vraiment précieuse et c'est ce qui fait à mon avis la richesse de cette conférence.

### Général Francis A. Béhanzin

L'organisation et l'encadrement sont parfaits dans tous les secteurs visibles. Les participants sont de très haut niveau. Les différents thèmes en plénière comme en ateliers sont pertinents. Les échanges sont d'une très grande facture. L'ambiance est très conviviale et le temps est trop vite passé.

### Jean-Marie Paugam

Mon admiration, renouvelée, pour cette si belle entreprise de la WPC, que je n'avais guère suivie jusque-là. J'y reconnais à nouveau ton immense talent de créateur, mais ai surtout découvert combien j'en étais proche, par la philosophie que tu lui inspires : évolutions plutôt que révolutions, monde raisonnablement ouvert, diversité, dialogues lucides, espéglerie. Toute ma reconnaissance et mon adhésion.

### Robert Sigal

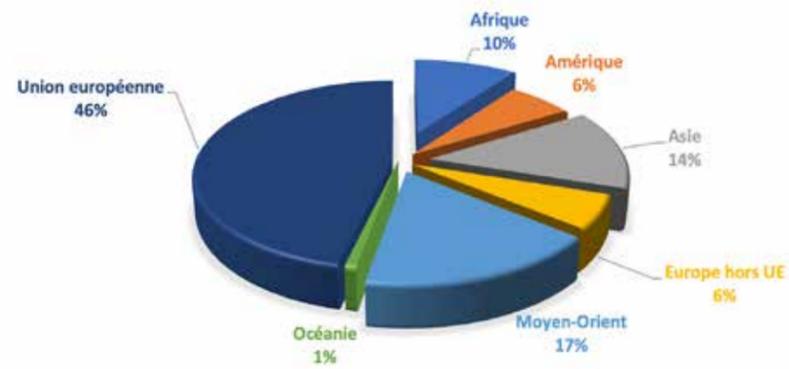
Un très grand merci pour votre invitation à participer à cette édition de la WPC ; comme chaque année, je prends un immense plaisir intellectuel (dois-je citer Kevin Rudd, Laurent Fabius), avec une vraie émotion lors du dialogue que vous avez conduit avec le ministre des Affaires étrangères ukrainien et des contacts très utiles. J'ai également pu avoir un dialogue très intéressant avec les jeunes et brillants X Mines que vous avez eu l'excellente idée d'inviter. Enfin, last but not least, une organisation sans défaut (et donc bravo à toute l'équipe).

### Alain Tchibozo

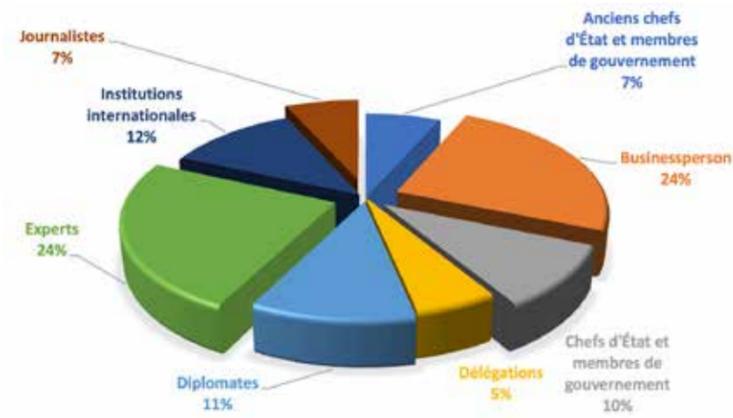
Il y a de la densité dans les propos, une très grande vivacité d'esprit et de l'intérêt. C'est une très bonne conférence.

### Nicolas Véron

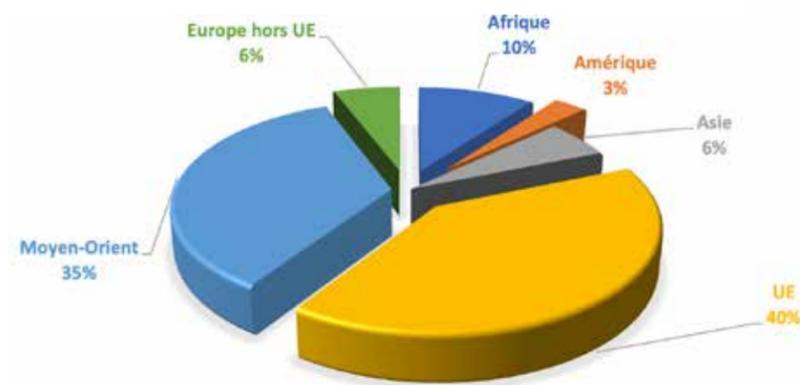
Plus l'incertitude monte, plus on a besoin de ces débats, plus la World Policy Conference et d'autres formats du même type sont pertinents, particulièrement du fait de l'identité de cette conférence qui évite la pensée unique, américano-centrée comme sino-centrée, mais qui parvient à un entre-deux, un tiers espace par rapport à cette polarisation qui s'est beaucoup accentuée ces dernières années entre les États-Unis et la Chine. Je pense que ça donne à cette conférence toute son utilité aujourd'hui.



Participants - Répartition géographique (240 participants de 52 pays)



Participants - Répartition par fonction (240 participants de 52 pays)



Répartition géographique des principaux articles (total: 69 articles)

INVITÉS





## Abdelatif, Soumeya

Médecin, directrice de sociétés. Première vice-présidente de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe, elle a également été auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

## Adamakis, Emmanuel

Métropolitaine de Chalcédoine. Ancien vice-président et président de la Conférence des Églises européennes, il a également été directeur de la représentation de l'Église orthodoxe auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Après avoir été nommé Métropolitaine de France, il a servi en tant que coprésident du Conseil des Églises chrétiennes de France.

## Ahmed, Masood

Président du Center for Global Development. Ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, il a précédemment occupé des postes importants au sein des grandes institutions internationales telles que la Banque mondiale et le département du Développement international britannique.

## Akita, Hiroyuki

Chroniqueur pour Nikkei. Il écrit des commentaires, chroniques et analyses sur les affaires étrangères et la sécurité internationale. Ancien correspondant à Pékin et correspondant principal à Washington, il a été rédacteur en chef et a travaillé au sein de la « Leader Writing Team » du Financial Times.

## Al Awar, Saeed

Directeur général et responsable Moyen-Orient de Rothschild & Co. Auparavant, il a travaillé chez Linklaters. Il est également administrateur indépendant des conseils d'administration de ADC SPAC et de Xcube. Il est par ailleurs membre du Groupe consultatif de la Chambre de commerce internationale de Dubaï.

## Al Bowardi, Mohammed

Membre du cabinet et ministre d'État de la Défense des Émirats arabes unis. Directeur général et membre du conseil d'administration de l'Agence pour l'environnement d'Abou Dabi, il est également vice-président du Fonds Mohamed bin Zayed pour la conservation des espèces, de Mubadala Development Company et de Dolphin Energy Limited.

## Al Dhaheri, Mohammed

Directeur général adjoint de la Anwar Gargash Diplomatic Academy.

## Al Ghafri, Amer

Directeur principal du département d'ingénierie spatiale au Centre spatial Mohammed Bin Rashid. Chef de projet de MBZSat, il a été impliqué dans les principaux projets spatiaux du MBRSC en tant que chef de l'AIT de DubaiSat-1 et chef de projet adjoint de DubaiSat-2.

## Al Hashimy, Reem Ibrahim

Ministre d'État à la Coopération internationale des Émirats arabes unis. Ancienne présidente de l'Autorité fédérale de la compétitivité et des statistiques, elle est également PDG de l'Autorité de l'Expo City de Dubaï. Elle dirige aussi le bureau du vice-président pour les affaires politiques.

## Al Hosani, Farida

Porte-parole officielle du secteur de la santé aux Émirats arabes unis. Directrice du département des maladies transmissibles du Centre de santé publique d'Abou Dabi, elle est également professeure associée adjointe à la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université des Émirats arabes unis.

## Al Mahmood, Marwa Rashed

Cadre supérieur de l'unité des organisations internationales du ministère des Finances des Émirats arabes unis. Elle est responsable du suivi de la mise en œuvre des activités conjointes avec les organisations internationales dont le ministère des Finances est membre.

## Al Mazrui, Abdullah

Président des Chambres de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis. Ancien directeur général de la National Bank of Abou Dabiet ancien président du conseil d'administration de la Banque de Tunisie et des Émirats, il est également président du conseil d'administration de l'Emirates Insurance Company.

## Al Mheiri, Mariam

Ministre du Changement climatique et de l'Environnement des Émirats arabes unis. Ancienne ministre d'État chargée de la Sécurité alimentaire et de l'eau, elle était responsable de la surveillance des stocks alimentaires nationaux, des investissements dans les technologies alimentaires et du suivi des relations internationales.

## Al Mubarak, Khaldoon Khalifa

Directeur général du groupe Mubadala. Président fondateur de l'Executive Affairs Authority d'Abou Dabi, il est également membre du Conseil exécutif d'Abou Dabi, membre fondateur du Conseil suprême des affaires financières et économiques d'Abou Dabi ainsi qu'envoyé spécial présidentiel en Chine.

## Al Neyadi, Salem

Ambassadeur des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

## Al Saud, Prince Faisal bin Farhan

Ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite. Ambassadeur du Gardien des deux Saintes Mosquées auprès de l'Allemagne, il a également été conseiller au ministère des Affaires étrangères, conseiller principal à l'ambassade du Royaume d'Arabie saoudite à Washington ainsi que vice-président du conseil d'administration d'Alsalam Aerospace Company.

## Al Sayegh, Ahmed Ali

Ministre d'État au cabinet des Émirats arabes unis. Il occupe un certain nombre de postes, notamment président d'Abou DabiGlobal Market, membre des conseils d'administration d'Abou DabiDevelopment Fund et d'Etihad Aviation Group ainsi que vice-président d'Emirates Nature – WWF.

## Al-Oraibi, Mina

Rédactrice en chef du journal *The National*, un quotidien régional de langue anglaise basé à Abou Dabi. En tant que journaliste irako-britannique, elle couvre le Moyen-Orient, l'Europe et les États-Unis. Elle a été membre principale à l'Institute for State Effectiveness et World Fellow à Yale.

## Alaux-Lorain, Jean

Chargé d'affaires à la direction de l'innovation de BPI France. Haut fonctionnaire français, il a auparavant travaillé en conseil en fusion-acquisition au sein de BNP Paribas à Singapour et au sein de la division life sciences du groupe Dassault Systèmes en France.

## Almarar, Khalifa Shaheen

Ministre d'État des Affaires étrangères et de la Coopération internationale aux Émirats arabes unis. Ancien ministre adjoint chargé des Affaires politiques, il a également été directeur du département des organisations internationales au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

## Andler, Daniel

Professeur émérite de la Sorbonne. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a fondé et dirigé le Département d'études cognitives de l'École normale supérieure. Il s'intéresse particulièrement aux sciences cognitives et à l'intelligence artificielle ainsi qu'à leurs retombées dans l'éducation, la décision collective et les politiques publiques.

## Andrews, John

Conseiller de rédaction à The Economist et Project Syndicate. Écrivain et journaliste, il est spécialisé en géopolitique. Depuis 2021, il est tuteur principal du premier cours en ligne de The Economist sur les tendances mondiales en géopolitique, avec un accent particulier sur la Chine et les États-Unis.

## Andrillon, Florent

Global Head du service Sustainability chez Capgemini Invent. Il conseille des organisations de différents secteurs sur leurs projets de transformation en matière de climat, d'environnement et de transition énergétique. Il a également travaillé avec de nombreuses entreprises du secteur de l'énergie et des services publics.

## Antil, Alain

Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il est notamment spécialiste de la Mauritanie et des questions de sécurité au Sahel. Il enseigne à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il a obtenu sa thèse de doctorat en géographie politique à l'Université de Rouen.

## Appert, Olivier

Président de France Brevets, conseiller scientifique du Centre Énergie et Climat de l'Ifri. Ancien président du Conseil français de l'énergie, il a été président-directeur général d'IFP Énergies Nouvelles ainsi que directeur de la direction de la coopération à long terme et de l'analyse des politiques de l'Agence internationale de l'énergie.

## Aslan, Ali

Présentateur de télévision de renommée internationale, animateur de talk show, modérateur de conférence, maître de cérémonie et journaliste. Il a modéré des conférences et des sommets internationaux pour l'ONU, l'UE, le G20, la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE. Il a interviewé de nombreux leaders mondiaux et personnalités publiques.

## Bădica, Octavian Bogdan

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Roumanie auprès des Émirats arabes unis à Abou Dabi. Ancien responsable du contrôle de gestion et des rapports pour le réseau de soins de santé privés Regina Maria, il a également été consultant pour PricewaterhouseCoopers en Roumanie.

## Badré, Bertrand

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital. Ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale, il a également été directeur financier de la Société Générale et du Crédit Agricole.

## Barakat, Maha

Directrice générale du Frontline Heroes Office aux Émirats arabes unis, conseillère principale de Mubadala et présidente du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme. Ancienne directrice générale de l'Autorité sanitaire d'Abou Dabi, elle a également occupé différents postes au sein de l'Imperial College London Diabetes Center à Abou Dabi.

## Bark, Taeho

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, vice-président du Seoul Forum for International Affairs. Ancien ministre du Commerce de Corée, il a également été président de la Commission du commerce international du gouvernement coréen. Il est professeur émérite à la Graduate School of International Studies de l'Université nationale de Séoul.

## Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners. Président de l'IDATE DigiWorld, il a eu des expériences professionnelles variées dans le domaine technologique. Il a été PDG de Lucent EMEA puis directeur général international et administrateur ainsi que PDG de BT Global Services.

## SS Bartholomée I<sup>er</sup>

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique. Ordonné diacre en 1961 et prêtre en 1969. Sa Sainteté a été doyen auxiliaire à l'École théologique de Halki, puis secrétaire personnel de son prédécesseur, le Patriarche Dimitrios I<sup>er</sup>.

## Béhanzin, Francis A.

Ancien commissaire aux Affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO. Auditeur et conférencier de l'Institut des hautes études de défense nationale de Paris, il est également membre de la Commission des droits humains du Bénin.

## Bel Hadj Soulami, Amine

Responsable Moyen-Orient et Afrique de BNP Paribas. Il rejoint la région Moyen-Orient et Afrique après une carrière de 32 ans au sein de la banque, ayant occupé des postes de direction à Paris, New York et Londres. Il était auparavant conseiller principal auprès de BNP Paribas Global Markets.

## Besnainou, Pierre

Président d'honneur de la Fondation du Judaïsme Français. Ancien président du Congrès Juif Européen et du Fonds Social Juif Unifié de France, il est également membre du conseil des gouverneurs du Centre Shimon Peres pour la Paix et du conseil d'administration de l'Institut Weizmann France.

## Beyer, Peter

Membre du Bundestag allemand. Ancien porte-parole de la commission d'enquête sur l'Afghanistan ainsi que coordinateur de la coopération transatlantique du gouvernement fédéral, il est membre actif d'Atlantik-Brücke en plus de nombreuses organisations dans son district.

## Biloa, Marie-Roger

PDG de The Africa International Media Group et MRB Productions. Éditorialiste et consultante sur les questions de politiques publiques et d'intelligence économique en Afrique, elle commente régulièrement les questions africaines dans les médias internationaux tels que TV5Monde, France24, BBC, Aljazeera, RFI, i-Télé, ARD, ZDF.

## Biot, Jacques

Administrateur de sociétés et consultant senior dans le domaine de l'IA et de la transformation numérique. Ancien président exécutif de l'École polytechnique de Paris, il est également membre du conseil d'administration de plusieurs institutions académiques scientifiques internationales et président non-exécutif du conseil d'administration de Huawei Technologies France.

## Bittermann, Jim

Correspondant européen de CNN à Paris. Il a été correspondant pour ABC à Paris et correspondant pour NBC à Paris et Rome. Gouverneur de l'Hôpital américain de Paris, il est également coprésident et cofondateur du European-American Press Club.

## Bouquot, Geoffrey

Directeur R&D et Directeur de la Stratégie et des Relations extérieures du Groupe VALEO. Ancien conseiller technique pour les affaires industrielles au cabinet du ministre de la Défense, il a également été chargé d'affaires au bureau aéronautique et défense de l'Agence des participations de l'État.

## Bréchet, Christian

Président du Global Virus Network. Ancien président de l'Institut Pasteur, il a occupé des postes de direction à l'Institut Mérieux, à l'Inserm, ainsi qu'à l'Université Paris Descartes. Ses activités de recherche ont porté sur l'hépatite virale, les microbiomes et les infections virales.

## Brown, Andrew

Analyste junior des politiques de l'environnement à l'OCDE. Young leader dans le domaine des politiques de l'environnement et des ressources, il a également travaillé pour le Fish and Wildlife Service des États-Unis, se spécialisant dans la promotion de la conservation de la faune sauvage et de l'utilisation durable des ressources naturelles.

## Cabestan, Jean-Pierre

Directeur de recherche émérite au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO. Il est également chercheur associé à l'Asia Centre de Paris, ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong.

## Callonico, Guillaume

Directeur principal responsable de la gestion des risques géopolitiques et transversaux à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). En parallèle, il enseigne la gestion des risques politiques et géopolitiques à l'Université de Montréal et est l'auteur d'articles et chapitres de livres sur le sujet.





## Chalmin, Philippe

Fondateur du Cercle Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières, professeur à Paris-Dauphine, consultant pour plusieurs organisations internationales (OCDE, EEC, CNUCED). Il a été membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre.

## Charafeddine, Raed

Banquier central et commercial. Ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban, il est un professionnel de la finance de haut niveau, doté d'une expertise des secteurs public et privé au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que stratège international en matière de banque centrale, réglementation, supervision et marchés financiers.

## Charbit, Stéphane

Associé-gérant au sein du département de conseil aux gouvernements de Rothschild & Co. Il conseille des gouvernements, des fonds souverains et des entreprises publiques sur le développement économique, la politique financière et la gestion de la dette, en Europe, en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient, en Amérique centrale et en Amérique latine.

## Coatanlem, Yann

Directeur général de DataCore Innovations LLC. Membre du conseil d'administration de l'École d'économie de Paris, il est également président de Club Praxis, un think tank qui promeut l'utilisation des mégadonnées dans l'élaboration des politiques publiques, en particulier dans la refonte du système fiscal et social.

## Cohen-Tanugi, Laurent

Avocat aux barreaux de Paris et de New York. Fondateur et associé-gérant de Laurent Cohen-Tanugi Avocats. Il a été président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation ».

## Cordero, Jonathan

Responsable du développement de l'entreprise chez Eurasian Resources Group (ERG). Il a également travaillé pour Bryanston Resources à Zoug, en Suisse, et a été membre du conseil d'administration de diverses sociétés, dont Africo Resources, cotée à la Bourse de Toronto.

## Cotte, Basile

Haut fonctionnaire français en formation à l'École des mines de Paris. Il a eu l'opportunité de travailler pour la banque Morgan Stanley à Londres avant de rejoindre Neoen à Paris, puis de travailler pour Euronext.

## Cozon, Stanislas

Vice-président exécutif de Capgemini. Ancien directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini, il a débuté sa carrière à l'Inspection générale des finances.

## Daly, Elena

Fondatrice et gérante d'EM Conseil. Elle a débuté sa carrière chez Sullivan & Cromwell et Cleary Gottlieb. Elle a été avocate générale et a occupé des postes de responsable en stratégie et gestion des risques pour des fonds d'investissement alternatifs chez Citigroup, Fortress Group et Nomura International PLC.

## Darsalia, Lasha

Premier vice-ministre des Affaires étrangères de Géorgie. Ancien premier vice-ministre au ministère d'État pour la Réconciliation et l'Équité civique, il était le négociateur en chef de la Géorgie auprès de la Fédération de Russie dans le cadre des Discussions internationales de Genève (GID).

## David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifri, rédacteur de Politique étrangère et co-directeur du rapport annuel Ramses. Président du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, il a été directeur-adjoint de l'Institut français de polémologie, puis secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

## Delcourt, Antoine

Ambassadeur du Royaume de Belgique aux Émirats arabes unis. Ancien chef de mission adjoint à l'ambassade du Royaume de Belgique en République populaire de Chine et en Mongolie, il a également occupé différents postes tels que coordinateur pour les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

## Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'Université Paris 1. Experte-consultante auprès d'organisations internationales et membre du conseil stratégique de l'Ifri, elle a occupé diverses fonctions au sein de l'Organisation internationale de la francophonie et est spécialiste des processus de démocratisation, de crise et de consolidation de la paix, notamment en Afrique.

## Dorgnac, Catherine

Responsable régionale Moyen-Orient, Turquie et Asie centrale chez Bpifrance, la banque publique d'investissement française. Auparavant, elle a dirigé le département Moyen-Orient de MEDEF International. Elle a également occupé plusieurs postes dans des agences de l'Union européenne et dans l'équipe de financement de projets du cabinet d'avocats Clifford Chance à Paris.

## Dossou, Robert

Avocat au barreau de Paris et actuellement au barreau du Bénin, président de l'Association africaine de droit international. Ancien bâtonnier, il a également été député, ministre de la Planification, puis ministre des Affaires étrangères ainsi que président de la Cour constitutionnelle du Bénin.

## Drouin, François

Président d'ETI FINANCE (financement de PME et ETI), GAGEO (prêts sur actifs) et IFIMM (immobilier). Il a occupé de nombreux postes de direction, dont celui de président de la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées et du Crédit Foncier de France, ainsi que vice-président de Bpifrance.

## Duçka, Dorian

Ancien vice-ministre de l'Industrie et de l'Énergie d'Albanie. Conseiller externe pour les investissements du Premier ministre d'Albanie, il a également été directeur de l'Intégration européenne et des Projets internationaux au ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Énergie ainsi que responsable du département des projets du gazoduc transadriatique TAP.

## Ducrot, Valérie

Directrice exécutive du Global Gas Centre (GGC). Ancienne responsable du Centre du gaz de la CEE-ONU (la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies), elle a également occupé plusieurs postes au sein du groupe industriel énergétique français ENGIE.

## Duero, Arash

Directeur général de Big Picture Strategy LLC, basé aux Émirats arabes unis. Il est également directeur de Strategic Minds Company, une société fondatrice du Berlin Advisors Group (BAG), où il dirige ses activités dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et des matières premières.

## Eizenstat, Stuart

Senior Counsel chez Covington & Burling LLP. Ancien conseiller principal en politique intérieure de la Maison-Blanche auprès du président Jimmy Carter, il a occupé divers postes à responsabilité, notamment ceux d'ambassadeur auprès de l'Union européenne, sous-secrétaire du Commerce en charge du commerce international et secrétaire adjoint du Trésor.

## Ekué, Serge

Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Ancien responsable des activités de la Banque de financement et d'investissement (BFI) de Natixis pour le Royaume-Uni à Londres, il a cumulé cette responsabilité avec celle des activités de marchés pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique (EMEA).

## Elbegdorj, Tsakhiagiin

Ancien président de la Mongolie. Commissaire de la Commission internationale contre la peine de mort et parrain du World Sustainable Development Forum, il est également membre du World Leadership Alliance – Club de Madrid et président de la Fédération mondiale de Mongolie.



## Elia, Roula

Avocate internationale et juriste, chroniqueuse politique à la télévision. Ancien président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Institut für Weltwirtschaft – IfW), il a également travaillé en tant que consultant associé chez McKinsey & Co à Vienne et a occupé divers postes d'enseignant à l'université.

## Figures, Tim

Directeur associé EU & Global Trade and Investment de Boston Consulting Group. Ancien directeur des politiques pour Make UK, il a également été conseiller ministériel aux Affaires et au Commerce de l'Union européenne auprès du secrétaire d'État du Royaume-Uni pour la Stratégie industrielle, énergétique et commerciale.

## Flahault, Antoine

Directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève. Co-directeur de l'École suisse de santé publique, il a également été codirecteur de l'European Academic Global Health Alliance, président de l'Agence d'accréditation de l'éducation à la santé publique et directeur de l'École des hautes études en santé publique (EHESP).

## Etourneau, Matthieu

Cofondateur et PDG de Royal Technologies Ltd. Représentant aux Émirats arabes unis de MEDEF International, il a également été directeur général pour le Moyen-Orient de la compagnie d'assurance française Siaci Saint-Honoré et a occupé divers postes dans le secteur privé et l'administration publique.

## Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri. Auparavant, il a travaillé à l'Agence internationale de l'énergie, où il a été en charge de la Russie et de l'Afrique subsaharienne. Il a également animé un observatoire sur l'Ukraine à la Fondation Robert Schuman.

## Fabius, Laurent

Président du Conseil constitutionnel. Président de la COP 21, il a occupé plusieurs postes gouvernementaux en France tels que Premier ministre, ministre du Budget, ministre de l'Industrie et de la Recherche, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ou encore ministre des Affaires étrangères et du Développement international.

## Felbermayr, Gabriel

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO). Ancien président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Institut für Weltwirtschaft – IfW), il a également travaillé en tant que consultant associé chez McKinsey & Co à Vienne et a occupé divers postes d'enseignant à l'université.

## Gargash, Anwar Mohammed

Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis. Membre du conseil d'administration de l'Anwar Gargash Diplomatic Academy, il a occupé les fonctions de ministre d'État aux Affaires étrangères et ministre d'État aux Affaires du Conseil national.

## Genutgen (van), Saskia

Directrice associée chez MacroScope Strategies. Chercheuse associée de l'Académie royale militaire de Bréda et du Middle East Institute (MEI) de Washington DC, elle a occupé le poste de conseillère stratégique et politique du ministère de la Défense des Pays-Bas.

## Germay (de), Nicolas

Vice-président de la WPC. Ancien vice-président de la Chambre de commerce franco-indienne, il est PDG et fondateur du fonds de retournement Alandia Industries.

## Gervais, Victor

Consultant senior à Abou Dabi. Ancien chercheur principal et directeur de projets à Trends Research and Advisory, il a également été conseiller du premier vice-président Moyen-Orient et Afrique d'Airbus Group à Paris ainsi que chercheur principal à la Anwar Gargash Diplomatic Academy à Abou Dabi.

## Girard, Renaud

Grand reporter et chroniqueur international du *Figaro*. Il couvre les grandes crises politiques et les principaux conflits armés mondiaux depuis plus de trente ans. Il est aussi professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la Revue des Deux Mondes.

## Gourdault-Montagne, Maurice

Ancien ambassadeur de France. Ancien secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, il a été porte-parole du Quai d'Orsay, directeur de cabinet du Premier ministre, conseiller diplomatique et sherpa G7/G8 du président de la République. Il a occupé différents postes diplomatiques en Allemagne, au Japon, en Chine et au Royaume-Uni.

## Gruffat, Jean-Claude

Vice-président de la Fondation de l'Hôpital américain de Paris. Président du Competitive Enterprise Institute, il est membre du conseil d'administration d'Atlas Network et du Leadership Council de United Way Worldwide. Il occupe également un poste à la banque d'investissement Weild Capital LLC.

## Guérin, Gilles

Directeur général de Bordier & Cie à Genève, trésorier de la Fondation WPC. Ancien directeur associé d'EFG Bank à Genève, il est spécialisé dans la gestion de patrimoines privés. Auparavant, il a occupé les fonctions de trésorier pour l'Europe à la National Bank of Abou Dabi à Paris.

## Guigou, Elisabeth

Présidente fondatrice d'Europartnaires. Ancienne présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, elle a également été présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France, ministre déléguée aux Affaires européennes, ministre de la Justice ainsi que ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

## Halalai, Traian

Président exécutif de la Banca de Export-Import a României EximBank SA. Président par intérim du conseil d'administration de Banca Românească SA, il possède une vaste expérience dans des postes de direction dans le secteur bancaire roumain. Il est également professeur associé à l'Académie des études économiques de Bucarest.





## Halferty Hardy, Kerry

Co-fondatrice d'Alcun Advisors LLC. Ancienne directrice du développement de l'Hôpital américain de Paris, elle conseille différentes entreprises et ONG en tant que consultante et membre de conseils d'administration. Elle a travaillé dans les secteurs public, privé et à but non lucratif en Europe et en Amérique.

## Handley, Peter

Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la Direction générale du marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME de la Commission européenne. Ancien fonctionnaire du gouvernement britannique, il a également été négociateur commercial de l'UE et a travaillé au Secrétariat général.

## Hategeka, Emmanuel

Ambassadeur de la République du Rwanda auprès des Émirats arabes unis. Ancien directeur général adjoint et directeur des opérations du Rwanda Development Board (RDB), il a également été secrétaire permanent du ministère du Commerce et de l'Industrie et a occupé de nombreux postes à responsabilité dans le secteur privé.

## Hecker, Marc

Directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*. Docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a enseigné plusieurs années à Sciences Po. Il a écrit différents livres dont *La Guerre de vingt ans* (Robert Laffont, 2021 avec Elie Tenenbaum).

## Horii, Akinari

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies. Ancien gouverneur adjoint de la Banque du Japon, il est également membre du Comité d'audit et du Conseil de surveillance de Tokio Marine Holdings ainsi que membre de plusieurs entités à but non lucratif.

## Hosoya, Yuichi

Professeur de politique internationale à l'Université Keio. Directeur général et directeur de recherche à l'Asia-Pacific Initiative, il est également chercheur principal à l'Institut Nakasone pour la paix (NPI), chercheur principal à la Fondation de Tokyo pour la recherche politique et chercheur principal adjoint à l'Institut japonais des affaires internationales (JIIA).

## Hur, Kyung-wook

Président du Korean Bretton Woods Club. Président du conseil d'administration du Korea Center for International Finance, il a été ambassadeur de Corée auprès de l'OCDE, vice-ministre pour le ministère de la Stratégie et des Finances, secrétaire du président pour l'agenda national et économiste principal pour le Fonds monétaire international.

## Itoh, Motoshige

Professeur émérite à l'Université de Tokyo. Ancien membre du Conseil sur la politique économique et fiscale, il a également conseillé le Premier ministre et des organisations gouvernementales japonaises à plusieurs postes.

## Jacquet, Pierre

Président du Global Development Network. Ancien économiste en chef de l'Agence française de développement, il a également été directeur adjoint de l'Ifri. Il est président du conseil scientifique de la fondation FARM, membre du Comité scientifique de Crédit Agricole SA et chercheur associé du Center for Global Development.

## Joffe, Josef

Conseiller éditorial de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* et professeur de pratique/affaires internationales à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins. Il a cofondé American Purpose et American Interest et contribue régulièrement aux pages d'opinion de la presse américaine comme le Wall Street Journal.

## Karakullukçu, Memduh

Membre fondateur du conseil exécutif et premier président du Global Relations Forum, président de Kroton Consulting. Il est spécialisé dans la technologie, la géoéconomie et la géopolitique, dont les problèmes liés à la sécurité énergétique, le pouvoir et la prolifération nucléaires, les armes autonomes, l'automatisation et l'utilisation, la réglementation financière et les défis du développement économique mondial.

## Kastouéva-Jean, Tatiana

Chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifri. Avant de rejoindre l'Ifri, elle a enseigné les relations internationales pour le master franco-russe de l'Université MGIMO. Elle dirige la collection électronique trilingue Russie.Nei.Visions.

## Kazatchkine, Michel

Conseiller spécial du Bureau de l'OMS pour l'Europe et Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il a été ambassadeur de France chargé du VIH/sida et des maladies transmissibles.

## Keller, Daniel

Président de Servir, la communauté des alumni de l'ENA et de l'INSP. Directeur Support métiers de la Retraite complémentaire chez Malakoff-Humanis, il a été membre du Conseil économique, social et environnemental de France en tant que personne qualifiée.

## Kepel, Gilles

Directeur de la chaire Moyen-Orient-Méditerranée de l'École normale supérieure. Spécialiste du monde arabe contemporain et de l'Islam en Occident, il est professeur à l'Université Paris Sciences & Lettres ainsi que directeur de la plateforme de libre pensée sur le Moyen-Orient à l'Université de la Suisse italienne.

## Kervasdoué (de), Jean

Professeur émérite de la chaire d'Économie et de Gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique. Ancien consultant auprès de l'OCDE, il a été directeur des hôpitaux au ministère de la Santé.

## Kim, Heungchong

Président du Korea Institute for International Economic Policy (KIEP). Président du Comité national coréen pour la coopération économique pour l'Asie-Pacifique, il est également président de la Division pour l'économie et le commerce du Comité pour le développement futur des relations Chine-République de Corée au sein du ministère des Affaires étrangères.

## Klich, Bogdan

Sénateur au Parlement polonais, président de la commission des Affaires étrangères et européennes au Sénat polonais. Ancien député européen, il a été chef de la minorité du Sénat polonais ainsi que ministre de la Défense. Il a fondé le think tank Institute for Strategic Studies à Cracovie.

## Koen, Vincent

Directeur-adjoint de la branche des Études Pays du département Économie de l'OCDE. Ancien conseiller économique du département, il a également été auteur principal des Perspectives économiques de l'OCDE, secrétaire OCDE du G10 ainsi que économiste au Fonds monétaire international, au sein des départements Recherche et Europe.

## Koleilat Khatib, Dania

Cofondatrice et présidente du Research Center for Cooperation and Peace Building. Professeure invitée à la Hoover Institution de l'Université de Stanford, elle est membre du comité directeur et consultante du programme National Agenda for the Future of Syria de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale.

## Korsia, Haïm

Grand Rabbín de France. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a été membre du Conseil consultatif national d'éthique, aumônier général israélien de l'Armée de l'air et de l'École Polytechnique, aumônier en chef des Armées ainsi que secrétaire général de l'Association des Rabbins de France.

## Kotti, Randy

Ingénieur du Corps des mines. Il a accompli son service militaire à la Mission de défense de l'ambassade de France en Côte d'Ivoire avant de rejoindre Neoen en Australie, un développeur indépendant d'énergies renouvelables. Il a été consultant pour la Banque mondiale sur des sujets d'inclusion financière et de développement industriel.

## Kowal, Pawel

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences. Président du Conseil scientifique de la station de recherche de l'Académie polonaise des sciences à Kyiv, il a été député européen ainsi que président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE.

## Krisnamurthi, Bayu

Professeur associé au département d'agrobusiness de la Faculté d'économie et de gestion de l'Université agronomique de Bogor. Ancien vice-ministre du Commerce et vice-ministre de l'Agriculture de la République d'Indonésie, il est le fondateur et président de Inclusive and Sustainable Agribusiness Initiatives.

## Kristoffersen, Helle

Directrice générale Strategy & Sustainability de TotalEnergies et membre du Comité exécutif. Ancienne directrice générale Strategy & Innovation, elle a également été directrice stratégie & secrétariat général de la branche Gas, Renewables & Power, directrice stratégie et intelligence économique et directrice adjointe stratégie.

## Kuleba, Dmytro

Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine. Représentant permanent de l'Ukraine au Conseil de l'Europe, il a été Premier ministre adjoint pour l'intégration européenne et euro-atlantique de l'Ukraine, ambassadeur itinérant au ministère des Affaires étrangères et a travaillé à la Représentation permanente de l'Ukraine auprès de l'OSCE.

## Kumar, Suresh

Professeur au département d'études africaines de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Delhi. Ancien chef du département et coordinateur du Centre d'études africaines, il est le rédacteur en chef de la revue Indian Journal of African Studies et de Africaindia.org.

## Lablanchy, Jean-Pierre

Médecin et psychiatre. Membre du comité de surveillance d'Edeis, il est spécialisé dans la gestion des situations de conflit, et en particulier dans la prise en charge des syndromes post-traumatiques. Il exerce à Paris depuis 37 ans, avec une implication dans le travail en entreprise.

## Laichoubi, Mohamed

Ambassadeur d'Algérie. Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la Jeunesse et des Sports d'Algérie, il a également été préfet, député, président de la commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale, et membre de la commission des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Émigration d'Algérie.

## Laidi, Zaki

Conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la commission SEAE. Professeur à Sciences Po. Il a été conseiller spécial de Pascal Lamy, commissaire européen au commerce, puis conseiller stratégique du Premier ministre français de 2014 à 2017.

## Lang, Nikolaus

Global Leader for the Global Advantage practice, directeur général et associé principal du Boston Consulting Group à Munich. Expert mondial de la connectivité, de la mobilité autonome, de l'autopartage et de la gestion de flotte, il est l'un des fondateurs et directeurs du Center for Mobility Innovation du BCG.

## Langlois, Bruno

Directeur du business développement et des partenariats chez Carbios. Avec sa solution technique, son business model et sa capacité à rendre le polyester (PET) circulaire, Carbios est unique et travaille passionnément à la résolution de problèmes majeurs de transition vers une économie durable en réduisant les déchets plastiques et textiles.

## Lazrak, Omar

Directeur général à BNP Paribas, Afrique et Moyen-Orient. Cadre supérieur dans le secteur bancaire, il possède 20 ans d'expérience dans la direction de plateformes de couverture, de financement structuré et de produits au sein de banques de financement et d'investissement internationales et régionales de premier plan.

## Lee, Hye Min

Conseiller principal de KIM & CHANG, professeur invité à l'Université Hankuk des Études étrangères de Séoul. Ancien ministre adjoint du Commerce de Corée, il a également occupé les fonctions de sherpa du G20, négociateur en chef pour l'ALE Corée-Union européenne, ainsi qu'ambassadeur aux Philippines et en France.

## Lévy-Lang, André

Président fondateur de l'Institut Louis Bachelier. Membre du conseil d'administration de l'Ifri, il est également professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des Échos, membre du conseil de surveillance de Rothschild Martin Maurel ainsi que président-fondateur de la Fondation du risque.

## Liechtenstein (Prince of), Michael

Fondateur et président de Geopolitical Intelligence Services SA et président de la Fondation du Centre européen d'économie autrichien (ECAEF). Président d'Industrie- und Finanzkontor, il a travaillé chez Nestlé SA en tant que contrôleur de gestion financière et superviseur de divers marchés en Europe et en Afrique.

## Lipsky, John

Chercheur principal au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins. Président du National Bureau of Economic Research et co-président du programme sur l'économie mondiale de l'Aspen Institute, il est également vice-président du Comité de Bretton Woods et du Center for Global Development.

## Maïla, Joseph

Professeur de géopolitique et de relations internationales à l'ESSEC. Ancien directeur de la Prospective au ministère des Affaires étrangères, il a été membre associé au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, et doyen de la Faculté de sciences sociales et économiques de l'Institut Catholique de Paris.

## Makram Ebeid, Mona

Sénatrice égyptienne, conseillère du haut représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations. Ancienne députée au Parlement égyptien, elle est conférencière émérite au département des sciences politiques de l'Université américaine du Caire ainsi que membre du Conseil national pour les droits humains.

## Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans les relations internationales et le développement. Il travaille actuellement sur une série de films qui vise à trouver des voies potentielles vers un monde pacifique et durable. Il écrit également un livre dans le même but.

## Manasseh, Nshuti

Ministre d'État au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale chargé de la Communauté d'Afrique de l'Est du Rwanda. Ancien ministre du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion des investissements, du Tourisme et des Coopération, il a également été ministre des Finances et de la Planification économique.





## Mariton, Hervé

Maire de Crest et président du Conseil franco-britannique. Président de la Fédération des entreprises d'Outre-Mer (FEDOM). Ancien député de la Drôme, il a occupé les fonctions de ministre de l'Outre-Mer ainsi que porte-parole de l'opposition à la Commission des Finances.

## Menilbekov, Madiyar

Ambassadeur de la République du Kazakhstan auprès des Émirats arabes unis. Ancien ministre-conseiller de l'ambassade du Kazakhstan aux Émirats arabes unis, il a été troisième Secrétaire du département Asie et Afrique du ministère des Affaires étrangères, troisième secrétaire et enfin deuxième secrétaire de l'ambassade.

## Mey, Holger

Vice-président des concepts avancés chez Airbus Defence and Space. Professeur honoraire en politiques étrangères à l'Université de Cologne en Allemagne, il a travaillé au Policy Planning Staff du ministère de la Défense allemand et a été conseiller en politique sécuritaire auprès du président du comité de défense du Parlement allemand.

## Meyer, Jean-Claude

Vice-Chairman international de Rothschild & Cie. Administrateur de l'Ifri, il a été associé-gérant de Rothschild, chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ainsi que gérant de Lazard Frères & Cie.

## Michel, Jacques

Président des Affaires publiques internationales de Thomson Broadcast. Ancien président de BNP Paribas Moyen-Orient et Afrique pour la Banque de Financement et d'Investissement, il a également été directeur général adjoint/directeur régional des Risques de Fortis Bank pour l'Asie-Pacifique et directeur régional des Risques du Crédit Lyonnais puis de Calyon.

## Mladenov, Nickolay

Directeur général par intérim de la Anwar Gargash Diplomatic Academy. Ancien chef de la MANUI et ancien représentant spécial des Nations Unies pour l'Irak, il a également été membre du Parlement européen, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense en Bulgarie.

## Monteiller, Pierre

Ingénieur du Corps des mines. Diplômé de l'École normale supérieure de Paris en mathématiques, il est actuellement en formation pour devenir haut fonctionnaire. Il a travaillé pour le fonds d'investissement Meridiam, le laboratoire pharmaceutique Guerbet et le cabinet marketing M13h.

## Moulin, Jacques

Directeur général de l'IDATE DigiWorld. Ancien directeur général de Sofrecom, il a démarré sa carrière chez Thomson SA et a ensuite rejoint le groupe France Télécom-Orange. Il a occupé divers postes de direction et d'exploitation au sein du groupe Orange.

## Mourtada-Sabbah, Nada

Secrétaire générale du University Leadership Council aux EAU (ULC). Ancienne vice-chancelière fondatrice pour le développement et les anciens élèves de l'Université américaine de Sharjah, elle a été professeure invitée dans de grandes universités et institutions de recherche, notamment l'Université de Californie et l'Institut d'études politiques de Paris.

## Narayanan, Mayankote Kelath

Président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd. Ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde, il a géré de nombreuses questions concernant la sécurité intérieure et extérieure dont la lutte contre le terrorisme, le contre-espionnage et l'analyse stratégique.

## Nasr, Samir

Président d'ECE Consultants SAL. Président de Phoenician Funds Holding au Liban et directeur exécutif de Mouflon Fund à Chypre, il a été consultant à l'OCDE, professeur d'économie, président du National Investment Guarantee Corporation ainsi que conseiller économique et financier dans divers pays de CCG.

## Nicolet, Patrick

Fondateur et PDG de Linebreak SA. Il a travaillé à Capgemini, occupant successivement différentes fonctions à hautes responsabilités. En 2020, il conclut son dernier mandat en tant que directeur des technologies en charge de l'agenda Technologie, Innovation et Ventures du groupe, ainsi que des fonctions Cybersécurité et IT.

## Nordström, Anders

Ambassadeur pour la Santé mondiale auprès du ministère des Affaires étrangères suédois à Stockholm. Docteur en médecine au Karolinska Institute, il a été directeur général à la Swedish International Agency for Development Cooperation et a fondé le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

## Nusseibeh, Zaki

Conseiller culturel du président des Émirats arabes unis. Président de l'Université des Émirats arabes unis. Son Excellence a également été ministre d'État à la Culture et à la Diplomatie publique des EAU.

## Obrist, Frank

Fondateur et PDG d'Obrist Group. Il dédie sa carrière professionnelle à la conception de machinerie avancée et à la création d'innovations durables. Son entreprise développe le concept de technologie renouvelable telle que Obrist aFuel, le premier vecteur d'énergie respectueuse de l'environnement mondial.

## Okwulehie, Sam

PDG de LATC Group. Membre du conseil consultatif mondial du Commonwealth Enterprise & Investment Council (CWEIC) à Londres, il est également conseiller principal chez Boston Consulting Group (BCG) et a travaillé au sein d'Air France/KLM et de Kenya Airways.

## Oualalou, Fathallah

Chercheur principal au Policy Center for the New South. Ancien ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc, il a également été maire de Rabat, membre du Parlement marocain et président de l'Union nationale des étudiants du Maroc.

## Paal, Douglas

Membre émérite à la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Ancien vice-président de JPMorgan Chase International, il a aussi été représentant non officiel des États-Unis à Taïwan en tant que directeur de l'Institut américain à Taïwan et a travaillé dans les ambassades américaines de Singapour et Pékin.

## Paugam, Jean-Marie

Directeur général adjoint de l'OMC à Genève. Ancien collaborateur de l'Ifri en tant que chercheur sur les questions de politique commerciale, il a travaillé au sein de la direction générale du Trésor en France et du système des Nations Unies/OMC.

## Pflüger, Friedbert

Directeur du Centre européen pour la sécurité de l'énergie et des ressources (EUCERS), associé fondateur de Strategic Minds Company GmbH, président de l'Internet Economy Foundation (IEF). Il a été membre du Bundestag et vice-ministre de la Défense sous le premier gouvernement Merkel.

## Piau, Nicolas

Co-fondateur et PDG de TiLT Capital Partners. First Mover Fellow de l'Aspen Institute, il travaille dans le domaine de l'énergie et du développement de projets/fusions-acquisitions. Il était vice-président principal en charge des fusions-acquisitions et du développement de l'entreprise pour Engie.

## Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation, une institution à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir la recherche sur les questions de développement. Il est aussi expert détaché en finances et économie internationales au ministère des Finances de Chine.

## Rabinovich, Itamar

Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale à Tel Aviv, ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, ancien négociateur en chef avec la Syrie. Membre émérite à la Brookings Institution, il est professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv et président émérite de l'Israel Institute.

## Rafih, Rami

Directeur général et associé chez Boston Consulting Group (BCG) à Dubaï. Il travaille à la tête du Economic Advantage of Nations à l'échelle mondiale chez BCG. Il a travaillé pour des ministères et autorités étatiques d'Europe, des pays du CCG, de l'Afrique du Nord et de l'Asie.

## Regnier, François

Directeur pour les Émirats arabes unis à BNP Paribas. Multinational Clients Coverage Coordinator pour la région du Moyen-Orient, il a également été directeur de l'exploitation pour BNP Paribas à Londres ainsi que Chief Compliance Officer pour BNP Paribas au Royaume-Uni avant d'être aux EAU.

## Ribeiro de Souza, Livia

Directrice de la technologie et cofondatrice de Mimicrete, une entreprise créée dans le cadre d'un doctorat à Cambridge qui développe des matériaux cimentaires auto-cicatrisants. Elle concentre ses recherches sur les programmes de production à grande échelle et sur le développement de l'étape de mise en œuvre des matériaux de construction.

## Ricquier, Anita

Fondatrice et directrice générale de Camelot Trust Pte Ltd. Elle se consacre au patrimoine familial et aux entreprises. Elle soutient ses clients sur des sujets de gouvernance familiale, de durabilité des objectifs commerciaux et patrimoniaux en matière de gestion des risques et de planification de la succession.

## Robin, Arnaud

Ingénieur du Corps des mines. Diplômé de l'École polytechnique et du Massachusetts Institute of Technology, il a notamment eu l'opportunité de travailler pour Google, le groupe SNCF et le géant du e-commerce Wayfair.

## Rosca, Olga

Cheffe de cabinet du ministre des Affaires étrangères de Moldavie, Nicu Popescu. Auparavant, elle a travaillé au sein de la BERD, au sein de l'unité médias de la mission de l'OSCE en Moldavie, ainsi qu'à la délégation de l'UE en Moldavie et au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

## Rudd, Kevin

Président et directeur général de l'Asia Society. Président de l'Asia Society Policy Institute, il a exercé les fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères de l'Australie. Il est également président du conseil d'administration de l'International Peace Institute.

## Sager, Abdulaziz Othman

Expert saoudien de la politique et des problèmes stratégiques du Golfe. Il est le fondateur et président du Gulf Research Center, un think tank mondial basé en Arabie saoudite avec une présence bien établie et un réseau mondial de partenaires et de bureaux dans la région du Golfe et en Europe.

## Sakamoto, Haruka

Médecin traitant et professeure associée à la Faculté de Santé publique et hygiène à la Tokyo Women's Medical University. Elle est chercheuse au Department of Global Health Policy de la Graduate School of Medicine de l'Université de Tokyo, et consultante au Bureau régional du Pacifique occidental de l'OMS et au bureau de Tokyo de la Gates Foundation.

## Sano, Tadakatsu

Avocat chez Jones Day. Ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales ainsi que vice-ministre des Affaires internationales, il a également travaillé au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon et a été chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

## Saran, Samir

Président de l'Observer Research Foundation (ORF). Membre du groupe India-CEO Climate Action, du conseil consultatif de Global Risks et du groupe d'action régional du Forum économique mondial (FEM), il a été au poste de commissaire de la Commission mondiale pour la stabilité du cyberspace.

## Schmid, Dorothee

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri. Elle a fondé le programme « Turquie contemporaine », qui suit l'émergence de la Turquie comme puissance. Ses recherches se concentrent sur la diplomatie turque, les nouveaux conflits du Moyen-Orient et leurs effets sur l'économie régionale.

## Schweitzer, Louis

Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères français pour le partenariat franco-japonais. Ancien commissaire général à l'investissement, il a été président-directeur général de Renault. Il a occupé les fonctions de président du Conseil des Affaires étrangères français ainsi que de fonctionnaire à la direction du Budget.

## Senik, Dmytro

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine aux Émirats arabes unis. Il a occupé plusieurs postes au sein du gouvernement ukrainien : vice-ministre des Affaires étrangères, chef de la transformation numérique, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, assistant principal du vice-ministre des Affaires étrangères, ou encore conseiller du ministre des Affaires étrangères.

## Servan-Schreiber, Franklin

Co-fondateur et PDG de Transmutex. Ancien directeur adjoint du magazine ELLE à New York, il a également été chef du laboratoire de recherche sur les interfaces utilisateur de Sony USA Corp, directeur de la communication du Comité international olympique à Lausanne et conseiller du président exécutif du Forum économique mondial.

## Severino, Jean-Michel

Président du conseil de surveillance d'Investisseurs & Partenaires (I&P), inspecteur général des finances, membre de l'Académie des technologies. Ancien directeur du développement au ministère français de la Coopération, il a été vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque mondiale, et directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

## Sheetrit, Meir

Ancien membre de la Knesset israélienne. Ancien ministre de l'Intérieur, il a été ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique, ministre des Transports et ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports.

## Shek, Daniel

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Ancien directeur des Affaires européennes et porte-parole du ministère des Affaires étrangères, il est considéré comme expert en diplomatie publique. Cofondateur de NEXUS Elite Task Force, il enseigne la diplomatie à l'Université de Tel Aviv. Il est membre du directoire du « Track II Environmental Forum ».

## Sigal, Robert

Directeur général de l'Hôpital américain de Paris. Il préside le groupe de travail « Patientèle internationale » de French Healthcare. Ancien président et directeur commercial de InSightec, il a été directeur général de General Electric Healthcare France.

## Simon, Toby

Fondateur et président de Synergia Foundation, think tank stratégique. Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GICI) et membre de la Commission trilatérale, il a également été membre du conseil consultatif du Center for New American Security (CNAS).

## Sinapi-Thomas, Lucia

Directrice exécutive de Capgemini Ventures. Elle a occupé différents postes au sein de Capgemini, notamment ceux de directrice financière adjointe et directrice exécutive Business Platforms. Elle est membre des conseils d'administration de Capgemini SE, Bureau Veritas et de Dassault Aviation.

## Stawek, Jakub

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Pologne aux Émirats arabes unis. À partir de 2004, il a travaillé dans les missions diplomatiques polonaises à Sanaa, Alger et Riyad. Il est également l'auteur de deux livres : Yemen - World of Tribal Values (2008) ; Arabic and Polish Diplomatic and Political Vocabulary (2016).





## Stuewe, James

Directeur de la division de la réglementation des explosifs. Ressources naturelles Canada auprès du gouvernement. Il a travaillé au sein de la fonction publique fédérale canadienne au Bureau du Conseil privé et au Secrétariat du Conseil du Trésor. Il a été consultant pour Deloitte et la Banque royale du Canada.

## Sur, Serge

Agrégé de droit public, professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas. Ancien directeur adjoint de l'UNIDIR, il a également été juge ad hoc à la Cour internationale de justice de La Haye. Il a aussi créé et dirigé le Centre Thucydide – Analyse et recherche en relations internationales.

## Suzuki, Kazuto

Professeur de politique scientifique et technologique à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo. Membre principal à l'Asia Pacific Initiative, il préside l'Association japonaise de la sécurité et du commerce internationaux. Ses recherches portent sur la conjonction de la science, de la technologie et des relations internationales.

## Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, président de Batiliban-France, un consortium franco-arabe pour le développement. Administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe à Paris, il est administrateur et membre fondateur de la Chambre de commerce libano-américaine à Beyrouth.

## Taneja, Narendra

Expert, conseiller et commentateur dans le domaine de l'énergie. Président fondateur du World Energy Policy Summit, ancien président du groupe sur la sécurité énergétique de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes et président du groupe de travail sur l'énergie et l'économie verte du BRICS Business Council.

## Tchibozo, Alain

Économiste en chef à la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Analyste financier principal auprès de banques européennes et banques d'investissements, il a notamment travaillé au sein du Groupe Crédit Agricole où il a été responsable de l'équipe d'analystes financiers chargés du suivi des banques européennes.

## Torero Cullen, Máximo

Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Ancien directeur exécutif du Groupe de la Banque mondiale pour différents pays d'Amérique du Sud, il a également dirigé la Division des marchés, du commerce et des institutions de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

## Touré, Aminata

Femme politique sénégalaise, militante des droits humains. Ancienne Première ministre, elle a été ministre de la Justice, envoyée spéciale du Président pour les Affaires intérieures et extérieures ainsi que présidente du Conseil économique, social et environnemental. Elle a occupé, aux Nations Unies, des postes d'experte technique internationale pour différents pays africains.

## Trichet, Jean-Claude

Vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques. Ancien président de la Commission trilatérale pour l'Europe, il est président honoraire de l'Institut Bruegel. Il a également été président de la BCE, gouverneur de la Banque de France et directeur du Trésor.

## Trinkler, Patrick

Fondateur et directeur général de CYSEC. Il a joué un rôle actif dans la première sortie mondiale des technologies quantiques et s'est spécialisé dans la création de valeur commerciale à partir de la sécurité pour les gouvernements, les banques, le secteur industriel et les télécoms, en utilisant son expérience en matière de sécurité.

## Tuakli, Juliette M.

Directrice médicale, directrice générale du groupe médical CHILDAccra au Ghana. Elle a cofondé le programme MOREMI/leadership et développement d'ONU Femmes. Elle a également dirigé la Women's Initiative for Self-Empowerment. Ancienne présidente du conseil d'administration de United Way Worldwide, elle est membre du conseil d'administration du Global Vaccine Network.

## Tybring-Gjedde, Ingvil Smines

Administratrice non exécutive de Norge Mining. Représentante du Parti du progrès norvégien (FrP) et ancienne ministre adjointe au ministère norvégien du Pétrole et de l'Énergie, elle a également été ministre de la Sécurité publique au sein du ministère de la Justice et de la Sécurité publique.

## Vassilenko, Roman

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan. Ancien assistant du chef de cabinet du Premier ministre, il a été inspecteur en chef du secrétariat du secrétaire d'État, conseiller à la chancellerie du président de la République du Kazakhstan et directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'État.

## Védrine, Hubert

Fondateur d'Hubert Védrine Conseil et président de l'Institut François Mitterrand. Ancien ministre des Affaires étrangères, il a été conseiller diplomatique à la présidence de la République, porte-parole et secrétaire général. Il a également été administrateur civil au ministère de la Culture et a siégé au Conseil d'État comme maître des requêtes.

## Véron, Nicolas

Économiste à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics, sa recherche porte sur la régulation financière, les politiques industrielles, et les transformations des systèmes financiers et des entreprises dans la mondialisation. Son parcours mêle des expériences dans l'administration publique et le monde de l'entreprise, principalement en France.

## Wadagni, Romuald

Ministre d'État, Chargé de l'Économie et des Finances du Bénin. Ancien responsable audit et directeur de la pratique professionnelle pour l'ensemble des activités du cabinet Deloitte en Afrique francophone, il a une maîtrise des enjeux économiques européens, américains et africains. Il joue un rôle majeur sur la scène ouest africaine.

## Wang, Jisi

Professeur à l'École des études internationales et président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'Université de Pékin. Président d'honneur de l'Association chinoise d'études américaines, il a été membre du Comité consultatif de politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois.

## Weymuller, Bruno

Membre de TotalEnergies Professeurs Associés et du conseil d'administration du Conseil français de l'énergie. Ancien directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de TotalEnergies et directeur financier d'Elf Aquitaine, il a également travaillé au ministère de l'Industrie et au cabinet du Premier ministre Raymond Barre.

## Yaha, Mohamed Abdellahi

PDG de Maurinvest Group. PDG de MAURIOLOG, une société de transport et de services logistiques pour les projets industriels, pétrole & gaz et activités minières en Mauritanie, il a été en charge de la promotion de l'investissement privé.

## Yim, Hyosung

Vice-président de Corporate Strategy Center chez Hyosung Corporation. Il est également responsable de la gestion et de la coordination de l'activité hydrogène au sein du groupe. Il était analyste boursier chez Daiwa Securities Capital Markets Korea et chercheur principal au Korea Institute for International Economic Policy (KIEP).



## Montbrial (de), Thierry

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École Polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision (actuellement Centre d'analyse et de prévision stratégique) du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de plus de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Grand Officier de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du Mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École Polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au Corps des mines.

## Yim, Sung-joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Ancien président de la Korea Foundation, il a été ambassadeur de Corée au Canada et en Égypte, ainsi que vice-ministre des Affaires étrangères. Il a également été conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Kim Dae-jung.

## Youssouffa, Estelle

Députée à l'Assemblée nationale française et membre de la commission des Affaires étrangères. Journaliste TV et consultante en communication et affaires internationales, elle a travaillé pour de nombreuses compagnies internationales et institutions dont la Banque mondiale ainsi que la Banque africaine de développement. Elle a créé la conférence "Leaders' Seminar".

## Yurgens, Igor

Professeur à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université MGIMO). Ancien président du conseil d'administration de l'Institut du développement contemporain. Ancien vice-président de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs, il a également été consul honoraire de Monaco à Moscou.

## Zinsou, Lionel

Coprésident de SouthBridge et président du think tank Terra Nova ainsi que de la Fondation de l'École normale supérieure. Ancien Premier ministre du Bénin, il a été directeur du développement et membre du comité exécutif chez Danone ainsi qu'associé-gérant chez Rothschild & Cie.



DISCOURS D'OUVERTURE  
VERSIONS INTÉGRALES



15<sup>th</sup> EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
December 9-11, 2022 • Abu Dhabi



15<sup>th</sup> EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
December 9<sup>th</sup> - 11<sup>th</sup>, 2022 • Abu Dhabi

15<sup>th</sup> EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
December 9<sup>th</sup> - 11<sup>th</sup>, 2022 • Abu Dhabi



## Reem Ibrahim Al Hashimy

Ministre d'État pour la Coopération internationale des Émirats arabes unis

Malgré mon envie de montrer au monde mes talents oratoires en français, je m'exprimerai plutôt en anglais. Mesdames, Messieurs, chers invités et orateurs, chers amis, soyez les bienvenus aux Émirats arabes unis. C'est un immense honneur que d'accueillir ici à Abou Dabi cette 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference. C'est même un véritable privilège d'être en votre compagnie afin d'échanger ensemble sur ces sujets de fond. La World Policy Conference est en effet une plateforme précieuse de partage et de dialogue et, à en juger par la diversité de nos intervenants et de notre audience, il paraît évident qu'au sein des gouvernements comme des entreprises, ces questions cruciales et urgentes méritent d'être abordées dans un esprit de collaboration et de coopération.

Les Émirats arabes unis sont justement un pays forgé à partir de centaines de différentes nationalités et de milliers de personnes diverses, qui ont toutes contribué à sa réussite et sa philosophie. Cette réussite provient sans doute d'une certaine aptitude à regarder vers le futur et à apprécier la valeur de perspectives multiples et variées. C'est pourquoi vous trouverez aux Émirats arabes unis un état d'esprit multiculturel et multi-dimensionnel, au sein d'une hospitalité à la fois digne de la grande tradition arabe et très cosmopolite. Nos échanges de biens, de techniques, de pratiques et d'idées avec des pays du monde entier nous aident à croître et évoluer en tant que nation et en tant que peuple. Notre voie, loin d'être solitaire, a toujours consisté à grandir et à œuvrer de concert avec la communauté internationale.

En cette année 2022, face aux défis actuels et futurs, l'heure est venue d'analyser honnêtement comment nous en sommes arrivés là. Nous devons observer, analyser et comprendre les origines de cette situation, afin de l'améliorer grâce à un effort collectif conséquent. L'aréopage varié d'éminents orateurs qui sont ici conviés à s'exprimer témoigne du rayonnement de la World Policy Conference, qui excelle non seulement à laisser chacun s'exprimer, mais également à susciter le dialogue, afin de concevoir de multiples avenir possibles.

L'année 2022 fut hélas une année riche en difficultés imprévues. La guerre en Ukraine a éclaté alors que nous nous redressons à peine de la pandémie et qu'il reste tant à faire pour tirer les leçons de cette épreuve inédite. Le conflit ukrainien accentue les lignes de faille géopolitiques, provoque une terrible crise humanitaire en Europe, et rend encore plus urgentes les questions de sécurité alimentaire et de fragilité des chaînes d'approvisionnement, notamment en ce qui concerne les pays en développement et les populations exposées à l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, les institutions internationales sont appelées à s'adapter afin de pouvoir relever les défis de notre époque.

L'ordre du jour de la semaine prévoit l'examen approfondi et minutieux de ces questions. Je remercie les membres des corps diplomatiques d'être présents parmi nous aujourd'hui : les forces et tendances systémiques à l'œuvre dans l'ordre international politique et économique qui est le nôtre réclament d'être débattues selon une richesse de perspectives. Le changement climatique est une menace supplémentaire en devenir. Comme vous le savez, les Émirats arabes unis accueilleront la COP 28 l'année prochaine, et nous espérons que cette COP donnera des résultats significatifs, et qu'elle permettra l'expression de pensées diverses du monde entier, en particulier des pays du Sud. En effet, comment réaliser une transition énergétique équitable, vecteur de prospérité et de stabilité sur toute la planète et tenant compte du rôle croissant et prépondérant des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine ? Comment aborder le défi du changement climatique à la lumière des nouvelles rivalités géopolitiques qui mettent en danger la coopération internationale, qui se trouve être mon portefeuille direct, telle que nous l'avons connue jusqu'à présent ? Nous parlions plus tôt en coulisses du fait que nos vénérables institutions internationales datent de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Face aux bouleversements accélérés du monde et aux nouveaux défis complexes qui se font jour, ces institutions doivent pouvoir continuer à fournir les solutions requises par l'urgence de notre époque.

Les Émirats arabes unis sont convaincus que la seule voie viable est celle d'un dialogue constructif. Or, il ne s'agit pas de se rencontrer pour parler. Il s'agit de discuter de propositions innovatrices, inventives et courageuses. Nous devons explorer de nouvelles pistes, et veiller à ne pas devenir une caisse de résonance stérile. Les Émirats arabes unis croient fermement que la puissance de nos propositions naîtra de la diversité de nos opinions et de notre ferme intention de faire changer les choses. Chacun peut et doit contribuer à la solution. Ces efforts naissent parfois d'une fondation robuste, d'une histoire riche et partagée ou d'un héritage culturel. Parfois, il faut tendre la main et s'avancer dans une relation avec la confiance comme seul point d'appui. Quoi qu'il en soit, la coopération internationale repose aussi sur l'idée que chacun a quelque chose d'unique à offrir et que la sagesse collective peut nous indiquer le chemin à suivre quand le monde devient incertain. Les solutions aux dangers actuels et à venir naissent dans nos esprits et prendront corps à travers la rigueur de nos débats et de nos partenariats entre États, comme à tous les niveaux de gouvernement et de la société. C'est ainsi que nous pourrions accueillir le futur, confiants dans notre capacité collective à affronter les défis et à saisir les opportunités.

Je vous souhaite à tous une conférence plaisante et productive. Merci pour votre attention.

## Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Depuis la 14<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference à Abou Dabi le 1<sup>er</sup> octobre 2021, l'instabilité du système international a encore augmenté. Certes, la situation s'est améliorée sur le front sanitaire, quoique l'incertitude demeure sur l'apparition de nouveaux variants plus ou moins dangereux et contagieux du Covid-19, mais les effets innombrables des crises sociales et économiques qu'il a provoquées se font toujours sentir, notamment sur les chaînes d'approvisionnement. Ces effets sont démultipliés par les conséquences directes et indirectes de nouveaux facteurs disruptifs, principalement la guerre commencée le 24 février 2022 avec l'agression de la Russie en Ukraine, mais aussi de manière actuellement plus feutrée, avec les tensions croissantes autour de Taïwan. Incidemment, je préfère parler de la guerre d'Ukraine plutôt que de la guerre en Ukraine, pour la même raison qu'il y a sept décennies on parlait de la guerre de Corée et non pas de la guerre en Corée. La guerre d'Ukraine a et aura des conséquences innombrables, à l'échelle planétaire, qui se feront sentir à court, moyen et long terme.

La conjugaison des chocs – surtout la guerre d'Ukraine, avec la désorganisation plus ou moins profonde qu'elle a déjà provoquée dans les secteurs comme l'alimentation et sans doute plus durablement l'énergie – a accéléré une inflation que pour ma part je prenais déjà très au sérieux l'an dernier. Pour combattre l'inflation à court terme, on n'a rien inventé d'autre depuis un demi-siècle que l'accroissement des taux d'intérêt et par conséquent le passage par l'épreuve de la récession. Certes, il y a aussi la vieille méthode du contrôle des prix, éventuellement maquillée sous forme d'un « bouclier », consistant à faire payer par l'État une partie des factures (essentiellement d'énergie) avec en contrepartie un accroissement des déficits publics, mais cette méthode ne résout pas le problème de l'ajustement de l'offre et de la demande. À plus long terme, l'inflation peut être conjurée par l'investissement, avec toutefois le risque, comme actuellement avec le plan du président Biden, de favoriser le protectionnisme et de fausser les lois de la concurrence.

Nous nous trouvons maintenant dans une situation plus grave que celle consécutive aux chocs pétroliers des années 1970, dont on se souvient aussi des conséquences sécuritaires au Moyen-Orient. Dans les années 1980, les Américains se préparaient à des guerres contre les pays producteurs de pétrole. Aujourd'hui, les choses sont différentes sur ce plan, ne serait-ce qu'en raison de l'autonomie énergétique à laquelle les États-Unis sont parvenus depuis lors et du relatif retrait de la première puissance mondiale suite à ses nombreuses interventions, globalement malheureuses, depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Le manque de clarté de la politique américaine au Moyen-Orient est en fait actuellement l'une des sources d'incertitude spécifiques à la région, notamment à propos de l'Iran. Cependant, la situation devra se clarifier si la guerre d'Ukraine se prolonge, rendant irréversible le découplage énergétique de l'Europe et de la Russie, avec



pour conséquence de long terme l'accroissement de la dépendance sécuritaire de l'Europe vis-à-vis des États-Unis. Il est d'ailleurs possible que ce soit le souhait de la première puissance du monde face à la montée de la Chine.

L'année 2022 restera aussi marquée dans le monde par l'accroissement sensible des phénomènes météorologiques extrêmes, à l'image des inondations catastrophiques au Pakistan. Désormais, nul ne peut plus nier l'ampleur du changement climatique en cours avec ses conséquences ultérieures inévitables dans tous les domaines, par exemple dans l'ordre sanitaire et du fait de l'accroissement potentiellement massif des migrations. De ce point de vue aussi, la guerre d'Ukraine a des effets négatifs, ne serait-ce qu'en entravant la mise en œuvre des mesures nécessaires pour freiner le réchauffement de la planète. On en vient ainsi à des thèmes globaux comme la santé publique et le climat. La question essentielle est la suivante, dont la formulation est très simple : en dépit du durcissement de plus en plus irréversible de la rivalité sino-américaine, les deux superpuissances du XXI<sup>e</sup> siècle parviendront-elles à coopérer pour une meilleure gouvernance des biens communs de l'humanité, gouvernance cruciale pour l'avenir de la Terre ? L'importance de cette question ne peut plus échapper à personne. La réponse n'est hélas pas évidente. Chacun constate que l'hypothèse d'une confrontation armée entre les deux superpuissances autour de Taïwan gagne en plausibilité à l'intérieur de la sphère des analystes et commentateurs les plus respectés dans le domaine des relations internationales.

Ceci me ramène à la guerre d'Ukraine. Après le 24 février, celle-ci a été rapidement perçue par les opinions publiques occidentales, c'est-à-dire en gros les pays de l'Otan et de l'Union européenne, comme une guerre du bien contre le mal, ou même de « la démocratie » contre « les dictatures ». Un peu plus de dix mois après cette perception n'a guère changé. En témoigne la diplomatie du président Biden, qui, le 29 novembre, a annoncé la deuxième édition du « sommet sur la démocratie ». De son côté, le président Poutine dénonce l'impérialisme et la décadence à ses yeux du monde occidental. Il n'est pas le seul. En fait, même si la quasi-totalité des membres de l'ONU ont reconnu l'agression contre l'Ukraine, la plupart d'entre eux rejette l'opposition binaire jugée simpliste entre démocraties et dictatures et porte un jugement plus nuancé sur les responsabilités d'un affrontement Est-Ouest à retardement, véritable bataille finale de la guerre froide inachevée avec la chute de l'Union soviétique à la fin de 1991. Les enjeux directs de cette bataille leur sont étrangers mais ses conséquences les affectent directement, souvent gravement. La majorité des États ne veut pas se trouver forcée de choisir un camp, pas plus que dans le cadre de la rivalité sino-américaine, omniprésente en toile de fond. Du point de vue de la légitimité du droit international, certains s'étonnent ou même dénoncent le « deux poids deux mesures », par exemple dans le traitement juridique de la guerre américaine de 2003 contre l'Irak et dans celui de la guerre de la Russie contre l'Ukraine aujourd'hui. Cet exemple n'est pas le seul. La question du caractère plus ou moins démocratique de l'évolution du droit international lui-même mérite d'être examinée à l'abri des passions et certains grands juristes commencent à le faire. Ce sujet est capital pour l'avenir à moyen et long terme du système international, et la WPC pourrait s'en saisir pour ses éditions futures, comme elle s'efforce de le faire pour tout ce qui peut affecter significativement l'évolution des relations internationales.

A court-moyen terme, l'intérêt général de la société sinon de la « communauté » internationale, en prenant donc en compte les intérêts légitimes des puissances moyennes et petites, commande que l'Ukraine et la Russie s'engagent dans la recherche d'une paix négociée, dans le cadre du droit international tel qu'il est, c'est-à-dire un droit positif et non pas naturel, en tout cas nullement dérivé de je ne sais quelle « Constitution » mondiale légitime. Mais il existe des forces qui attisent le conflit, quitte à accroître le risque d'une escalade et à favoriser des bouleversements de long terme sur tous les plans, largement imprévisibles.

Voilà, rapidement décrit, le contexte dans lequel cette 15<sup>e</sup> édition de la WPC s'inscrit. Notre ambition n'a pas changé. Elle reste d'œuvrer en faveur d'une gouvernance propre à préserver les chances d'un monde « raisonnablement ouvert », à l'écart des deux extrêmes que sont d'une part le retour à une division en blocs radicalement séparés par l'idéologie ; d'autre part « le monde plat » dérivé de la « fin de l'Histoire » à la Fukuyama et rêvé aux lendemains de la guerre froide par les idéologues de la mondialisation libérale, dont la mise en pratique pendant une vingtaine d'années – disons de la dissolution de l'URSS au « printemps arabe » – a bouleversé le monde, pour le meilleur et pour le pire. C'est contre cette fausse alternative que s'inscrivent les puissances moyennes dont les points de vue intéressent au premier chef les amis de la

World Policy Conference. Malgré la guerre d'Ukraine, je suis persuadé que les États-membres de l'Union européenne eux-mêmes ne souhaitent pas se laisser enfermer dans des choix qui risqueraient à plus ou moins long terme de les ramener aux moments les plus sombres de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. La mission actuelle de l'Union européenne est de se consolider en tant que zone de paix, de prospérité et de justice sociale, pour mieux exercer une influence positive dans l'ensemble du monde. Elle a vocation à s'élargir, mais pas au prix d'un affaiblissement en conséquence de la multiplication d'inefficacités fonctionnelles qui la fragilisent et même menacent son existence. Pour des raisons comparables, il est vital qu'elle réduise sa dépendance extérieure en matière de sécurité et parvienne à se montrer capable dans les prochaines années, de prendre le leadership pour la reconstruction d'un système européen de sécurité digne de ce nom, et donc réaliste. Parallèlement, elle doit développer une politique de voisinage beaucoup plus ambitieuse et cohérente, notamment avec l'Afrique et le Moyen-Orient.

Cette 15<sup>e</sup> édition de la WPC abordera diverses facettes de la problématique que je viens d'esquisser, et je souhaite que nos travaux manifestent un bon dosage de réalisme mais aussi d'idéalisme sans lequel rien de généreux ne peut aboutir.

Je remercie les Émirats arabes unis qui nous reçoivent magnifiquement de nous manifester ainsi leur soutien.

## S.S. Bartholomée I<sup>er</sup>

Archevêque de Constantinople - Nouvelle Rome et patriarche œcuménique

Éminences,

Excellences,

Honorables participants,

Cher Thierry de Montbrial,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Nous tenons à remercier très chaleureusement les organisateurs de cette nouvelle édition de la World Policy Conference – Pour un monde raisonnablement ouvert de nous avoir invité une nouvelle fois à participer à ces indispensables travaux.

La guerre ukrainienne, provoquée par l'agression injuste de la Russie en février 2022, constitue la pire crise géopolitique et humanitaire européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle s'accompagne du sacrifice d'un grand nombre d'Ukrainiens, Russes et autres, ainsi que de la destruction de tout un pays. Fallait-il s'attendre à un tel désastre ?

Les spécialistes des relations internationales cherchent à expliquer cette situation en se référant aux conditions de la sortie de la Guerre froide. L'Occident a-t-il eu tort de profiter de l'implosion de l'Union soviétique pour asseoir son influence à l'Est ? Le changement des grands équilibres en Europe a-t-il réveillé les craintes anciennes d'un possible encerclement de la Russie ? D'autre part, comment ne pas prendre en considération la volonté d'indépendance de peuples ayant vécu sous l'oppression soviétique ? Comment ne pas répondre par des actes de solidarité au coupable abandon de l'Europe de l'Est à la domination de Moscou au nom du système des zones d'influence établi par les accords de Yalta ?

Ce débat est sans doute valable. Pourtant, la vision de notre Église se situe au-delà de ces perspectives d'actualité. Son regard est davantage enraciné dans l'histoire en général et dans l'histoire ecclésiastique en particulier. Nous considérons que la source de nos malheurs est la conséquence d'erreurs de jugement en ce qui concerne les questions liées à la foi. C'est pour cette raison que nous identifions au terme d'orthodoxie, d'une foi juste et droite.

L'Église orthodoxe a joué un rôle fondamental dans l'émergence de ces deux réalités, à la fois séparées et entremêlées, que sont la Russie et l'Ukraine. Le lieu du drame se trouve à l'intersection d'un double carrefour, de l'Europe et de l'Asie. Il s'agit d'abord de l'isthme entre





la mer Baltique et la mer Noire, axe essentiel pour le commerce entre l'Europe du Nord et la Méditerranée orientale. En perpendiculaire à ce couloir, dans la partie méridionale de l'actuelle Ukraine, se forme un corridor ouvert à la circulation des peuples, par lequel sont passées plusieurs invasions successives. La fonction commerciale a permis la structuration de pouvoirs et l'ouverture à la civilisation et au monde extérieur. Les vagues d'invasions et les convoitises des puissances environnantes ont par contre souvent défait les structures politiques et soumis les populations à d'énormes souffrances. C'est cette dialectique entre construction et destruction qui explique l'émergence d'une identité ukrainienne.

La carte politique de l'espace de l'actuelle Ukraine a changé de forme à plusieurs reprises le long des siècles, depuis la Rus' kiévienne au IX<sup>e</sup> siècle jusqu'à Catherine II au XVIII<sup>e</sup> siècle, quand la majeure partie de l'Ukraine s'est trouvée intégrée dans l'Empire russe. Au fil des siècles, les populations de l'Ukraine ont été soumises à des dominations étrangères successives : russe, polonaise, mongole, lithuanienne ou autrichienne. Le XX<sup>e</sup> siècle a été particulièrement dur pour les Ukrainiens. Ils ont subi la grande famine de l'époque stalinienne et se sont trouvés au milieu de la confrontation armée de l'Union soviétique et de l'Allemagne nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cette histoire explique la volonté de se différencier de l'ensemble russe et de se relier à l'Europe et à ses valeurs. Ces conditions permettent aussi de comprendre l'importance de la religion, élément à la fois fondateur et libérateur de la conscience ukrainienne. À partir de Constantinople, le Patriarcat œcuménique a introduit le christianisme et la civilisation byzantine déjà au IX<sup>e</sup> siècle aux peuples de cette région. Il a joué un rôle fondamental dans l'organisation des communautés religieuses qui se sont formées autour de la Métropole de Kiev, et ensuite autour du Patriarcat de Moscou.

Pourtant ses enseignements en ce qui concerne les règles d'organisation et de fonctionnement ecclésiastique, hérités de la longue histoire du Christianisme et qui reflètent toute la sagesse administrative et philosophique du monde de la Méditerranée orientale, n'ont pas été toujours respectés par Moscou. Le pouvoir impérial a voulu soumettre l'église à sa volonté dans son effort d'instrumentaliser le sentiment religieux à ses fins politiques et militaires. Ainsi, à partir de la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453, Moscou aspire à remplacer le Patriarcat œcuménique en proclamant que Moscou représente « la troisième Rome ». Cette politique de longue durée de Moscou constitue un facteur fondamental de division du monde orthodoxe.

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, l'instrumentalisation de la religion par Moscou s'est combinée avec les idées novatrices du nationalisme allemand. Inspirée du Pangermanisme, la nouvelle idéologie du Panславisme, organe de la politique étrangère russe, s'est dotée d'une composante religieuse. Il s'agit de l'idée que les églises doivent s'organiser selon le principe de l'ethnicité, dont le marqueur central serait la langue. C'est cette approche que le Patriarcat œcuménique de Constantinople a dénoncée en 1872 comme une hérésie (l'hérésie de l'ethnophylétisme, forme de racisme ecclésiastique). Elle est en contradiction flagrante avec l'universalisme du message évangélique, ainsi que du principe de gouvernance territoriale qui définit l'organisation de notre église.

Cette hérésie était pourtant utile aux objectifs de Moscou puisqu'elle éloignait les croyants slavophones de l'influence du Patriarcat œcuménique. Le but de cette stratégie était de créer, au sein de l'Empire ottoman, et, plus tard sous la forme d'un État indépendant, une force politique à part, au service de la poussée russe vers les mers chaudes. Elle est responsable des haines entre les chrétiens des Balkans qui ont mené aux guerres et aux atrocités balkaniques du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Au cours de l'Union soviétique, la religion a été marginalisée et opprimée. L'idéologie communiste avait occupé le terrain attribué auparavant à une religion instrumentalisée par l'Empire tsariste. Après sa chute, la foi a été à nouveau utilisée à des fins idéologiques. L'Église orthodoxe russe s'est rangée derrière le régime du Président Vladimir Poutine, notamment à partir de l'élection de Sa Béatitude le Patriarche Kirill en 2009. Elle participe activement à la promotion de l'idéologie de Rousskii Mir, du monde russe, selon laquelle la langue et la religion permettent de définir un ensemble cohérent englobant la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie ainsi que les autres territoires de l'ex-Union soviétique et de la diaspora. Moscou (à la fois le pouvoir politique et le pouvoir religieux) constituerait le centre de ce monde, dont la mission serait de

combattre les valeurs décadentes de l'Occident. Cette idéologie constitue un instrument de légitimation de l'expansionnisme russe et l'assise de sa stratégie eurasiatique. Le lien avec le passé de l'ethnophylétisme et le présent du Monde russe est évident. La foi devient ainsi la colonne vertébrale de l'idéologie du régime de Poutine.

L'autocéphalie de l'Église Orthodoxe d'Ukraine accordée en 2019 par le Patriarcat œcuménique a aggravé les relations avec l'Église russe. Nous retrouvons là des tensions déjà exprimées lorsque le Patriarcat de Moscou avait décidé de ne pas participer au saint et grand Concile de l'Église orthodoxe réuni en Crète en 2016.

L'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 a poussé la polarisation à son comble. Les prises de position pour le moins ambigües de la part du Patriarche Kirill envers la guerre et le soutien apporté à la politique du Président Poutine ont provoqué de fortes critiques au sein du monde orthodoxe et par-delà. Les orthodoxes d'Ukraine qui avaient choisi de rester sous la tutelle de l'Église russe ont aussi exprimé leur désapprobation.

Ainsi, la division du monde orthodoxe s'approfondit et s'étend. Certaines Églises s'accordent avec le Patriarcat œcuménique ; d'autres, dont les pays dépendent trop de la Russie, soutiennent le Patriarcat de Moscou aveuglément ; d'autres encore préfèrent garder un silence complice. Pendant ce temps, l'Église russe utilise les moyens de l'État pour asseoir son influence sur le territoire canonique d'autres Églises, en dépit des règles les plus élémentaires de l'organisation ecclésiastique de l'orthodoxie. Ses ingérences en Afrique sont présentées comme des actions punitives à l'encontre du Patriarcat d'Alexandrie pour la reconnaissance de l'autocéphalie de l'Église orthodoxe d'Ukraine. Il est évident que dans ces conditions, le rôle pacificateur de l'Église devient fort difficile.

Que signifie cette situation pour les débats au-delà des cercles ecclésiastiques ? Elle montre encore une fois le rôle croissant du facteur religieux dans les grands enjeux mondiaux. Les idéologies s'affaiblissent l'une après l'autre. La fin du communisme a laissé un grand vide dans toute une partie du monde qui vivait sous sa domination et chez d'autres populations qui y avaient investi leurs espoirs. La crise de la mondialisation et du libéralisme est en train de créer aussi de profondes frustrations et de dangereux ressentiments. Dans ce paysage d'effondrement des idéologies matérialistes, le spirituel revient en force. Pourtant ce retour peut constituer un danger, s'il n'est pas exprimé selon des approches intégrant la sagesse des traditions religieuses tirée de l'héritage des grandes civilisations du passé.

Les erreurs de discernement, les hérésies, ne sont pas des phénomènes anodins qui n'intéressent que quelques ecclésiastiques et quelques érudits. Elles ont au contraire des conséquences très graves pour la vie spirituelle et pour la vie matérielle. La source de problèmes est l'instrumentalisation de la religion par des acteurs qui n'ont souvent aucune véritable foi.

Les orthodoxes russes constituent une grande richesse pour l'orthodoxie et pour l'ensemble du monde. L'orthodoxie russe a offert un énorme apport intellectuel, spirituel et artistique. Elle a été malheureusement victime des ingérences du pouvoir politique russe. L'oppression soviétique a fait des ravages, privant des générations entières des bienfaits de la foi et de la sagesse de l'Église. Le régime néo-impérial, dans son besoin de se renforcer, a puisé dans ce qui lui a paru comme un capital politique précieux : le sentiment religieux renouvelé du peuple russe. Il a malheureusement pu entraîner sur ce chemin une partie du clergé orthodoxe. Il a surtout repris et renforcé les approches hérétiques du régime tsariste dans un contexte de faible connaissance des règles ecclésiastiques, due en partie au délabrement spirituel de la période soviétique.

Les conséquences en sont très graves. Le fanatisme ethnoreligieux inculqué dans la jeunesse russe éloigne les perspectives de paix et de réconciliation. Le monde orthodoxe est divisé et cette fragmentation est projetée dans des pays pauvres, dont les populations espéraient trouver un soulagement dans la foi. Elle nuit surtout à l'Église russe puisque tôt ou tard les populations vont se rendre compte des dérives d'une Église soumise à des objectifs qui n'ont rien à faire avec sa mission originelle.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Les spécialistes des relations internationales ont parfois tendance à ignorer ou à marginaliser



le rôle et la signification du facteur religieux, authentique ou manipulé. Nous sommes pourtant entrés dans une période pendant laquelle ce facteur devient de plus en plus important. Les théologiens et autres spécialistes des questions ayant à faire avec le fonctionnement des Églises doivent sans doute s'ouvrir aux autres perspectives et développer le dialogue avec les autres disciplines scientifiques. Il est aussi important que les spécialistes des sciences sociales, des sciences politiques et des relations internationales dépassent une certaine hésitation à approfondir les questions religieuses. La compréhension d'un monde nouveau qui se constitue sous nos yeux ne peut pas faire abstraction du fait religieux. Merci de votre attention !

## Haïm Korsia

Grand Rabbin de France

Mes chers amis, il est assez émouvant de parler après Sa Sainteté Bartholomée I<sup>er</sup> et je tiens à remercier Thierry de Montbrial, d'abord pour faire vivre le rêve du psaume 133, « qu'il est bon et agréable que les frères résident ensemble ». Je tiens à remercier également les Émirats arabes unis pour faire vivre concrètement ce rêve de diversité et de fraternité. C'est non seulement quelque chose que vous prônez, mais que vous vivez. Il suffit de passer quelques jours ici, chez vous, pour se rendre compte de cette possibilité de vivre et de partager, en étant toujours soi-même et en donnant une place à celui qui n'est pas le même que nous.

C'est aussi une forme de courage de la part de Thierry de Montbrial de donner la parole à une haute autorité comme Sa Sainteté Bartholomée I<sup>er</sup> ou à un modeste rabbin, ce qui peut sembler surprenant dans un tel cénacle, au moment où certains auraient pu penser que les religions sont plutôt parfois des facteurs d'opposition, voire de guerre, de fragmentation. C'est exactement l'inverse. Comme Thierry de Montbrial l'a parfaitement expliqué lorsqu'il a présenté cette session d'ouverture officielle, il est important de voir l'aspiration, le rêve, la projection dans le futur. Toutes les religions prônent la diversité qui seule peut produire l'unité. C'est en fait l'inverse exact de l'uniformité. L'uniformité est un leurre, car jamais nous ne pouvons être le même que l'autre. Pour parler d'unité, il faut donc forcément parler de différence. Or, les religions représentent cette façon de se tourner vers la même personne, vers Dieu, chacune à sa façon, sans vouloir éliminer les autres. Aucune possibilité d'éliminer la foi des autres n'a jamais été envisagée. Il y a eu des guerres ponctuelles, tragiques, insupportables, mais jamais un programme religieux pour empêcher les autres d'exister. Il ne peut y avoir d'unité que s'il y a respect des différences, conjugaison des différences. Sinon, c'est exactement l'inverse, avec un mot, pourtant assez proche : uniformité. Ainsi, la diversité est essentielle et j'étais heureux d'entendre Thierry de Montbrial rappeler, au début de son intervention, que la diversité c'est aussi intégrer des femmes dans les tables rondes, autant que faire se peut. Merci, cher Thierry de Montbrial, d'avoir rappelé que parfois, il est difficile de faire vivre ses rêves, mais les rêves sont toujours un horizon.

J'ai aimé, dans la première table ronde de ce matin, le débat intéressant au sujet des jardins, des jardins à la française, des jardins à l'anglaise. Bertrand Badré a même anticipé sur ce que je comptais aborder avec vous : le jardin d'Eden. Je comptais parler de deux jardins bibliques : le Jardin d'Eden et le jardin du Cantique des cantiques. Le Jardin d'Eden est un lieu où il y a un seul humain, afin que personne ne se croie venir d'une lignée plus digne que l'autre, tout au long de l'histoire. Si l'un se pense supérieur à quelqu'un, il suffit de se rappeler que nous avons un ancêtre commun et que nous sommes frères et sœurs en humanité. Ce jardin nous rassemble tous. Il est le jardin de tous. D'ailleurs, le Talmud raconte une histoire merveilleuse, qui explique que si l'on s'enferme dans sa logique, on détruit le rêve de tous. Le Talmud l'illustre avec une très belle histoire, qui raconte qu'un homme, dans un bateau, se met à faire un trou sous son siège. Alors, ses camarades lui disent : « Comment peux-tu faire un trou dans le bateau ? Nous allons tous couler » et il leur répond : « C'est mon siège, j'ai payé mon siège, je fais ce que je veux sous ma place ». On lui explique que s'il fait un trou sous son siège, l'ensemble du bateau va couler. Au fond, détruire quelque chose, même chez soi, en s'enfermant dans les quatre coudées de son monde, c'est détruire le rêve de tous.

Le second jardin, dans la Bible, est celui du Cantique des cantiques avec une formule magnifique. « Je me suis occupé, dit le roi Salomon, de toutes les vignes, de chaque vigne de chacun de mes concitoyens et ma propre vigne, je ne l'ai même pas plantée ». Comme aujourd'hui, nous

devons contribuer, en travaillant sur nos propres fidèles, à ce que le judaïsme appelle, dans une magnifique formule, la réparation du monde. Réparer le monde, c'est travailler sur son jardin, mais aussi en travaillant sur notre propre jardin, sur notre religion, sur notre monde, sur notre pays, sur notre société, travailler à inspirer peut-être les autres, accepter d'être inspiré par les travaux des autres, mais toujours être les uns avec les autres. Je m'amusais tout à l'heure, lorsque j'étais dans la salle avec mon voisin Pierre, à vivre quelque chose d'étrange. Nous avons vu à quel point il était difficile, cher Thierry de Montbrial, de tenir, pendant la pandémie, cette réunion si importante en présentiel et nous sommes heureux de nous retrouver en présentiel. Pourtant, bien que nous soyons en présentiel, Pierre regardait l'écran au lieu de regarder l'intervenant, ce que je trouvais logique puisque nous voyons mieux l'intervenant sur les écrans. Or lorsque l'on ne regarde que l'écran, on ne focalise que sur celui qui parle et on perd les interactions entre tous les intervenants. Parfois, nous faisons cela dans notre vie. Nous nous focalisons sur tel ou tel fait, en oubliant que nous en avons une part. Nous nous focalisons sur ce que nous faisons, en oubliant que les autres ont une action sur ce que nous sommes et sur ce que nous faisons. Nous perdons cette vision d'ensemble qui est le propre de l'Humanité. Comme le dit la Bible, ne faites pas des clans, ne vous opposez pas les uns aux autres, car vous êtes tous frères en humanité.

Ce n'est pas de l'irénisme. Thierry de Montbrial a raison de rappeler qu'il ne s'agit pas d'être irénique. Il s'agit d'être concret, mais d'avoir un idéal qui nous élève et qui nous fixe un horizon. Lorsque Michel Rocard décide de prendre à bras-le-corps le problème toujours prégnant de la Nouvelle-Calédonie, il emmène, dans sa délégation, des hauts dignitaires maçons et le président de la Fédération protestante de France, un religieux qui, par sa connaissance des diverses églises protestantes de la Nouvelle-Calédonie, par sa capacité à les rassembler, ne serait-ce que ponctuellement, peut apporter quelque chose à la paix. Dans notre histoire, en France, les religions peuvent être un facteur de rapprochement, car la foi permet de se retrouver, dans ce qu'elle produit de mieux, la confiance : confiance en ce qui nous élève et confiance en l'autre. La foi permet parfois d'ouvrir des possibles.

Ouvrir des possibles, c'est affirmer, comme d'autres acteurs, que nous avons une responsabilité sur ce qu'est le monde. Il nous faut d'abord protéger la dignité de chacun et de chacune. C'est notre enjeu aussi avec ce qui se passe en Ukraine. Ne pas accepter les voies de fait, ne pas accepter la rupture du droit, ne pas accepter la rupture de l'évidence. Je veux partager avec vous ce qui est, de mon point de vue, un immense combat que j'ai pu mener, et en même temps, tellement dérisoire. Nos militaires ont été amenés à récupérer des Ukrainiens qui fuyaient leur pays et qui se sont retrouvés à Cracovie. Les Transalls de l'Armée de l'air française arrivent à Cracovie et on m'appelle pour une situation catastrophique. Nos militaires n'ont aucune consigne pour savoir comment prendre les petits animaux, les petits chats, les petits chiens, des réfugiés ukrainiens, qui ont tout perdu, qui ont tout abandonné et qui, dans leur fuite, ont protégé leur famille et leur animal qui, pour certains, était le seul lien qu'ils gardaient avec leur vie ancienne. La Consule générale de Cracovie m'appelle pour me dire qu'elle ne sait pas comment faire, que les militaires n'ont pas de consignes et refusent d'embarquer les animaux. J'ai alerté immédiatement l'État-major de l'Armée de l'air qui a considéré qu'évidemment nous devons prendre ces animaux. Les militaires ont donc fait embarquer aussi les animaux. C'est vous dire que parfois, dans des systèmes trop rigides, trop normés, il est important de s'élever et de voir juste ce que l'on veut produire. Qu'est-ce que nous voulons produire ? Toujours du lien. Les religions retrouvent, à un moment ou à un autre, dans toute situation, cette vocation comprise dans leur nom en français, « *religere* », « retier ».

Le premier point est donc de protéger la dignité de chacun et de chacune. Ensuite, aider, accompagner, ce qu'ont fait pour l'Ukraine, toutes les religions, en accueillant les réfugiés dans tous les pays. Certains pays en ont accueillis beaucoup plus. La Pologne a fait un travail assez extraordinaire, avec toutes ses églises et toutes ses religions. Nous avons reçu, au congrès rabbinique français, le rabbin de Varsovie, qui nous a expliqué tout ce qu'il a mis en œuvre et nous l'avons aidé pour accueillir ces flots de réfugiés qui passaient par la Pologne sans toujours s'y installer.

Enfin, offrir à chacun et chacune une part de transcendance, d'espérance, ouvrir des possibles. Thierry de Montbrial, dans sa superbe interrogation et dans son message d'ouverture du programme de cette quinzième édition, nous engage à œuvrer, je le cite, « pour un monde raisonnablement ouvert, à l'écart des deux extrêmes que sont d'une part le retour à une division

en bloc, radicalement séparée par l'idéologie, et d'autre part, le monde plat à la Fukuyama ». Pour la religion, de mon point de vue, il en va exactement de même, à l'instar de ce qu'affirme Thucydide : « La vertu a deux contraires : le vice et l'excès de vertu ». Pour le monde religieux, la vertu, c'est le dialogue, l'échange, le respect. Le vice, c'est le refus du dialogue et l'excès de vertu serait une forme de syncrétisme, une façon de dire que tout se vaut, un rejet de la diversité, un retour à une forme d'uniformisation, à ce syncrétisme qui est en fait une autre forme de relativisme. Si tout est la même chose, alors rien n'est important. Or c'est faux. Les aspirations des uns et des autres, la foi des uns et des autres, l'espérance des uns des autres sont essentielles, elles construisent nos sociétés. Le souffle de chaque pensée est vital pour l'équilibre du monde et si un seul de ces souffles manque, le monde entier est déséquilibré.

Le mot « France » en hébreu se dit « *Tsarfat* ». *Tsarfat* est un creuset dans lequel les orfèvres mettent des métaux différents, pour produire un alliage unique. S'il manque un seul de ces métaux, l'alliage n'est plus le même. Dans le monde, les religions, les diverses sociétés, les apports philosophiques et spirituels sont tous essentiels et vitaux, car sans un seul d'entre eux, le monde ne serait plus le même, il serait déséquilibré. Nous devons donc produire une forme d'enrichissement mutuel, un enseignement les uns des autres, sans volonté de convertir, avec simplement la volonté d'avancer et de produire de l'intelligence collective.

Aujourd'hui, mes chers amis, nous sommes le 9 décembre, une date importante en France. C'est l'anniversaire du vote de la séparation de l'État et des Églises. Cette loi fête son 117<sup>e</sup> anniversaire. La séparation n'est pas la négation. C'est ce que nous apprenons à faire avec nos enfants. On apprend à faire grandir nos enfants pour leur apprendre à se séparer de nous. Quand nos enfants apprennent enfin à se séparer de nous, est-ce qu'ils nient pour autant le lien avec leurs parents ? Est-ce que pour autant nous nions le lien avec nos enfants ? Non, absolument pas. Nous le transcendons, nous le transformons. C'est en cela que les religions doivent apprendre à agir dans le monde, avec d'autres acteurs, avec celles et ceux qui réfléchissent, qui produisent cette intelligence collective dont je parlais, non pas en opposition. Sa Sainteté Bartholomée I<sup>er</sup> avait raison de le dire dans son intervention, non pas en opposition à la raison, à la science, mais en échange avec la religion, avec la foi, avec la science, avec la raison.

C'est peut-être cette idée que l'on retrouve dans un passage de la Bible qui est étonnant, qui est celui de la tour de Babel. Dans le chapitre 11 de la Genèse, le premier livre de la Bible, débute l'histoire de la tour de Babel. « Il y eut sur la Terre une seule langue, une seule parole ». L'histoire de la tour de Babel n'est pas le mélange des langues, qui n'arrivera que plus tard. C'est au début une façon de manier la pensée unique, imposée par des puissances qui imposent leur tempo, leurs mots. Je crois que l'origine de la fondation de la World Policy Conference est une façon différente de penser le monde, sans se laisser rien imposer par quiconque, par la langue universelle que d'aucuns voudraient imposer. A cette époque, donc, le monde parle la même langue, les mêmes mots, qui produisent donc de l'uniformité et non pas de l'unité. Dieu va donc les séparer, les éloigner, mélanger leurs langues pour qu'ils apprennent à produire de l'unité, c'est-à-dire à dominer les différences et à trouver les moyens de produire quelque chose ensemble. Changer la façon de penser du monde, c'est forcément changer quelque chose aussi dans notre monde. En tant que Français, j'aime la révolution, mais l'expérience du monde m'a appris que parfois, l'évolution est plus efficace que la révolution, la transformation lente, l'adaptation aux nouvelles situations, une certaine plasticité par rapport aux exigences, aux besoins, aux attentes du monde, ce que les religions font à merveille si elles sont aidées par des femmes et des hommes comme vous, qui pensent aussi les religions dans le monde, dans l'équilibre du monde, dans l'économie générale du monde. Nous partageons aussi cet avenir.

En conclusion, je voudrais, mes chers amis, avoir une pensée pour le peuple ukrainien et me dire qu'il ne faut pas trop tarder, avec Jules Supervielle qui, dans un poème bouleversant, « Le Forçat », dit ceci :

« Dans la forêt sans heures, on abat un grand arbre, un vide vertical tremble en forme de fût près du tronc étendu. Cherchez, cherchez oiseaux, la place de vos nids, dans ce haut souvenir, tant qu'il murmure encore ». N'attendons pas trop que le cri d'urgence, le cri d'appel des Ukrainiens ne se fasse plus entendre.



### Royaume-Uni – Reuters – 11/12/2022

The Émirats arabes unis, which imports 90 % of its food, took the decision at an annual government meeting last month to support local production while continuing to embrace open trade policy. Mariam Al Mheiri told the World Policy Conference in Abu Dhabi.

### France – RFI – 11/12/2022

Géopolitique à Abou Dabi où s'est tenue, ce week-end, la 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference. Trois jours d'échanges sur les événements marquants de 2022, un monde de plus en plus fragmenté et de nouveaux défis à affronter : dérèglement climatique, crise énergétique, suite de la pandémie, tension croissante entre Washington et Pékin sur la question de Taïwan, sans oublier bien sûr l'agression russe de l'Ukraine, événement majeur de l'année.

### France – BFM TV – 11/12/2022

La Chine est encore bien loin d'évincer les États-Unis auprès des monarchies du Golfe. Mais les échanges à la « World Policy Conference », organisée aux Émirats arabes unis du 9 au 11 décembre, illustrent un rapprochement accéléré.

### Espagne – Atalayar – 12/12/2022

La nueva retórica de Berlín y el resto de capitales europeas "obedece en parte a intereses propios: tratar de encontrar nuevos proveedores de gas o de petróleo", reconoció Gargash durante su intervención en la World Policy Conference de Abu Dhabi. La claridad con la que se expresó el que fuera ministro para Asuntos del Consejo Nacional Federal emiratí le llevó a enviar un mensaje nítido a sus socios europeos: "Necesitamos ver acciones... tiene que ser a largo plazo y estratégico".

### Italie – Tempi – 16/12/2022

Il patriarca ecumenico di Costantinopoli, Bartolomeo I (Archontonis), è intervenuto il 9 dicembre scorso ad Abu Dhabi, durante la 15<sup>ma</sup> edizione della World Policy Conference, organizzata dall'Institut français des relations internationales (Ifri), che ha visto la partecipazione di molte alte personalità della politica, del mondo diplomatico e della cultura.

### Autriche – mena-watch – 14/12/2022

»Hat der Iran eine einsatzfähige Atomwaffe, ist alles möglich«, meinte er während der World Policy Conference in Abu Dhabi, als er auf ein solches Szenario angesprochen wurde. »Wir befinden uns in einem sehr gefährlichen Raum in der Region. Die Zeichen sind im Moment leider nicht sehr positiv«, sagte Faisal.

### Mexique – El Siglo – 12/12/2022

"Creo claramente que, si Irán obtiene un arma nuclear operativa, todas las apuestas están cerradas", dijo el jefe de la diplomacia saudí en un panel en el foro World Policy Conference de Abu Dhabi, en Emiratos Árabes Unidos.

### Suisse – Le Temps – 10/01/2023

Thierry de Montbrial, président de la World Policy Conference récemment réunie à Abou Dabi, interroge le prince Faisal bin Farhan Al Saud, ministre saoudien des Affaires étrangères : « Que pensez-vous des Accords d'Abraham ? » Le ministre : « S'il n'y a pas d'État palestinien, il sera difficile à l'Arabie saoudite de se joindre aux Émirats arabes unis et autres signataires desdits accords. »

### Canada – Saltwire – 10/12/2022

What we're hearing, especially from the Germans and others, about reengaging with the Gulf, I am encouraged but I would warn that it should not be transactional," Anwar Gargash, the diplomatic advisor to the president of the Émirats arabes unis, told the World Policy Conference in Abu Dhabi.

### Bénin – 24 heures au Bénin – 13/12/2022

Le Bénin a été invité à présenter ses réformes à la 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference (WPC) tenue à Abou Dabi du 9 au 11 décembre 2022. Excellents échanges avec Thierry de Montbrial sur les problématiques économiques et sociales présentes au Sahel et en Afrique de l'Ouest à l'occasion de la 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference.

### Roumanie – Stiripesurse.ro 12/12/2022

Dacă Iranul obține o armă nucleară operațională, situația este imprevizibilă", a declarat prințul Faisal bin Farhan Al Saud într-un interviu acordat pe scenă la World Policy Conference din Abu Dhabi, când a fost întrebat despre un astfel de scenariu.

### Grèce – Orthodox Times – 11/12/2022

Το Σάββατο, 10 Δεκεμβρίου 2022, δεύτερη ημέρα των εργασιών του Διεθνούς Συνεδρίου του "World Policy Conference – For a Reasonably Open World" οι μετέχοντες είχαν την ευκαιρία να επικοινωνήσουν διαδραστικά με τον Εφόχ, Υπουργό Εξωτερικών της Ουκρανίας κ. Дмитро Кулеба, ο οποίος αναφέρθηκε στην επικρατούσα κατάσταση στην Ουκρανία και απάντησε σε πλήθος ερωτήσεών τους.

### Sénégal – Xibaaru – 10/12/2022

Aminata Touré, députée à l'Assemblée nationale sénégalaise, était présente à la 15<sup>e</sup> édition de la World Policy Conference (WPC). L'ancienne Première ministre intervenait lors de la plénière « Geoeconomics and Development in a Fragmented World » pour évoquer la place du continent africain dans la géopolitique mondiale.

### Israël – The Times of Israël – 12/12/2022

Le ministre des Affaires étrangères saoudien, le prince Faisal bin Farhan Al Saud, a indiqué dimanche que les voisins du Golfe de la république islamique réagiraient si Téhéran devait fabriquer une arme nucléaire. « Si l'Iran obtient une bombe nucléaire, tout est possible », a déclaré Al Saud aux journalistes à la World Policy Conference qui était organisée à Abou Dabi, selon Reuters.

### Corée du Sud – Maekyung – 26/12/2022

이달 9-11 일 프랑스 국제관계연구소(IFRI) 주최로 아랍에미리트(UAE) 아부다비 세인트레지스 사디얏 아일랜드 리조트에서 개최된 '제 15 회 세계정책컨퍼런스(WPC)'에서는 세계 공급망 분절과 경제 불복합 현상을 두고 치열한 논의가 이뤄졌다.

### Japon – Nikkei – 10/12/2022

ウクライナのクレバ外相は 10 日、停戦交渉の際にはロシアの安全保障を考慮すべきだとしたフランスのマクロン大統領の最近の発言を批判した。フランスによる支援に感謝の意を示す一方、ロシアの立場に配慮する発言は「理解できない」と反発した。著名シンクタンクのフランス国際関係研究所 (IFRI) がアブダビで開催中の「世界政策会議」にオンラインで参加し、ウクライナの現状について述べた。

### Arabie saoudite – Al Khaleej 365 – 12/12/2022

القطيبيّة، القضية بشأن الثابت المملكة موقف فرحان بن فيصل الأمير الخارجية وزير أكد - الوسيدي محمد - الرياض أبراهام اتفاقيات بشأن سؤال على رده خلال وذلك

أبو ظبي الإماراتية العاصمة في العالمية السياسات مؤتمر في الخارجية وزير مشاركة خلال ذلك جاء

### Liban – Annahar – 12/12/2022

برئاسة الدولية للعلاقات الفرنسي المعهد ينظمه الذي "العالمية السياسات" مؤتمر # أعدّه كفيف برنامج أيام، ثلاثة مدى على واقتصادية سياسية شخصية ٢٥٠ من أكثر اجتمعت حيث ظني، أبو الإماراتية# العاصمة في مونتريال، دو تييرى والتكنولوجية والعسكرية السياسية المتغيرات ظل في العالم تواجه التي الضخمة التحديات حول بناء حوار دولية وأكاديمية الأوكرانية الروسية الحرب إلى وصولاً كورونا، جائحة بروز منذ الماضية الثلاثة الأعوام في شهدها التي الصحية وحتى العالمي الاقتصاد# مستقبل على كما العالمي يالفو توازن خريطة على وتدابعت تأثير من وريثته طرحه وما

### Pologne – TVN24 – 12/12/2022

Wszyscy znajdujemy się w niebezpiecznej sytuacji w naszym regionie. Można oczekiwać, że państwa regionu zaczną szukać sposobu na zapewnienie sobie bezpieczeństwa - oznajmił Faisal, odnosząc się do krajów Zatoki Perskiej, podczas konferencji World Policy Conference w stolicy Zjednoczonych Emiratów Arabskich, Abu Zabi.

### Belgique – The European Times – 15/12/2022

The World Policy Conference is a kind of Valdais club, but of the Western democracies, chaired by the head of the French Institute of International Relations Prof. Thierry de Montbrial and bringing together authoritative political scientists and diplomats from the East and the West. Patriarch Bartholomew was also invited to speak at the fifteenth edition of the forum that year.

### Émirats arabes unis – Al-Ain News – 09/12/2022

العاصمة في أيام 3 مدار على تتعدق والتي 15ال دورته في العالمي السياسات مؤتمر الجمعة، اليوم أبو ظبي، في انطلقت لافت دولي بحضور الإماراتية

قائم بلاندا تشييده الذي التقدّم إن المؤتمر، افتتاح في الدولي، التعاون لشؤون الإماراتية الدولة وزير الهاشمي، ريم وقالت المختلفة النظر ووجهات القيم احترام مبدأ على



“

**Bertrand Badré**

Dans un monde qui se fragmente, tout ce qui est non pas centrifuge mais centripète, qui nous rapproche, doit être favorisé. L'idée d'une nouvelle taxe pour l'ensemble de la planète ne me paraît pas absurde aujourd'hui.

“

**Aminata Touré**

Il y a une volonté de redéfinir un monde plus juste et plus équitable, notamment en direction de l'Afrique qui a beaucoup souffert d'agressions et de brutalité au cours de son histoire. Ce débat doit être posé et mené et des solutions doivent être trouvées.

“

**Haïm Korsia**

Le principe de mélanger des gens différents et de les faire réfléchir ensemble donne la seule réponse possible à la pulsion d'enfermement qu'on a dans toutes les sociétés. Aujourd'hui, chacun s'enferme sur le même que lui. Le drame de notre société aujourd'hui est l'enfermement par des algorithmes sur des systèmes.

“

**Alain Tchibozo**

Il y a aujourd'hui un grand déficit en termes de souveraineté alimentaire et si on n'améliore pas la productivité et si on n'apporte pas plus de ressources, dans 30 ans le nombre de populations affamées aura doublé. C'est un danger pour nos régions mais aussi pour tout le monde car les populations mécontentes migrent et ce n'est jamais une bonne nouvelle.

“

**Jean-Marie Paugam**

Le discours porté par l'OMC est que nous en sortirons mieux collectivement, chaque fois qu'on le peut, qu'individuellement. Nous essayons de favoriser la transparence et l'ouverture des marchés pour permettre cette coopération.

“

**Marie-Roger Biloa**

Les positions africaines sont en retrait pour des raisons historiques qui tiennent aux relations que les pays occidentaux entretiennent avec l'Afrique, ce qu'il faut comprendre pour pouvoir embarquer les Africains dans des causes communes.

“

**Basile Cotte**

La session sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a été particulièrement intéressante car elle montrait que tout ne se ramène pas à l'Europe et qu'il faut prendre en compte des enjeux bien plus globaux.

“

**Tatiana Kastouéva-Jean**

Les pays qui représentent les différentes parties de cet espace post-soviétique mettent aujourd'hui en avant le multilatéralisme, la relation avec l'Europe, le rôle des organisations internationales, l'ordre mondial basé sur les règles. Toutes les choses que la Russie rejette, dont elle ne veut plus et qu'elle cherche à renverser pour recréer autre chose.

“

**Nikolaus Lang**

Je pense qu'il y a six éléments pour réagir à ces crises-là. Le premier est une nouveauté : inclure la géopolitique dans la manière dont on prend des décisions. Le deuxième est de faire attention à la résilience des chaînes d'approvisionnement. Le troisième est de se former et de s'outiller en matière de cybersécurité. Le quatrième est de continuer à investir dans les talents. Le cinquième est d'investir dans l'innovation. Enfin, le sixième est clairement de continuer d'investir dans le développement durable.

“

**Renaud Girard**

Les Émirats ont une diplomatie intéressante. Ils sont revenus sur la guerre au Yémen, sur leurs différends avec le Qatar, ils ne veulent pas de problèmes avec leurs voisins. Ils s'inscrivent comme un médiateur important dans le monde moderne puisque ce sont eux qui ont fait les échanges de prisonniers entre la Russie et les États-Unis sans pour autant prétendre être ce qu'ils ne sont pas, c'est-à-dire une grande puissance.

“

**Philippe Chalmin**

La fin de l'abondance la plus marquée c'est peut-être tout simplement celle de l'air. C'est peut-être là que nous touchons nos vraies limites. Et c'est là où les débats sur le changement climatique sont essentiels parce que, jusque-là et pendant deux siècles, nous avons eu un modèle de développement économique de prédateurs dans lequel nous ne nous demandions pas de quoi demain serait fait.

“

**Reem Ibrahim Al Hashimy**

Ces plateformes facilitent réellement la communication et le dialogue, rapprochant des personnes du monde entier et leur permettant de partager différents points de vue sur ce qui se passe aujourd'hui et sur ce que nous pouvons faire à l'avenir en tant que communauté collective.

“

**Sam Okwulehie**

Je crois que nous sommes aujourd'hui dans un état de crise permanente ; le terme « permacrise » est même devenu un mot à la mode dans le monde des affaires. Il semble que les crises se succèdent, nous amenant à nous demander comment renforcer notre résilience face à ce genre de chocs, qui paraissent continus et sans fin.

“

**Peter Beyer**

Nous devons également réfléchir à ce qu'il adviendra après la guerre en Ukraine, notamment en ce qui concerne notre architecture de sécurité en Europe, l'OTAN et au-delà. Il est crucial que nous commençons à nous projeter et à faire émerger des idées et des concepts pour l'avenir.

“

**Douglas Paal**

Les Chinois vous diront : « L'Ukraine était un pays indépendant, mais Taïwan fait partie de la Chine, ce n'est donc pas la même chose au regard du droit international ». Les États-Unis diront : « L'Ukraine est un pays enclavé qui a eu une longue relation avec les Russes et l'Union soviétique, et qui a été violé de bien des manières ». La Chine n'a pas la capacité de faire la même chose à Taïwan actuellement.



“

**Tsakhiagiin Elbegdorj**

Il existe une ligne de démarcation entre la démocratie et les régimes autoritaires qui traverse l'Asie, l'Europe, l'Afrique et les Amériques. Si l'Ukraine remporte la victoire, ce sera un signal d'encouragement pour les peuples qui veulent vivre en toute liberté et indépendance. À l'inverse, si l'Ukraine perd la guerre, cela encouragera les gouvernements autoritaires, et c'est pourquoi nous ne pouvons nous permettre de perdre.

“

**Amer Al Ghafri**

Pour le bien de l'humanité, nous devons engager le dialogue et élaborer des politiques intuitives et innovantes qui permettront au final d'aider tout le monde. Il est important de reconnaître que nous ne vivons pas en vase clos, mais au contraire, au sein de nations aux origines culturelles et religieuses diverses. Nous devons en tenir compte et engager des discussions qui nous permettront d'avancer ensemble. C'est ce qui rend cette conférence si importante.

“

**Meir Sheerit**

Aujourd'hui, tout ou presque, de la navigation à la communication par satellite, en passant par la télévision et l'Internet, est facilité par la technologie spatiale, mais peu de personnes en ont conscience. L'espace est désormais un moyen pour le monde d'élargir ses possibilités et ses services, il est aujourd'hui plus accessible et plus abordable pour nombre de pays et de personnes.

“

**Thierry de Montbrial**

Cette année est particulièrement compliquée. Je pense que cette édition a été un grand succès grâce à des intervenants de qualité qui ont abordé les sujets avec réalisme. Autrement dit, nous avons mis de côté l'idéologie et essayé de comprendre les grands enjeux et les conséquences potentielles.

LIBRARY  
LOUNGE



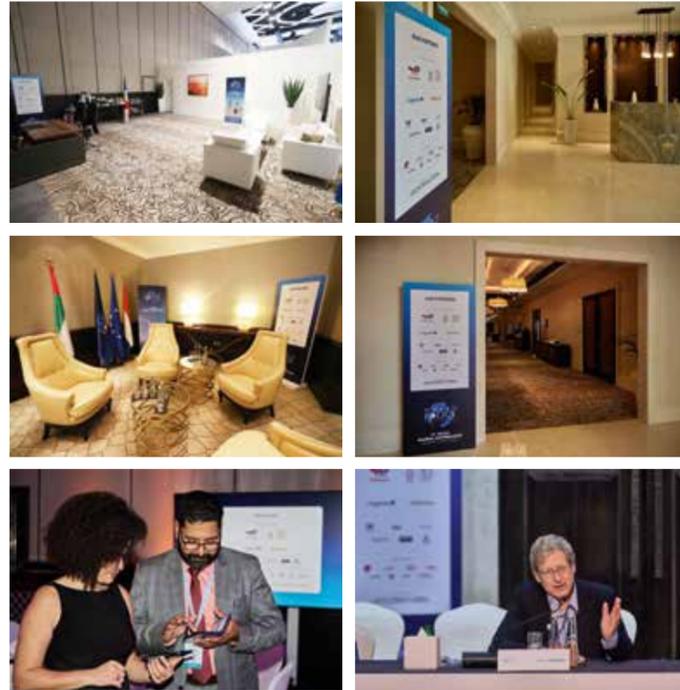
WORLD  
POLICY





Partenaires

- TotalEnergies
- Banque ouest-africaine de développement
- Capgemini
- Poongsan
- Boston Consulting Group
- Alcen
- EximBank
- Obrist Group
- Norge Mining
- CNES



Médias

- France Inter
- An-Nahar
- CNN
- Le Journal du Dimanche
- Les Echos
- RFI
- Nikkei
- Maekyung Media Group



Avec le soutien de

- KIEP
- IDATE
- Financière de l'île
- Transmutex
- André Lévy-Lang
- Pierre Keller
- Stuart Eizenstat



WPC FOUNDATION PARTNERS



MEDIA PARTNERS



## L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est en France, le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux à travers une recherche policy oriented, de favoriser le dialogue et de produire une vision d'avenir des dynamiques géopolitiques et géoéconomiques.

Il s'adresse prioritairement aux experts, leaders d'opinion, décideurs des secteurs privé et public et représentants de la société civile.

La gouvernance de l'Ifri, la diversité de ses financements et son cadre déontologique, ainsi que la qualité de ses travaux, garantissent son indépendance et le respect des valeurs qui l'animent.



### WPC

**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président

**Nicolas de Germay**  
Vice-président

**Song-Nim Kwon**  
Directeur exécutif

**Florent de Chantérac**  
Producteur exécutif

**Guillaume Foucault**  
Directeur de la communication

### Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : [kwon@worldpolicyconference.com](mailto:kwon@worldpolicyconference.com)

Pour plus d'informations :

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)

[www.worldpolicyconferencetv.com](http://www.worldpolicyconferencetv.com)



Crédits

Direction artistique et éditoriale

**Song-Nim Kwon**

Traitement de données et relecture

**Charlotte Canal**

**Laura Rocchi**

**Lucie Skopek**

Réalisation graphique et mise en page

**Studio Ellair**

Crédits photos

©**Christophe PEUS**

©**Fabrice DE SILANS**

©**Bahi ABDELMALEK**

Photo de couverture : ©**Adobe Stock**

Imprimé en France - Mars 2023

Tous droits réservés

ISBN: 979-10-373-0671-5





[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

[www.worldpolicyconferencetv.com](http://www.worldpolicyconferencetv.com)

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)